

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ
**Tebboune rend hommage
aux médecins et
personnels de la santé**

P. 24

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS
**M. Djerad instruit les walis pour
une "stricte application" des
mesures de prévention**

P. 24

TOURISME
**Le magazine Forbes promeut
un "patchwork de merveilles"
en Algérie**

P. 24

IMPACT DU COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'enjeu de la bataille de la relance économique

La pandémie de coronavirus n'a pas encore livré tous ses effets, plutôt tous ses méfaits, sur l'économie mondiale, notamment en terme de fermetures d'entreprises et de pertes d'emploi, que les puissances développées engagent déjà des plans

de bataille pour la relance de leurs économies. Alors que les Etats Unis, la Chine et le Japon ont révélé des montants astronomiques, l'Europe peine encore à parler d'une seule voix. Le Forum des Chefs d'Entreprise lance, de son côté un appel à un soutien

public pour maintenir l'activité économique en plaidant pour l'urgence « d'un moratoire fiscal et parafiscal et d'un report automatique des engagements bancaires. »

P.p 4-7

DKnews



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Ferhat Ait Ali : "Saidal
a répondu présente
dans la lutte contre
le coronavirus"**

P. 4

COMMISSION DE LA FATWA

**"Monopolisation des produits
et augmentation des prix, des
"péchés" blâmables au plus
haut point"**

P. 3

PÉTROLE

**Le Brent en hausse
à plus de 32 dollars
à Londres**

P. 7

SANTÉ

**OTITE
AIGÜE CHEZ
L'ENFANT
Comment la
prévenir ?**

P.p 12-13

FOOTBALL

**ALGÉRIE (COVID-19)
Le paiement
des frais
d'engagement
et amendes
ajourné (FAF)**



P. 21

INTERNET MOBILE

**Près de
37 millions
d'abonnés
en 2019
en Algérie
(ARPCE)**

P. 17

RUMEUR SUR LA FERMETURE DES STATIONS-SERVICE

**L'auteur
de la rumeur
arrêté, selon
le ministère
du commerce**

P. 2

RUMEUR SUR LA FERMETURE DES STATIONS-SERVICE

L'auteur de la rumeur arrêté (ministère du Commerce)



Le ministère du Commerce a annoncé avoir déposé une plainte auprès des services de la Sûreté suite au lancement d'une rumeur sur une prétendue fermeture des stations-service, soulignant que l'auteur de cette rumeur a été arrêté en un temps record, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Précisant que le ministère a déposé une plainte contre l'auteur de la rumeur, la même source a indiqué que ce dernier a été entendu par les services judiciaires compétents de la wilaya de Blida qui ont décidé de le placer en détention provisoire.

"Le ministère n'hésitera pas à engager une action judiciaire à l'encontre de toute personne ou entité induisant l'opinion publique en erreur en avançant des propos mensongers en vue de semer le trouble notamment en cette conjoncture sanitaire que traverse l'Algérie à l'instar de tous les pays du monde", a poursuivi le ministère.

A cette occasion, le ministre du Commerce, Kamel Rezig a salué le professionnalisme et la rapidité des services de la Sûreté ayant arrêté l'auteur de cette rumeur qui porte préjudice aux citoyens et au pays.

CRIMINALITÉ/LUTTE

Boumerdes : neutralisation d'un réseau criminel ayant kidnappé un jeune aux Issers avant de l'assassiner à Sidi Bellabes



Les services de la sûreté de wilaya de Boumerdes ont neutralisé un réseau criminel (constitué de six éléments), ayant kidnappé un jeune aux Issers (Est de Boumerdes), avant de l'assassiner à Sidi Bellabes, après l'avoir délesté de son véhicule, a-t-on appris, mardi, auprès d'une source de la sûreté de wilaya.

Selon le responsable de la cellule de communication près ce corps sécuritaire, le commissaire de police Krime Touati, il s'agit de la mise hors d'état de nuire d'un groupe de malfaiteurs (âgés entre 32 et 38 ans), originaires des wilayas d'Alger, Sidi Bellabes, Mila, Oran et Boumerdes, suite à une plainte déposée par une famille des Issers portant sur la disparition de leurs fils de 23 ans.

Les investigations menées, à ce propos, ont permis, a-t-il ajouté, l'arrestation d'un élément de ce réseau à Boumerdes, dont les aveux ont abouti à l'arrestation du reste de la bande, dans leurs wilayas d'origine, a-t-il signalé.

Toujours selon le commissaire de police, Krime Touati, les prévenus arrêtés ont avoué avoir attiré la victime vers le lac "Sidi Mhamed Ben Ali" de la wilaya de Sidi Bellabes, où il se trouvait en voyage pour des raisons personnelles.

Suite à quoi ils l'ont assassiné, après l'avoir délesté de son véhicule, qu'ils ont vendu, pour se partager l'argent de la vente, ont-ils ajouté.

Les mis en cause dans cette affaire, tous des récidivistes, ont été présentés aux autorités judiciaires compétentes, est-il précisé de même source.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Batna : tentative déjouée de mise en circulation de 116.000 DA en faux billets



Les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de Takslent, dans la wilaya de Batna, ont mis en échec une tentative de transfert pour la mise en circulation de 116.000 DA en faux billets de banque en coupure de 2.000DA, a-t-on appris mardi auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Agissant sur la base d'information faisant état d'un trafic de faux billets de banque, les gendarmes qui ont ouvert une enquête sont parvenus à identifier un présumé coupable, avant d'installer des points de contrôle sur le chemin de wilaya 40 (CW 40) reliant la localité de Tinibaouine à Takslent, sur une voie non numérotée menant vers la localité de Bldides, a précisé la même source.

Le contrôle d'un automobiliste, âgé de 49 ans, a permis de découvrir 58 billets de banque en coupure de 2.000 DA totalisant 116 000 DA, a-t-on détaillé, indiquant que l'expertise de ces billets par l'autorité habilitée a confirmé la non-authenticité des coupures saisies.

La perquisition du domicile de la personne arrêtée a permis la saisie d'un ordinateur, une unité centrale et une imprimante, selon la même source.

Poursuivi pour "trafic de faux billets de banque" et "mise en circulation de faux billets de banque", le mis en cause a été écroué et son véhicule mis en fourrière, a-t-on indiqué de même source.

ALGÉRIE/CORONAVIRUS/ÉDUCATION

Report des examens d'attestation de niveau pour les apprenants à distance (ministère)



Le ministère de l'Éducation nationale a décidé le report à une date ultérieure des examens d'attestation de niveau (session 2020) pour les apprenants à distance, initialement prévus le 21 avril en cours, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. Cette décision s'inscrit dans le cadre des mesures de préventions visant à endiguer la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19), ajoute la même source. Pour rappel, le ministre de l'Éducation nationale avait annoncé lundi l'élaboration d'une mouture de plan de contingence, aussi bien pour le cas de prorogation que de levée du confinement", précisant que l'objectif étant "de trouver les solutions adéquates, notamment en ce qui concerne les examens scolaires et l'organisation des travaux de fin d'études". Il avait assuré que son département "ne prendra aucune décision sans l'association des différents partenaires sociaux".

ALGÉRIE/ SOLIDARITÉ

Covid-19 : le premier président de la Cour suprême et la présidente du Conseil d'Etat font don d'un mois de leurs salaires



Le premier président de la Cour suprême et la présidente du Conseil d'Etat ont fait don d'un mois de leurs salaires qui sera versé dans les comptes de solidarité "Covid-19" ouverts à cet effet, a indiqué mardi un communiqué conjoint de ces deux instances judiciaires. "Afin de contribuer à l'effort national de lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus, le premier président de la Cour suprême et la présidente du Conseil d'Etat font don d'un mois de leurs salaires qui sera versé dans les comptes de solidarité "Covid-19" ouverts à cet effet", lit-on dans le communiqué.

Des magistrats et cadres de la Cour des comptes font don d'une partie de leurs salaires

Des magistrats et cadres de la Cour des comptes ont décidé de faire don d'une partie de leurs salaires en contribution aux efforts nationaux visant à juguler les effets de la crise sanitaire, induite par la propagation du nouveau coronavirus, a indiqué, mardi, un communiqué de la Cour.

Cette contribution qui consacre "l'esprit de solidarité et d'entraide entre les enfants du peuple algérien" sera versée sur le compte de solidarité "Covid-19-Algérie", ajoute le communiqué.

Le président du CNDH fait don d'un mois de son salaire

Le président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Bouzid Lazhari a fait don d'un mois de son salaire qui sera versé dans les comptes de solidarité "Covid-19" ouverts à cet effet, a indiqué mardi un communiqué de cet organe. La même source a précisé que ce don "intervient pour contribuer à l'effort national visant à atténuer les répercussions de la crise sanitaire sur le front social".

Les cadres supérieurs de la Protection civile font don d'un mois de leurs salaires

La Direction générale de la Protection civile (DGPC) a annoncé mardi que ses cadres supérieurs ont décidé de faire don d'un mois de leurs salaires dans le cadre de l'élan de solidarité initié contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Cette contribution financière de la part du Directeur général de la Protection civile, de ses directeurs centraux, directeurs de wilayas et officiers-supérieurs, sera versée dans les comptes de solidarité "Covid-19" ouverts à cet effet, a ajouté la DGPC, soulignant que cette action qui intervient "suite à l'initiative lancée par le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, reflète l'esprit d'harmonie, de solidarité et de fraternité de l'institution de la Protection civile envers le pays et le peuple algérien".

Ce don s'inscrit aussi dans le cadre de contribution de la Protection civile aux "efforts nationaux visant à amortir les répercussions de la crise sanitaire sur le front social et sur le niveau de vie des citoyens en général et les non salariés en particulier, suite à la pandémie du Covid-19".

ALGÉRIE/ SPÉCULATION

Commission de la Fatwa : «monopolisation des produits et augmentation des prix, des "péchés" blâmables au plus haut point»

La monopolisation des produits et marchandise dont les gens ont besoin, en vue d'en augmenter les prix et susciter la pénurie, se veut un "péché" blâmable au plus haut point, a affirmé mardi la Commission ministérielle de la Fatwa dans un communiqué, appelant la population à s'armer d'entraide et de solidarité, particulièrement en ces moments difficiles.

La Commission a appelé les gens à faire preuve de "patience" et à prendre exemple sur "les prophètes et pieux qui s'arment de fraternité, d'entraide et de solidarité, en temps de crise, notamment en cette conjoncture difficile". Par ailleurs, la Commission a exhorté tout un chacun à "faire preuve de sagesse à l'égard de ses proches, à éviter les différends, particulièrement en ces moments difficiles, à se remémorer les vertus de quiétude et de sérénité et à œuvrer à l'ancrage des valeurs de fraternité pour renforcer les liens de cohésion et de miséricorde", Allah Tout Puissant n'a-t-il pas dit: "Les croyants et les croyantes sont alliés les uns des autres".

La Commission de la Fatwa appelle à s'éloigner de toute altercation et à éviter de susciter inquiétudes et troubles, en diffusant et en relayant les rumeurs, ce qui porte atteinte aux valeurs et à la morale. La Commission a, enfin, incité à chercher refuge



après d'Allah le Clément, le Miséricordieux, par la prière et l'imploration, tout en se revêtant de ce qui est à même d'apporter des réponses favorables aux prières.

MESURES DE CONFINEMENT

Les règles de confinement respectées à 95%

Les règles de confinement partiel et total édictées dans nombre de wilayas ont été respectées à 95% entre le 24 mars et le 6 avril, ce qui dénote la prise de conscience citoyenne face à la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a indiqué mardi le responsable de la communication à la Direction de la sécurité publique (DSP), le commissaire principal Rabah Zouaoui.

A travers ses activités dans les wilayas concernées par les règles de confinement partiel et total édictées pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a relevé une prise de conscience citoyenne face à l'épidémie puisque le confinement est respecté à 95% à l'échelle nationale, a déclaré à l'APS, le commissaire principal Rabah Zouaoui.

Signalant toutefois l'existence de quelques réfractaires aux règles, des jeunes notamment, l'intervenant a précisé que les forces de police étaient mobilisées pour faire respecter le confinement et sensibiliser les récalcitrants à la nécessité impérieuse de ces mesures pour leur propre protection et celle de tous les citoyens.

Dans le cadre de ses missions dans cette conjoncture difficile, la DGSN "reste mobilisée face à la pandémie", en coordination avec tous les services de santé et de sécurité, surtout en ce qui concerne l'application du confinement, a ajouté le commissaire principal Rabah Zouaoui.

Il a, par ailleurs, fait état de "la mobilisation de 1.630 policiers pour sécuriser les centres de quarantaine à travers le territoire, que ce soit au niveau des hôtels ou des établissements

sanitaires". Il a également fait savoir que des unités avaient été affectées à l'encadrement de certains commerces et points de vente connaissant une grande affluence pour faire respecter les règles de distanciation sociale et organiser la distribution des produits alimentaires.

Au cours de la même période (24 mars-6 avril), les services de la DGSN ont enregistré plusieurs infractions liées au non-respect des règles de confinement et au déplacement sans autorisation, selon la même source qui a précisé que 953 infractions avaient été enregistrées, dont 131 concernent des camions de transport de marchandises et des véhicules de transport de voyageurs et 770 des taxis".

Pour ce qui est des contrôles périodiques effectués par les services durant l'après-midi et le soir, le commissaire principal, Rabah Zouaoui a précisé que les haut-parleurs sont utilisés pour informer et sensibiliser les citoyens quant aux mesures de confinement, indiquant que plus de 4833 véhicules ont été contrôlés dont 280 ainsi que 73 motos ont été mis en fourrière pour non respect des mesures de déplacement autorisé durant les heures de confinement. Durant la même période, plus de 7.400 personnes ont été contrôlées, selon le responsable qui indique que des patrouilles pédestres font des tournées le soir. Dans wilaya d'Alger, 220 patrouilles pédestres composées de cadres spécialisés



de la sûreté sont mobilisées pour superviser les opérations en cette conjoncture exceptionnelle. Par ailleurs, les services de la sûreté nationale ont contribué aux opérations de nettoyage et de désinfection des quartiers et grandes artères.

747 opérations de désinfection et de nettoyage ont été effectuées dans 30 wilayas à travers le territoire national.

Dans le cadre du contrôle permanent lié à la spéculation sur les prix des produits alimentaires et pharmaceutiques, M. Zouaoui a indiqué qu'un total de 738 affaires impliquant 830 personnes ont été enregistrées depuis le début du confinement jusqu'à aujourd'hui.

Pour ce qui est des produits saisis, plus de 6039 qx de semoule, dont 437 qx impropres à la consommation, 8265 qx de farine, dont 1010 qx périmés ainsi que 1031 qx des légumes secs, tous types confondus, ont été saisis à travers le territoire national.

COMMERCE

Radiation des commerçants coupables de contravention du registre de commerce

Le ministre du commerce, Kamel Rezig a indiqué, lundi, que son secteur avait engagé la radiation des commerçants dont la culpabilité a été prouvée en matière de spéculation, monopole ou vente de produits périmés.

Dans un entretien accordé à l'APS, le ministre a fait savoir que ces mesures interviennent en concrétisation des orientations contenues dans le communiqué du Haut Conseil de Sécurité, prévoyant la radiation de tout commerçant dont la spéculation, le monopole ou la commercialisation des produits périmés sont avérés, a rappelé le ministre dans un entretien à l'APS.

Il a précisé, dans ce sens, que les directeurs du Commerce au niveau des wilayas ont été instruits du suivi de ces violations, sous la supervision des walis.

Des mesures coercitives ont été prises, en coordination avec les autorités sécuritaires, contre les commerçants illégaux, les spéculateurs et ceux qui vendent des produits périmés, a-t-il ajouté faisant état de la saisie d'importantes quantités de marchandises dont la durée de validité a été dépassée.

Estimant que c'est là des opérations "inédites" ces 20 dernières années, M. Rezig a indiqué que son département a fait le choix de "la politique de la carotte avec les commerçants intègres et du bâton à l'égard des malhonnêtes".

Il a ajouté que les produits saisis, lors des différentes opérations, ont été mis "à titre exceptionnel" à la disposition des walis en tant que réserves à partager aux nécessiteux au lieu de les orienter vers la direction des Domaines comme stipule la loi, soulignant la mise en place, dans chaque wilaya, d'une instance ayant pour mission la distribution des aides aux catégories nécessiteuses.

Le ministère du Commerce exerce les prérogatives qui lui sont attribuées, et fixées par la loi, consistant en la régulation, la supervision et le suivi des offices et des entreprises publiques et privées", a soutenu Me Rezig battant en brèche les allégations d'un quelconque impact négatif sur les prix du fait de la lutte contre la spéculation et la fraude.

Il a expliqué que les marchés ont été impactés durant les premières semaines de la propagation du Coronavirus suite aux mesures limitant les rassemblements à travers la fermeture des grands espaces commerciaux, suscitant chez le citoyen une frénésie d'achats pour stocker.

Selon le premier responsable du secteur, la forte demande sur les produits alimentaires, "beaucoup plus importante que les prévisions" et la multiplication des quantités consommées ont entraîné une rupture de stock en très peu de temps, toutefois, le ministre a réussi par une série de mesures, a-t-il assuré, à stabiliser les marchés, que ce soit pour les produits alimentaires ou les fruits et légumes, à travers les 48 wilayas.

Exhortant les citoyens à un changement de comportement de consommation, il a indiqué que la dernière période a enregistré la consommation de deux mois de produits alimentaires, en particulier le blé dur (semoule), ce qui a provoqué une stagnation de l'activité des boulangeries.

M. Rezig a tenu à rassurer que les quantités de produits alimentaires disponibles en stock sont suffisantes pour un approvisionnement jusqu'au premier trimestre de 2021.

Evouant les différents contacts avec les fournisseurs et les producteurs ayant permis au secteur de rétablir la stabilité du marché, notamment en ce qui concerne la semoule, le ministre a rappelé les mesures de vente directe par les minoteries aux citoyens afin de réduire la pression, après les instructions données aux 48 directeurs de wilaya et 8 directeurs régionaux. Cette opération s'est répercutée sur les prix qui ont baissé à un niveau "raisonnable" après une flambée spectaculaire durant les premiers jours de cette crise sanitaire, a-t-il ajouté. En conclusion, le ministre a tenu à saluer les agents du commerce, qui travaillent sur le terrain en dépit des conditions sanitaires difficiles, pour leur contribution tout au long de la semaine à la stabilisation des marchés, en coordination avec les services de sécurité.

COMMERCE

Interdiction immédiate de la vente directe de la semoule aux citoyens

Le ministère du Commerce a décidé d'interdire, avec effet immédiat, aux unités de transformation de vendre directement la semoule aux citoyens, et en application des mesures préventives décrétées par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad pour la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris mardi de ce département ministériel.

Selon le responsable de la cellule de l'information et de la communication au ministère du Commerce, Samir Meftah, il sera fait recours à l'ancien système de distribution, à savoir la vente à travers les commerçants de gros, les grandes surfaces et les vendeurs en détail. Dans ce cadre, "une note signée par le Secrétaire

général du ministère du Commerce, Karim Guech a été adressée aux directeurs régionaux et locaux en application des mesures sanitaires et de prévention décrétées par le Premier ministre pour la lutte contre la propagation de cette pandémie", a précisé M. Meftah. Cette décision est intervenue suite à l'observation des opérations de vente de semoule au niveau des différentes unités de production qui pourraient représenter un danger sur la santé des citoyens.

Les services du ministère du Commerce veilleront quotidiennement au contrôle des opérations de vente et le suivi de l'itinéraire du produit vers le consommateur final, dans l'objectif de lutter contre la spéculation



tion et la distribution et le stockage anarchiques, a fait savoir la même source. Le SG du ministère du Commerce avait adressé lundi une note aux directeurs régionaux et locaux des 48 wilayas les appelant à notifier les directeurs des unités de pro-

duction de la semoule de cesser la vente directe aux citoyens.

Dans ce sens, le SG du ministère a appelé les semouliers à revenir à l'ancien système de commercialisation et cela en passant par les vendeurs de gros, les détaillants et les distributeurs.

COVID-19

Le FCE plaide pour un plan de relance économique

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Mohamed Sami Agli, a appelé mardi à un plan de relance pour minimiser l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'économie nationale et sauver les entreprises algériennes en difficulté.

"Nous sommes aujourd'hui frappés de plein fouet par cette crise sanitaire (...) nous sommes en contact permanent avec nos membres et nous avons des remontées très négatives, la Covid-19 tue malheureusement des humains, mais en parallèle, elle est en train de tuer beaucoup d'entreprises", a indiqué M. Agli lors d'une visioconférence en ligne.

Les entreprises, poursuit-il, souffrent d'une crise qui s'installe d'une manière transversale dans l'ensemble des secteurs d'activité. "Nous plaidons pour le maintien à tout prix de l'activité économique. Nous devons se battre pour sauvegarder les emplois le plus longtemps possible", a-t-il lancé.

Soulignant l'importance d'un plan de relance pour l'après Covid-19, M. Agli a estimé que les entreprises qui sont "les soldats de demain" ont besoin surtout d'un moratoire fiscal et parafiscal et d'un report automatique des engagements bancaires.

PÊCHES ET AQUACULTURE

La liste des travaux et des prestations effectués par le laboratoire de contrôle et d'analyse publiée au JO

Un arrêté ministériel fixant la liste des travaux, des activités et des prestations pouvant être réalisées par le laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux maritimes et aquacoles a été publié au journal officiel numéro 20.

Ce nouveau arrêté permet aux opérateurs économiques, aux professionnels et aux porteurs de projets dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture de bénéficier des travaux, des activités et prestations de ce laboratoire, tout en précisant ses missions.

Le décret a précisé que les travaux, activités et prestations, concernent les produits de la pêche et de l'aquaculture, les milieux de pêche, d'élevage et de culture ainsi que les eaux utilisées à des fins de fabrication de glace pour la conservation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Il a ainsi fixé la liste des travaux, des activités et des prestations en expliquant qu'il s'agit des activités d'essai et/ou d'analyses relatives à la qualité des produits de la pêche et de l'aquaculture frais et transformés, des opérations de contrôle de la qualité des eaux, la réalisation de toute étude portant sur la qualité et la salubrité des zones de pêche et d'aquaculture.

La liste inclut également les travaux d'expertise dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture et de leurs milieux, le conseil et l'assistance technique, la publication, la diffusion de revues, de brochures ou de bulletins spécialisés en relation avec la sécurité sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Sont énumérés également la réalisation de stages de formation sur les méthodes d'analyses et les aspects liés à la sécurité sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture et des eaux d'élevages et de culture, ainsi que l'organisation de séminaires, d'ateliers, de journées d'études ou expositions et les rencontres scientifiques avec la thématique liée.

Les travaux, activités et prestations sont effectués dans le cadre de contrats, conventions ou commandes.

"Toute demande de réalisation de travaux, activités et prestations est introduite auprès du directeur général du laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux", indique le décret en précisant que le directeur générale est le seul habilité à recevoir les commandes et à en ordonner l'exécution.

Quant aux recettes et dépenses relatives aux travaux, aux activités et prestations effectuées par le laboratoire national, elles doivent "obligatoirement", être consignées dans une rubrique hors budget, sur un registre auxiliaire ouvert à cet effet, précise le journal.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Ferhat Ait Ali : "Saidal a répondu présente dans la lutte contre le coronavirus"

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Ferhat Ait Ali Braham, a affirmé, mardi à Alger, que malgré les contraintes auxquelles elle fait face, Saidal "a répondu présente et de manière rapide face à cette catastrophe mondiale" provoquée par la pandémie du nouveau coronavirus.

"Malgré les contraintes auxquelles fait face Saidal, notamment la concurrence déloyale et les problèmes de gestion interne, cette entreprise publique a répondu présente et de manière rapide face à cette catastrophe mondiale", a souligné M. Ait Ali lors d'une émission de la Chaîne 2 de la Radio nationale.

"Nous aurions souhaité que des grandes entreprises du secteur privé s'impliquent aux côtés des entreprises publiques en ces moments difficiles", a-t-il déploré, soulignant que grâce au groupe public Saidal, "qui, heureusement, disposait d'un stock stratégique", l'Algérie fait face à cette situation.

M. Ait Ali a considéré cette situation comme une occasion de "penser à relancer le secteur public et à mettre en place des exigences pour l'investissement privé afin qu'il soit à l'avenir un investissement stratégique".

"Nous avons besoin d'investisseurs qui s'inscrivent dans la construction du pays, et non pas

dans sa destruction", a-t-il soutenu.

Evoquant, par ailleurs, les dispositions prises pour répondre aux besoins croissants du secteur de la santé, notamment en masques et en appareils de respiration, le ministre a assuré que les entreprises publiques, notamment Enie, Eniem et Getex, ont soumis aux laboratoires nationaux des prototypes de produits pour homologation avant de procéder à la production à grande échelle.

Soulignant que la production de masques devait répondre à des exigences techniques et réglementaires, M. Ait Ali a indiqué que l'objectif actuel est de produire 12 millions de masques par mois pour répondre aux besoins imposés par l'épidémie.

S'agissant des entreprises publiques et privées qui ont suspendu leurs productions après les mesures de confinement prises par les pouvoirs publics pour lutter contre le coronavirus, le ministre a indiqué que la nouvelle note émanant de



la Banque d'Algérie, adressée mardi aux banques de la place, allait permettre à ces entreprises de bénéficier d'un rééchelonnement de leurs dettes bancaires.

Par ailleurs, M. Ait Ali a évoqué la révision des textes de loi régissant l'industrie automobile et l'inves-

tissement en général ainsi que le projet de loi de finances complémentaire pour 2020, assurant que ces textes sont "prêts à être examinés" mais qu'ils ont été "ajournés" en raison de la situation sanitaire exceptionnelle que vit le pays en ce monde entier actuellement.

SOLIDARITÉ

Proposition d'un revenu au profit des travailleurs privés affectés par la crise (CARE)

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) a fait part, mardi, d'une proposition pour la mise en place d'un revenu, intitulé COVID-2020, en solidarité avec les travailleurs privés affectés par la crise sanitaire engendrée par le Coronavirus (COVID-19).

Rappelant que le Gouvernement a pris la décision de libérer la moitié des employés de la fonction publique tout en maintenant le versement de leurs salaires, le CARE a évoqué dans sa réflexion les employés du secteur privé, particulièrement ceux relevant du secteur informel et qui, dans l'incapacité de travailler, perdent ainsi la seule source de revenu à laquelle ils pouvaient accéder, en raison de la crise sanitaire et du confinement imposé en conséquence.

Soulignant que ce problème n'était pas spécifiquement algérien, la proposition publiée sur le site web du Cercle, estime que "la résilience de la population va être mise à rude épreuve au-delà d'un mois de confinement, d'inactivité et d'assèchement progressif de ses revenus", ajoutant qu'il "paraît nécessaire que l'engagement verbal des pouvoirs publics de ne laisser personne de côté" puisse être suivi d'une traduction concrète sur le terrain. Il est ainsi recommandé, selon la même source, qu'à l'image de ce qui est fait dans de nombreux pays développés ou en développement, une aide budgétaire spécifique soit apportée à cette catégorie des citoyens qui ont pu perdre leurs revenus du fait de cette crise sanitaire qui est venue frapper l'économie

nationale. Pour sa mise en œuvre, le CARE s'est référé à la dernière enquête de l'Office national des statistiques (ONS), datée de mai 2019, qui estime que la totalité des personnes occupées se chiffrait à 11,3 millions, parmi lesquelles 7 millions sont employées par le secteur privé.

"Supposant que 70% des personnes employées par le secteur privé qui sont touchées, on aboutit à une population de quelques 5 millions d'employés qui demanderaient à être assistés au cours d'une période que l'on pourrait, à ce stade, estimer à trois mois", note le CARE, ajoutant qu'une aide forfaitaire mensuelle de 10.000 DA, qui serait consentie durant trois mois à cette catégorie de la population, aurait un impact budgétaire de 150 milliards de dinars.

Si le principe d'une telle aide venait à être retenu in fine, il reste un double écueil à surmonter, avance la réflexion, à savoir, d'une part celui de son financement et d'autre part, celui de sa mise en œuvre en l'absence de statistiques précises.

Ainsi, "à un moment où le gouvernement a déjà annoncé la décision de réduire de 30% le budget de fonctionnement de l'Etat algérien, il lui est difficile d'envisager une dépense nouvelle et imprévue de 150 Mds de DA, notamment en raison de l'affaiblissement brutal des prix pétroliers, même si le montant peut paraître modeste au regard des 4.893 Mds de DA de dépenses de fonctionnement inscrites au budget de l'année 2020 (soit 3%)", note le CARE. Il propose, ainsi,

deux solutions potentielles, la première est une contribution de solidarité de l'ensemble des employés sur le territoire national, à travers un appel à contribution à l'égard des revenus supérieurs à la moyenne du salaire national leuel, selon l'ONS, se situait à un niveau de 41.000 DA, tandis que la deuxième consisterait à recourir de manière exceptionnelle au financement non conventionnel par création de monnaie.

Par ailleurs, supposant que la contrainte strictement financière soit résolue, l'autre problème encore plus redoutable qui se posera inévitablement, selon CARE, est celui de la mise en œuvre d'une mesure consistant à payer une population d'employés à faible revenu (pour l'essentiel informelle), déplore le CARE.

Il propose ainsi la création d'une page web afin que les travailleurs informels puissent postuler à des aides, permettant de cibler fondamentalement tous les employés du secteur informel, ainsi que les artisans et entrepreneurs individuels ayant perdu leur emploi ou leur revenu.

Pour les employés du secteur privé formel connaissant le même problème de perte de revenu, le transfert du revenu COVID-2020 pourrait être opéré via leur entreprise, selon CARE, qui précise que la procédure d'éligibilité devrait être aussi simple que possible, à base de déclaration sur l'honneur avec mention explicite de sanctions auxquelles s'expose tout contrevenant.

Sonatrach lance une initiative d'un don d'une journée de travail au profit du secteur de la santé

Le Groupe Sonatrach a lancé mardi une initiative d'un don d'une journée de travail de ses agents et des agents de ses filiales au profit des institutions nationales de santé pour contribuer à l'effort national de lutte contre la propagation du COVID-19 en Algérie.

Cette initiative est portée dans un message commun du Président directeur général du Groupe Sonatrach et le Secrétaire général de la fédération nationale des travailleurs du pétrole, gaz et de la chimie, aux travailleurs du groupe, publié sur le site web de la Compagnie.

"Sonatrach et ses filiales se doivent de marquer leur solidarité avec le peuple algérien, notamment en ces moments difficiles, en contribuant de manière concrète à l'effort national de lutte contre la propagation du COVID-19 en Algérie", indique-t-on dans la lettre, précisant que "cette contribution se fera à travers un don d'une journée de travail des agents du Groupe Sonatrach au profit des institutions nationales de santé".

Les responsables de Sonatrach ont ajouté qu'ils n'ont aucun doute sur l'adhésion de l'ensemble de nos

collectifs à cette initiative citoyenne", ajoutant qu'ils sont "persuadés que c'est là, une contribution, que chacun de nous, approuve spontanément, tant elle témoigne de l'engagement reconnu de notre entreprise au sein de la société algérienne à laquelle nous sommes tous fiers d'appartenir et pour laquelle nous ne lésinerons aucun sacrifice".

Ainsi, les structures des ressources humaines de chaque entreprise du Groupe Sonatrach sont chargées "d'établir des notes de mise en œuvre de cette initiative facultative, que nous sommes persuadés qu'elle remportera l'adhésion de tous", souligne le Groupe Sonatrach.

"Unis, disciplinés, et solidaires face à la menace, nous demeurons, chacun dans son domaine, mobilisés et engagés dans l'effort national de lutte contre la propagation de la pandémie du COVID-19 en Algérie", assure la lettre.

Le Groupe Sonatrach a, par ailleurs, présenté en son nom et celui de tous ses travailleuses et travailleurs, ses "condoléances les plus attristées" à toutes les familles algériennes qui ont perdu un des



leurs à cause de la pandémie COVID-19, en les assurant de son soutien et de sa solidarité "sans faille", tout en souhaitant un prompt rétablissement pour les personnes touchées par ce virus.

Sonatrach a également rappelé l'apport et l'abnégation de son personnel médical et paramédical mobilisé, qui "en faisant preuve d'une grande maturité et d'un profond sens de responsabilité, n'a ménagé aucun effort pour prendre en charge toutes les interventions médicales sur toutes les unités".

Le Groupe Sonatrach et la fédération nationale des travailleurs du pétrole, gaz et de la chimie, ont également réitéré "vigoureusement" le soutien et la reconnaissance de l'ensemble des collectifs du Groupe envers tous les travailleuses et travailleurs du secteur médical national, de la protection civile, des forces de sécurité et des services de l'administration, pour tous les efforts déployés et leur implication sur le terrain pour la prévention et la lutte contre la propagation du COVID-19 en Algérie.

OUARGLA/ COVID-19 Ouverture d'un atelier de confection de bavettes et tenues de protection au CFPA de Rouissat

Un atelier de confection de bavettes et de tenues de protection médicale a été ouvert au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) "Chahid Ahmed Mahdjoubi" à Rouissat (Ouargla), dans le cadre des efforts de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris mercredi de la direction de wilaya du secteur de la Formation.

Doté de plusieurs machines à coudre, l'atelier est encadré par une équipe d'enseignants du secteur qui supervise la confection de ces articles de protection médicale par les filles stagiaires du centre et des femmes au foyer (anciennes stagiaires), a affirmé le directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Ali Houassi. Sa capacité de production hebdomadaire est d'environ 4.000 bavettes, en plus d'un certain nombre de blouses et de charlottes médicales destinées au personnel de la Santé, a-t-il précisé en signalant que cette capacité peut être augmentée, en fonction de la disponibilité de la matière première, actuellement ramenée du Nord du pays. Les articles produits



sont remis à la commission de wilaya chargée de la coordination intersectorielle de la prévention de Covid-19, qui déterminera les priorités de leur répartition aux différents services et établissements concernés, à leur tête

les structures hospitalières en première ligne de la lutte contre la pandémie, a expliqué M. Houassi. Le secteur de la Formation professionnelle envisage l'ouverture d'ateliers similaires dans certains autres de ses établisse-

ments à travers la wilaya, si la matière première venait à être disponible en grande quantité, et ce dans le but de couvrir la demande croissante sur ces articles de protection, en cette conjoncture de pandémie, a-t-il assuré.

CONSTANTINE/COVID-19 Plus de 1.580 infractions au confinement partiel enregistrées (sûreté de wilaya)

Les services de la sûreté de wilaya de Constantine ont enregistré 1.583 infractions au confinement partiel imposé de 19h00 à 7h00 dans le cadre des mesures prises pour la lutte contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris mardi de la cellule de communication et des relations générales de ce corps de sécurité.

Depuis le 28 mars dernier au 7 avril courant, les services de police ont recensé 797 infractions commises par des piétons, 770 infractions perpétrées par

des automobilistes et 8 infractions commises par de motocycles en plus de 8 autres infractions relevées auprès de commerçants qui n'ont pas respecté les horaires d'activités imposées en cette conjoncture exceptionnelle, a indiqué à l'APS le lieutenant Bilal Benkhelifa.

Les permis de conduire des contrevenants ont été retirés et des amendes leur ont été infligées, selon le même responsable.

Aussi, 143 véhicules ont été mis en

fourrière pour infraction à la mesure d'interdiction du transport des personnes décidée par les pouvoirs publics dans le cadre des mesures de prévention contre le Covid-19, a-t-on encore noté.

Les services de la sûreté de wilaya intensifient les sorties de terrain de sensibilisation à travers les quartiers du chef lieu de wilaya et dans les communes, appelant les citoyens à respecter les mesures de confinement partiel, a indiqué le même responsable.

TIARET Saisie en mars de 148 quintaux de viandes

Au moins 148 quintaux de viandes avaient été saisis en mars dernier par les services de sûreté de la wilaya de Tiaret pour différentes infractions, a-t-on appris mardi auprès des services de la sûreté de wilaya.

Les opérations de saisie qui interviennent dans le cadre de la préservation de la

santé publique ont permis de mettre la main sur 148 qx de viandes rouge et blanche et des viscères dont 22,6 qx avariés.

Ces quantités destinées à la consommation ont été saisies pour absence du certificat vétérinaire ou transport dans des conditions inadéquates ou encore pour avarie.

Les agents du contrôle de la direction du commerce d'El Bayadh ont saisi, mardi, 3,20 quintaux de viandes blanches impropres à la consommation.

L'opération a eu lieu lors du contrôle d'un abattoir au chef lieu de wilaya où la quantité de viande blanche a été saisie après son contrôle par

un vétérinaire qui a confirmé que le produit est avarié.

Il s'est avéré que cette quantité n'a pas été soumise au contrôle sanitaire et mise dans des conditions ne respectant pas les conditions d'hygiène.

Une procédure judiciaire a été engagée contre le contrevenant.

MOSTAGANEM 546 familles bénéficient d'aides alimentaires

Pas moins de 546 familles vivant dans des zones reculées et isolées de la wilaya de Mostaganem ont bénéficié d'aides alimentaires permettant de soulager les ménages dans le besoin et réduire un tant soit peu les effets de la pandémie du Coronavirus, a-t-on appris mardi de la directrice de l'action sociale (DAS) Khadidja Bouchakour.

L'opération de solidarité visant à réduire les effets de l'épidémie du Covid 19 pouvant toucher les familles nécessiteuses et pauvres a, jusqu'à présent, ciblé 546 familles vivant dans 44 villages et douars des 19 communes de la wilaya.

Ces aides, des denrées alimentaires

de base et des légumes, sont des dons de bienfaiteurs et de secteurs publics administratifs et économiques, notamment la direction des services agricoles de la wilaya, acheminés vers les zones concernées en mettant l'accent sur l'importance voire l'impératif respect des mesures de prévention, notamment le confinement sanitaire et la distan-

ciation sociale, a souligné Mme Bouchakour.

Parallèlement à cette campagne de solidarité, les mêmes services ont engagé une vaste opération de recherche et de ramassage de personnes sans abri, notamment durant la période de confinement partiel de 19 heures à 07 heures, ce qui a permis jusqu'à présent de prendre en charge 19 personnes.

dont 5 femmes et 3 enfants, transférées au service d'assistance sociale des urgences mobiles de Kharouba (à l'est de Mostaganem), spécialisé dans la prise en charge des personnes en situation difficile et sans abri.

COVID-19 Le confinement, de plus en plus respecté à Bouira

La mesure de confinement prise dans le cadre de la prévention et de lutte contre la propagation du Covid-19, est de plus en plus respectée à Bouira grâce à une série de campagnes de sensibilisation menées par les différents services de la wilaya et la société civile, a-t-on constaté.

Au chef-lieu de la wilaya, la ville a perdu son ambiance depuis quelques jours en raison du confinement que beaucoup de citoyens appliquent par précaution et pour se prémunir contre le Covid-19, qui a fait une dizaine de cas confirmés par les services médicaux de l'hôpital Mohamed Boudiaf.

Dans la matinée, la ville était déserte et le silence remplissait les rues malgré l'ouverture de quelques rares commerces et boutiques afin de permettre aux citoyens de s'approvisionner en produits alimentaires nécessaires comme notamment, le lait, la semoule et les légumes.

"Je suis sorti à 9h00 du matin pour juste faire mes courses et je rentre, parce que la situation devient de plus en plus critique", a avoué Azzedine, sur un ton inquiet.

"Le virus s'est déjà propagé dans notre wilaya, il a fait une dizaine de cas et j'espère qu'avec le respect du confinement la situation va s'améliorer.

A Bouira, les gens respectent le confinement car il ne va que dans leur intérêt", souhaite de son côté le jeune Sidali rencontré par l'APS à la cité Cadat 2.

Les campagnes de sensibilisation sur les risques de cette pandémie et sur les mesures de prévention se poursuivent toujours.

Les services de la protection civile axent depuis quelques jours leurs actions de sensibilisation autour des marchés afin d'inciter les gens à respecter la distanciation sociale ainsi que les mesures d'hygiène afin d'éviter toute contamination.

"Nos actions de sensibilisation sont axées essentiellement sur les marchés de fruits et légumes, notamment celui de la ville.

Nous incitons les citoyens au respect de la distanciation sociale et des mesures d'hygiène afin de ne pas propager plus le virus", a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat.

"Grâce à ces campagnes de sensibilisation, les gens ne sortent que rarement.

La majorité respecte ce confinement malgré quelques actes d'insouciance (regroupements) enregistrés au niveau de certaines cités de la ville, mais sinon la plupart des citoyens sont conscients de ce défi", a souligné le Sous-lieutenant Abdat.

A travers les autres communes de la wilaya, à l'image de M'Cheddallah, El Adjiba, et Chorfa (Est de Bouira) ainsi que Lakhderia (Ouest), les villes sont presque désertées par leurs habitants confinés par crainte d'être touchés par le virus.

A M'Cheddallah et Ahnif, les citoyens sont de plus en plus vigilants et prudents notamment après l'annonce d'un cas confirmé à Ahnif. Dans ces régions, un climat d'inquiétude et de silence s'est installé depuis quelques jours et tous les discours ne tournent qu'autour de cette question d'actualité mondiale. "Les gens ont peur, c'est normal, le virus a décimé des milliers de personnes en Chine, en Italie et en France", s'est inquiété Massinissa, un jeune d'Ahnif. La ville d'El Adjiba était elle aussi déserte et les rues étaient vides. Quelques commerces d'alimentation générale étaient ouverts.

Quelques nombrables personnes se précipitaient à faire leur courses du jour pour rentrer chez-elles tout en espérant qu'elles n'aient pas contracté le virus.

"C'est vrai que le confinement est dur épreuve pour nous, mais nous n'avons pas autre choix pour stopper cette maladie mortelle", a estimé le jeune Elyes.

STATISTIQUES-
ENTREPRISES**186.148 entreprises dotées d'un NIS au premier semestre 2019 (ONS)**

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Mohamed Sami Agli, a appelé mardi à un plan de relance pour minimiser l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'économie nationale et sauver les entreprises algériennes en difficulté.

"Nous sommes aujourd'hui frappés de plein fouet par cette crise sanitaire (...) nous sommes en contact permanent avec nos membres et nous avons des remontées très négatives, la Covid-19 tue malheureusement des humains, mais en parallèle, elle est en train de tuer beaucoup d'entreprises", a indiqué M. Agli lors d'une visioconférence en ligne.

Les entreprises, poursuit-il, souffrent d'une crise qui s'installe d'une manière transversale dans l'ensemble des secteurs d'activité.

"Nous plaçons pour le maintien à tout prix de l'activité économique.

Nous devons se battre pour sauvegarder les emplois le plus longtemps possible", a-t-il lancé.

Soulignant l'importance d'un plan de relance pour l'après Covid-19, M. Agli a estimé que les entreprises qui sont "les soldats de demain" ont besoin surtout d'un moratoire fiscal et parafiscal et d'un report automatique des engagements bancaires.

Le nombre d'entreprises, possédant un statut de personne morale et un numéro d'identification statistique (NIS), a atteint 186.148 unités, au premier semestre de 2019, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Le nombre de personnes morales, dotées d'un NIS, a connu ainsi une hausse de 7.573 entreprises au cours du 1er semestre de l'année dernière, en comparaison avec la même période de 2018, soit une augmentation de 4,24%, ainsi qu'une augmentation de plus de 5.500 entreprises par rapport à toute l'année 2018 s'agissant des nouvelles créations, l'ONS mentionne 5.056 entreprises, ayant fait l'objet d'une première identification par l'ONS, durant les six premiers mois de 2019, soit une baisse de 5,56%, par rapport à la même période de 2018.

L'Office relève par contre une augmentation de plus de 1.000 entreprises, soit 25,93% par rapport au second semestre 2018.

Selon la même source, le rythme de création des entreprises durant le premier semestre 2019, s'est maintenu notamment dans le secteur du commerce avec 65.081 entreprises, représentant un taux de 34,96% du nombre global (7.573 entreprises). L'industrie manufacturière, a quant à elle, enregistré la création de 36.219 entreprises (19,46%), alors que le secteur de la construction s'est vu renforcer par la création de 33.804 entreprises, soit 18,16%.

Pour la répartition des personnes morales par région, l'Office précise que la région du centre s'accapare 101.324 entreprises, soit 54,43% du total (186.148), suivie par la région Est avec 46.463 (24,96%), la région Ouest avec 29.655 (15,93%) et enfin la région du Sud avec 8.706 entreprises (4,68%). S'agissant de la répartition régionale des créations, au 30 juin 2019, l'ONS relève une concentration au niveau de la région centre du pays avec 52,97% de l'ensemble des nouvelles créations (5.056 entreprises).

En dehors de la wilaya d'Alger qui s'accapare 1.589 créations (31,43%) au premier semestre 2019, sept autres wilayas ont enregistré plus de 1.680 nouvelles créations d'entreprise durant les six premiers mois 2019.

Ainsi, la wilaya d'Oran a occupé la seconde position en recelant 439 entreprises, soit 8,68%, suivie de Sétif avec 283 entreprises (5,60%), Constantine avec 209 entreprises (4,13%), Blida avec 199 (3,94%), Bejaia avec 197 (3,90%), Tizi Ouzou avec 190 (3,76%) et enfin Boumerdes avec 169 (3,34%). Concernant les sorties du répertoire national des ent reprises, elles ont été de l'ordre de 1.730 entreprises au 30 juin dernier, note l'Office qui relève un regain des radiations d'entreprises par rapport à la même période de l'année précédente, qui se traduit par une augmentation de 81 entreprises (4,91%) par rapport au 1er semestre 2018.

L'ONS a indiqué, en conclusion, que généralement, les entreprises se créent ou disparaissent à l'occasion de nouveaux programmes de restructurations, soit par fusion, par absorption, par liquidation juridique ou par cessation volontaire d'activité.

FINANCE - BANQUES

Banque d'Algérie : "mesures exceptionnelles en faveur des entreprises économiques impactées par le COVID-19"

La Banque d'Algérie (BA) a annoncé, mardi, une série de mesures exceptionnelles et conjoncturelles permettant aux établissements financiers et aux banques d'augmenter leurs capacités de financement en faveur des entreprises économiques impactées par la conjoncture induite par le COVID-19.

"Dans le cadre des mesures prises face aux répercussions de la propagation du nouveau coronavirus (COVID-19), la Banque d'Algérie, consciente de l'impératif de protéger l'économie nationale et de garantir les conditions nécessaires à la poursuite de l'activité des entreprises de production de manière régulière, a pris une série de mesures exceptionnelles et conjoncturelles s'inscrivant dans des démarches visant à alléger les impacts économiques de cette pandémie mondiale", lit-on dans le communiqué de la BA.

La BA fait état, à ce propos, de l'instruction n° 05-2020 datant du 6 avril 2020, portant des mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles appli-



cables aux banques et aux établissements financiers permettant à ces dernières d'augmenter leurs capacités de financement au profit des entreprises économiques. Entre autres

mesures prises à ce titre, le document prévoit le report du paiement des tranches de crédit, arrivant à échéance, ou le rééchelonnement des créances de la clientèle, ayant été impac-

tée par la conjoncture induite par le Covid 19. Outre la poursuite des financements en faveur des bénéficiaires des mesures de report ou de rééchelonnement des créances, la BA préconise la réduction du seuil minimum du coefficient de liquidité afin d'augmenter le niveau des financements disponibles. Au titre de ces mesures, les banques et les établissements financiers sont dispensés de l'obligation de constitution du coussin de sécurité, précise également la même source. La BA assure qu'elle suit l'évolution de la situation pour prendre d'autres démarches, le cas échéant, pour garantir les conditions adéquates au bon fonctionnement de l'économie nationale.

ALGÉRIE - CONSOMMATION - CORONAVIRUS

Nécessité de maintenir le pouvoir d'achat des citoyens pour éviter une inflation

La nécessité de maintenir le pouvoir d'achat des Algériens en temps de cette crise sanitaire afin de préserver l'économie nationale de l'inflation a été soulignée, mardi par le professeur et analyste en économie, Mohamed Cherif Belmihoub, qui a appelé les pouvoirs publics, le patronat ainsi que les syndicats à se partager cette charge.

Intervenant sur les ondes de la radio nationale, M. Belmihoub a indiqué que la sauvegarde du pouvoir d'achat des Algériens est cruciale en ces temps de crise, car il permet de maintenir "en brante" l'activité de l'économie nationale et éviter ainsi l'inflation. Pour se faire, il a indiqué que "c'est le moment propice de passer à la concertation entre le pouvoirs publics, le patronat et les syndicats afin de trouver les moyens pour maintenir le pouvoir d'achat des algériens, appelant chaque corps à supporter une partie des charges liées à la sauvegarde de ce pouvoir en temps de crise sanitaire.

"Il faut que les pouvoirs publics, les entreprises et les syndicats se partagent les responsabilités liées à la sauvegarde du pouvoir d'achat, a-t-il dit ajoutant que l'Etat peut supporter deux mois de paiement de ces charges et les entreprises peuvent, de leurs cotés payer elles-mêmes leurs ouvriers confinés et les syndicats peuvent jouer leur rôle en acceptant que les salaires soient diminués pendant cette période (versement du salaire de base seulement)", a-t-il expliqué.

M. Belmihoub a estimé que la crise

actuelle justifierait le recours à la planche à billet sous la condition qu'elle soit utilisée seulement pour financer les actions visant à contenir les impacts de la crise sanitaire engendrée par le Covid-19.

"Le recours à cette pratique fera en sorte de maintenir l'activité économique ainsi que le pouvoir d'achat et permettra également la conclusion de transactions commerciales", a-t-il assuré.

Pour permettre à la roue économique de persévérer, l'expert économique a plaidé pour que les entreprises algériennes bénéficient d'un report pour honorer leurs redevances (impôts et taxes) en période de crise afin de les encourager à produire plus.

La crise sanitaire a permis une prise de conscience africaine

D'autre part, M. Belmihoub a estimé que l'Algérie et certains pays africains qui détiennent des facteurs d'émergences se sont rendus compte grâce à cette crise, qu'ils étaient capables de prendre en charge le développement national. "Cette crise sanitaire a ainsi permis une prise de conscience africaine, sur les plans intellectuel et politique", s'est-il réjoui.

Il a ajouté que l'Algérie doit impérativement, pour sa part, construire une économie nationale solide (hors hydrocarbures) pour être intégrée au niveau local tout en relevant que cela ne l'empêchera aucunement de conclure des partenariats ou des investissements étrangers fructueux ainsi que des échanges avec les marchés inter-

nationaux.

Il a souligné que cette crise sanitaire a été bénéfique pour les entreprises nationales telles que Saidal qui s'est mise à produire des produits qui étaient importés à la base tels que les gels désinfectants afin de répondre à une demande locale. M. Belmihoub a appelé, à cette occasion à créer plus d'entreprises en Algérie pour faire face à la demande locale en différents produits".

"En Algérie nous créons peu d'entreprises c'est un vrai handicap, il faut impérativement augmenter leur nombre pour créer de la richesse et diminuer considérablement les importations", a-t-il martelé.

Il a appelé que cette crise sanitaire mondiale a permis en laps de 15 jours de développer l'économie numérique en Algérie par la mise en place de modalités de paiement numérique, ajoutant que la véritable réforme aujourd'hui doit viser l'administration et les banques afin de libérer l'économie nationale de toutes les entraves. "Les réformes administratives et bancaires sont les deux verrous qui doivent absolument sauter pour réaliser un développement économique durable", a-t-il estimé.

S'agissant des conséquences à l'échelle mondiale de cette crise sanitaire, l'expert a prévu l'émergence d'Etats-Nation tout en assurant que la Chine serait un élément clé. Pour l'Union européenne l'expert a relevé une absence flagrante de cohérence entre les politiques et l'économie au sein de cette institution ajoutant que cela va, sans nul doute, retarder sa construction".

ENTREPRISES - PANDÉMIE

Labatcha : "les métiers libéraux et artisanaux doivent bénéficier d'une assistance face à la pandémie"

Les métiers libéraux et artisanaux doivent bénéficier d'une assistance particulière de la part de l'Etat afin de les aider à faire face à l'impact de la pandémie Covid-19 sur leurs revenus, a indiqué mercredi le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha. "Nous avons tendance à parler uniquement des entreprises et des salaires de leurs employés, mais il faut parler aussi des petits métiers. Eux aussi ils doivent bénéficier d'une assistance

et d'un suivi pour pouvoir trouver des mécanismes (d'aide)", a déclaré M. Labatcha sur les ondes de la Radio nationale. "C'est des petits métiers qui ont leur importance dans notre vie quotidienne et qui méritent d'être accompagnés et d'être pris en compte au même titre que les entreprises", a-t-il ajouté. Il a rappelé à cet égard l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière entrevue avec des représentant de médias nationaux, à soutenir

et prendre en charge les PME, micro entreprises ainsi que les activités artisanales, touchées par la pandémie. Mardi, dans une déclaration commune, l'UGTA et des organisations patronales, ont exprimé les préoccupations des travailleurs et des employeurs algériens quant aux conséquences de cette crise sanitaire sur l'outil de production nationale et sur l'emploi, tout en réitérant leur "engagement sans réserve" pour une contribution à l'action des pouvoirs publics ainsi que leur

"engagement de solidarité" avec le peuple à travers des actions de solidarité en direction des populations et de soutien aux structures de santé et personnels soignants. Les signataires ont, par ailleurs, salué les mesures de confinement total ou partiel et de solidarité décidées par les plus hautes autorités du pays pour endiguer l'épidémie de coronavirus, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement des populations en produits alimentaires.

PRIX DU PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 32 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient en hausse mercredi, à la veille d'une réunion cruciale des pays producteurs pour réduire la production d'or noir, qui redonne espoir aux acteurs d'un marché affaibli par la crise sanitaire.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 32,11 dollars à Londres, en hausse de 0,75% par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour mai gagnait 3,17%, à 24,38 dollars. "Les cours sont à la hausse, portés par l'espoir d'une réduction de la production mondiale de brut", a commenté Avtar Sandu, analyste. "Les investisseurs anticipent un accord demain sur une réduction de la production", confirme Bjornar Tonhaugen, responsable des marchés du pétrole au sein de Rystad Energy. Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, ainsi que d'autres pays dont les États-Unis, doivent en effet se réunir jeudi en téléconférence pour statuer sur une éventuelle réduction de leurs extractions, une réunion déjà reportée puisqu'elle devait initialement se tenir lundi. Mais "si aucune coupe importante n'est décidée, le Brent pourrait glisser vers les 25 dollars le



baril et le WTI passer en dessous des 20 dollars", prévient Eugen Weinberg, un autre analyste. Les cours de l'or noir, qui ont bouclé la semaine dernière leur pire trimestre de l'histoire, sont pénalisés par la chute de la demande en énergie à la suite des mesures de confinement imposées

pour enrayer la propagation de la pandémie de coronavirus. Par ailleurs, l'agence américaine d'information sur l'énergie a révisé mardi à la baisse ses prévisions de production sur l'ensemble de l'année, de 13 millions de barils par jour (mbj) à 11,8 mbj.

G20 - ENERGIE - PÉTROLE

Les ministres de l'Énergie du G20 tiendront une réunion virtuelle vendredi

L'Arabie saoudite a annoncé mardi la tenue d'une réunion virtuelle vendredi des ministres de l'Énergie du G20 destinée à trouver les moyens d'assurer la stabilité du marché pétrolier dans un contexte de chute des prix du brut sous l'effet du nouveau coronavirus, ont rapporté des médias locaux.

"La présidence saoudienne du G20 organise une réunion virtuelle extraordinaire des ministres de l'Énergie du G20 vendredi (...) pour favoriser le dialogue et la coopération au niveau mondial afin de garantir la stabilité des marchés de l'énergie", a indiqué une déclaration publiée mardi citée par les mêmes sources.

"Les ministres de l'Énergie du G20 se pencheront également, aux



côtés des pays invités et d'organisations régionales et internationales, sur les moyens d'atténuer l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les marchés de l'énergie", a ajouté le texte.

Ce rendez-vous fera suite à une réunion extraordinaire que doivent tenir

par visioconférence jeudi l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés dont la Réussite pour se pencher sur la faible demande due à la pandémie et à la situation du marché pétrolier.

Dix pays producteurs de pétrole n'appartenant pas à

l'alliance Opep+, dont les États-Unis, ont été invités à la réunion, a rapporté mardi l'agence de presse russe Tass. La réunion interviendra une semaine après que le président américain Donald Trump ait déclaré que les principaux producteurs, la Russie et l'Arabie saoudite, devraient réduire leur production pour stimuler les prix et préserver l'industrie pétrolière mondiale. La semaine dernière, le prix du baril de pétrole a atteint son plus bas niveau en 18 ans en raison notamment du ralentissement de la demande mondiale en brut sous l'effet de la propagation du coronavirus et de l'échec du Opep et de ses alliés en début mars à s'entendre sur les niveaux de réduction de la production pour soutenir les prix.

AFRIQUE - OPEP

La Chambre africaine de l'énergie exhorte l'Opep+ à mettre fin à la guerre des prix

L'Afrique a besoin d'un accord entre l'Opep et les producteurs non-membres, pour assurer la continuité et la survie de son industrie pétrolière, a affirmé mardi la Chambre africaine de l'énergie.

"La double crise des confinements à l'échelle mondiale et de la guerre des prix du pétrole a eu un effet dévastateur pour l'Afrique, ses pays et ses entreprises", a indiqué le président de la Chambre, Nj Ayuk, dans un communiqué.

"Soyons clairs, cette guerre des prix actuelle n'aura pas de vainqueur.

Nous exhortons l'Opep et les membres de l'Opep+, en particulier les producteurs africains, à soutenir tous les efforts pour parvenir à un accord et apporter la stabilité dont

nous avons besoin pour voir la fin du tunnel", a-t-il ajouté.

La Chambre a souligné dans ce sens que "les forces du marché doivent agir et façonner l'avenir de l'industrie", alors que la situation est devenue "trop grave" en Afrique.

Suite de la chute des prix du pétrole, des projets clés en attente de décision finale d'investissement ont été retardés. D'autres projets déjà en cours voient une prolongation de leur calendrier pour permettre des réductions de dépenses.

"Plus important encore, plusieurs contrats de forage ont été résiliés ou annulés, ou ne se produiront tout simplement pas.

C'est le cas à travers le continent (...) En plus de cela, des milliers d'emplois pourraient être perdus dans le

secteur énergétique africain si la situation devait perdurer", selon la Chambre.

Les membres du groupe Opep+ se réuniront ce jeudi pour tenter de parvenir à un accord portant sur la réduction de la production pétrolière. Toutefois, la Chambre africaine estime nécessaire de collaborer avec les États-Unis pour réussir cet accord.

"Suite à notre conversation avec les producteurs américains, nous pensons qu'il doit y avoir un plus grand dialogue avec les producteurs de schiste en Amérique du Nord et les membres de l'Opep.

C'est la collaboration dont le marché a besoin pour se stabiliser et prévenir la volatilité future", a conclu le président de la Chambre.

UE-CORONAVIRUS

Pas d'accord sur la riposte économique à l'épidémie

Les ministres européens des Finances ne sont pas parvenus à s'entendre mercredi, après une nuit entière de discussions, sur une réponse économique commune face au coronavirus, les pays du Nord restant opposés à ceux du Sud, qui réclament un effort financier sans précédent.

"Après 16h de discussions, nous nous sommes rapprochés d'un accord, mais nous n'y sommes pas encore. J'ai suspendu l'Eurogroupe", qui continuera "demain, jeudi", a annoncé sur Twitter Mario Centeno, le président de l'Eurogroupe. "Mon objectif reste le même: un filet de sécurité européen solide contre les retombées du Covid-19 (pour protéger les travailleurs, les entreprises et les pays) et s'engager dans un plan de relance important", a-t-il ajouté.

"Avec (le ministre des Finances allemand) Olaf Scholz, nous appelons tous les États européens à être à la hauteur des enjeux exceptionnels pour parvenir à un accord ambitieux", a pour sa part écrit le Français Bruno Le Maire sur le réseau social.

La visioconférence, qui a débuté vers 16h30 (14h30 GMT) mardi, s'est poursuivie toute la nuit, pendant laquelle se sont multipliées les discussions en petits groupes pour tenter de sortir de l'impasse. Cette rencontre constituait un test décisif pour l'unité des 27, qui continuent pourtant d'étaler leurs divisions, après l'échec d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement consacré à la crise le 26 mars. Face à la pandémie, la réponse européenne à court et moyen terme doit s'orienter sur trois axes principaux, qui semblaient initialement remporter l'adhésion des ministres: jusqu'à 2,40 milliards d'euros de prêts du fonds de secours de la zone euro, un fonds de garantie pour les entreprises et un soutien au chômage partiel. Mais les pays les plus affectés par le virus, en particulier l'Italie, continuent de réclamer, en plus, la création d'un instrument de dette commun -- sous la forme d'euro-obligations parfois appelées "coronabonds" ou "eurobonds" -- destiné à relancer l'économie sur le long terme une fois la crise passée. Parmi ces pays figurent aussi l'Espagne et la France, ainsi que la Grèce, Malte, le Luxembourg ou l'Irlande, selon des sources concordantes. Si un accord est finalement trouvé jeudi, les propositions des ministres devront encore être approuvées par les chefs d'Etat et de gouvernement.

ETATS-UNIS - PÉTROLE - ÉPIDÉMIE

ExxonMobil réduit de 30 % son budget

Le groupe américain ExxonMobil a annoncé mardi réduire de 30% son budget dédié aux investissements, notamment à l'exploration de gisements d'hydrocarbures et au forage de puits pétroliers, en raison de la chute des prix de l'or noir et d'une baisse de la demande de brut pour cause de pandémie de coronavirus.

"Notre objectif est de continuer à investir (...) pour créer de la valeur, préserver la trésorerie pour verser les dividendes et utiliser à bon escient et de façon prudente nos liquidités, a expliqué le PDG, Darren Woods, cité dans un communiqué.

ExxonMobil ne prévoit que 23 milliards de dollars d'investissements cette année, contre une prévision de 33 milliards début mars, a-t-il précisé selon la même source. Cette décision affecte la région du bassin permien (Texas) qui abrite les principales réserves américaines au sud des États-Unis. ExxonMobil va y réduire son activité de forage, ce qui va se traduire par une baisse de la production de 15.000 barils par jour. Elle prévoyait d'y produire 360.000 barils par jour cette année. Ces annonces sont un coup dur pour le groupe, qui affirmait encore récemment vouloir poursuivre sa stratégie de forer plus en dépit des interrogations des marchés sur la rentabilité de cette activité dans un monde où les énergies fossiles sont de plus en plus rejetées. "ExxonMobil est la dernière major pétrolière à annoncer une réduction de son budget, ce que le marché attendait parce qu'à ce niveau des prix, le type de dépenses que (l'entreprise) prévoyait n'était pas viable", dit Andy Lipow, du cabinet Lipow Oil Associates.

Les prix du brut ont perdu environ 60% depuis le début de l'année, un plongeon principalement dû à l'effondrement de la demande d'énergie suite au ralentissement brutal de l'économie pour cause de coronavirus.

Comme les autres majors, ExxonMobil est en effet affecté par les mesures de confinement prises par les autorités à travers le monde pour endiguer la propagation de la pandémie de Covid-19. Les dépenses opérationnelles d'ExxonMobil vont également être réduites de 15%. Le groupe reporte également sa décision sur un investissement dans un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) au Mozambique et sur des investissements dans le Guyana, pays situé au nord du Brésil où un consortium, emmené par ExxonMobil, a découvert un des plus importants gisements d'hydrocarbures de ces dernières années.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Arrestation d'une bande de malfaiteurs pour vol qualifié dans un hôtel public reconverti en lieu de quarantaine

Les services de sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté la semaine dernière huit (8) individus pour association de malfaiteurs, vol qualifié dans un hôtel public à Zéralda reconverti en lieu de quarantaine, recel, faux et usage de faux, a indiqué mardi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Une patrouille de la Brigade mobile de la police judiciaire de Birkhadem a surpris des membres de la bande criminelle en train de transférer des objets volés d'un camion vers un véhicule touristique, et après vérification de leur identité et des objets transportés, il s'est avéré que ces objets avaient été volés dans un hôtel public reconverti en lieu de quarantaine dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, a précisé le communiqué. Les objets en question ont été saisis et les mis en cause conduits au siège de la Brigade mobile de la police judiciaire pour complément d'enquête, a ajouté la même source.

Des investigations approfondies ont permis l'arrestation de cinq (5) autres membres du réseau criminel et la récupération d'autres objets volés à l'hôtel. Il s'agit d'équipements électroménagers, dont des téléviseurs, des ustensiles de cuisine et des draps et couettes.

Le communiqué fait état également de la saisie de 37 bidons d'un litre de jus de fruits, 21 boîtes d'un litre de lait, 6 boîtes d'un kilo de tomate, une boîte de sardines de 850 gr, 96 petits pots de yaourt, 3 bidons d'huile de 5 litres, 6 paquets de pâtes alimentaires, un paquet de café, 60 pots de confiture de 20 gr, 100 kg de bananes, 58 kg d'oranges, 66 kg de pomme de terre, 2 kg d'ail, 8 kg d'haricots, 5 kg de riz, 64 kg de viande de poulet, 5,6 kg de viande d'agneau, 3 kg de beurre, 2 kg de laitue, 4 kilos de concombre, 17 kg d'oignons, 10 kg de tomate, 5 kg de citron, 20 grandes boîtes-repas et 10 petites boîtes-repas, un bidon propre, un balai sans manche et des sacs plastique de différentes tailles. Après surséjour de la procédure juridique, les suspects ont été présentés devant le Procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné leur mise en détention provisoire, conclut le communiqué.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Oran : saisie de plus de 22 kilos de résine de cannabis

Une quantité de 22 kilos et 390 grammes de résine de cannabis a été saisie, et une personne a été arrêtée par les services de la sûreté de wilaya d'Oran, a-t-on appris, lundi, de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya d'Oran, la brigade anti-criminalité de la police judiciaire de la sûreté de wilaya a réussi à mettre fin aux agissements d'un chef de réseau criminel spécialisé dans la détention, l'importation, la commercialisation, le stockage et le transport de stupéfiants, et ont réussi à saisir une quantité totalisant de 22 kilos et 390 grs de résine de cannabis, arrangée dans 43 paquets de 5 plaquettes d'une valeur globale de 14 millions de dinars, selon la même source.

Une somme de 260.000 dinars représentant des revenus de cette activité criminelle, et un véhicule utilitaire de type fourgon utilisé dans le transport de cette marchandise prohibée, ont été également saisis lors de cette opération.

L'opération a été déclenchée suite à des informations faisant état de l'activité douteuse d'un réseau de trafic de stupéfiants, dont le chef, arrêté, est âgé de 36 ans, repris de justice, ajoutant que le suspect en question a fait l'objet de surveillance et a été arrêté au niveau de la wilaya de Sidi Bel-Abbès suite à une extension de compétence délivrée par le procureur de la République du tribunal d'Oran. Après les procédures d'usage, le suspect sera présenté à la justice, conclu-t-on.

TOURISME D'AVEVENTURE

L'association "Lion de l'Atlas" de Djelfa à la découverte des cratères météoritiques

L'association des activités de montagne "Lion de l'Atlas" de Djelfa a organisé des sorties touristiques dans le Sahara algérien visant la découverte de certaines de ses merveilles connues par les seuls initiés, à savoir les cratères météoritiques de Madna (Laghouat), d'Amguid et de Tin Bider (Ain Salah), a appris l'APS auprès de ses responsables.

Le cratère de Tin Bider, situé dans le plateau du Tinrhert, à 340 Km d'Ain Salah, a constitué l'objet de l'une de ses sorties organisée, en mars dernier, par l'association avec l'aide d'un guide touristique de la région, et en coordination avec l'Office du parc national de l'Ahaggar, a indiqué le président de l'association Chouiha Abdelkader.

"Cette aventure, qui nous a permis de passer deux nuits entières sur site, a été précédée par des préparatifs conséquents pour assurer son succès, dont un exposé pédagogique au profit des personnes qui y ont pris part, sur l'histoire de cratère et son intérêt du point de vue touristique notamment", a-t-il ajouté, signalant, également, la prise de toutes les dispositions administratives y afférentes, dont les "autorisations nécessitées auprès de l'Office du parc national de l'Ahaggar, et la prise de contacts avec l'auberge de jeunes de la ville".

L'expédition fut lancée de nuit en partance de la capitale de la Steppe (Djelfa) jusqu'à celle du "Didikelet" (Ain Salah).

C'est là qu'on changea de moyen de transport.

On fit monter équipements et matériels à bords de 4x4, et l'aventure commença.

La route jusqu'au cratère "Tin Bider", sis dans la commune de Feggara Zeoui en passant par les plateaux calcaires de Reg Aguemour et Asfer, était étayée de paysages lunaires d'une grande beauté.

Le cratère de Tin Bider, un phénomène géologique unique du genre

La position élevée et les anneaux concentriques de Tin Bider suggèrent une structure très complexe.

Le cratère a été formé dans les dernières 70 millions d'années, peut-être à la fin du Crétacé ou au début du Ter.

Son diamètre est de 4,5 kilomètres.

Selon Hakim Chouiha, chercheur du domaine et membre de l'expédition, l'intérêt de cette sortie réside principalement dans la "prise de



photos du site, car considérées comme rares, à l'exception de celles prises par satellite", a-t-il dit.

Soulignant "la grande importance de cette expédition culturelle, qui nous a mené dans l'un des déserts les plus chauds au monde", M.

Chouiha a également loué le rôle et la contribution de l'Office du parc national de l'Ahaggar, qui couvre de vastes étendues géographiques, dont le plateau du "Tidekelt", a-t-il observé.

Le chercheur n'a pas manqué, en outre, de plaider pour l'impératif de l'exploitation de ce type de ressources naturelles détenues par l'Algérie, pour en faire une destination touristique de choix pour les amoureux d'aventures, et parlant un facteur de développement durable, sans pour autant porter atteinte à l'équilibre de la nature.

Cette initiative du club "Lion de l'Atlas", se veut une contribution pour la "promotion et valorisation du patrimoine naturel et géologique, à travers une dynamique touristique à mettre au service des populations locales", a-t-il ajouté.

Pour Messaoud Bensalem, membre du même club, "cette sortie a été riche en informations et observations d'ordre multiples (géologie, agriculture, histoire, urbanisme, linguistique), grâce aux échanges effectués avec des habitants de la région", a-t-il assuré.

En effet, les membres de l'expédition se sont fait accompagnés par un groupe d'autochtones, qui n'ont pas

ménagé d'efforts pour leur porter aide et assistance dans cette aventure singulière, à leur tête le guide Ben Bahame Abdelkader.

"Les cratères météoritiques sont des témoins s vivants de changements géologiques et climatiques d'importance sur notre planète.

Ils concentrent un patrimoine géologique unique", a estimé, pour sa part, Dr Bouakaz Aissaoui, professeur en archéologie à l'université de Djelfa et membre du club.

Il a lancé un appel en vue de l'étude des formes de vie dans le désert et à la réalisation de fouilles susceptibles d'aider à comprendre l'origine de la vie en Algérie", a-t-il dit, parallèlement à l'"encouragement du tourisme culturel comme facteur de développement du sud algérien", a-t-il plaidé.

Les caractères de "Madna" et "Amguid"

Selon Chouiha Abdelkader, cette aventure de découvertes palpitantes a commencé avec le cratère météoritique de Madna, situé dans la commune de Hassi Delaâ de Laghouat.

De 1,75 km de diamètre, et 60 m de profondeur, son âge est estimé à près de 3 millions d'années. "La route vers ce cratère (60 km) était particulièrement difficile.

C'était un véritable défi sous des températures étouffantes et des vents très forts", a-t-il souligné.

Le cratère d'Amguid est l'autre merveille géologique mise à jour, par le club "Lion de l'Atlas", après avoir demeuré pendant des dizaines années,

connu d'un seul petit groupe d'initiés, à cause de l'extrême difficulté de la route y menant et de son isolement.

L'Amguid est un cratère d'impact météoritique plutôt jeune puisqu'il date de moins de 100.000 ans, selon les spécialistes du domaine.

Il est situé sur le mont "Mouidir", qui est considéré comme une extension de l'Ahaggar.

Son diamètre est de 550 mètres et sa profondeur d'environ 65 mètres.

Ce cratère est parfaitement conservé, grâce à l'absence des chutes pluviales dans la région (15ml/an), selon le chercheur Chouiha.

Il est situé sur le territoire de la commune d'Ain Mguel, relevant de la wilaya de Tamanrasset, qui est partie intégrante du Parc culturel de l'Ahaggar, couvrant une superficie globale de 633 km2, de zones géographiques diverses, dont l'Ahaggar, les plateaux de Tadfast, Mertoutek, Amdagour, les monts Amdir, Ahent, Arak, et le Tidekelt limitant le plateau de Tadmaït.

Dans son entretien avec l'APS, le président de cette association a souligné la "pour-suite ultérieurement du programme de découverte des cratères d'impact météoritique en Algérie.

Notre prochaine destination sera la wilaya de Tindouf, considérée parmi les quatre sites de mutations géologiques en Algérie, suite à la chute de météorites depuis des millions d'années", a-t-il indiqué.

Outre les sorties de découvertes multiples, organisées au profit des amateurs d'aventure et du camping en pleine nature, l'association "Lion de l'Atlas" de Djelfa est un acteur actif dans la préservation de l'environnement à l'échelle locale, à travers sa contribution à de nombreuses campagnes de boisement notamment.

"Nous avons grand besoin d'un soutien des autorités locales pour développer nos activités en direction des jeunes, outre la promotion des sports de montagne, comme le parapente notamment", a souligné son président.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Alger : une bande de délinquants repris de justice arrêtée à Ain El Malha, Gué de Constantine

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) ont procédé au niveau de la Cité El Malha dans la commune de Gué de Constantine (Alger), à l'arrestation d'une bande de délinquants composée de neuf repris de justice "bardés de différentes armes blanches" ayant semé la terreur parmi les citoyens, a indiqué lundi un communiqué de ce corps de sécurité.

"Agissant sur informations parvenues au centre d'opérations du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'Alger, à travers le numéro 1055, faisant état d'une bagarre sur armes blanches entre un groupe de délinquants, au niveau de la cité AADL1516 d'El Malha, dans la commune de Gué de Constantine, une patrouille renforcée par la Section de sécurité et d'intervention (SSI) s'est rendue sur les lieux en vue de

neutraliser ce groupe qui menaçait un citoyen à l'arme blanche pour s'introduire dans son domicile".

La même source a, en outre, indiqué que "cette opération + qualitative + s'est soldée par l'arrestation de neuf individus en possession de différentes armes blanches consistant en une épée de fabrication traditionnelle, une machette et des couteaux de grande taille ainsi que des bâtons à clous.

"Les personnes impliquées seront présentées devant le procureur de la République territorialement compétent pour association de malfaiteurs, violation de domicile, entrave aux institutions et agressions de leurs agents, menace aux armes blanches, destruction des biens d'autrui et port d'armes blanches", a ajouté la même source. Contrairement à la ver-

sion des faits qui a été relayée sur les réseaux sociaux faisant état d'arrestation de délinquants ayant refusé de se conformer aux mesures de confinement, ces individus ont été appréhendés car impliqués dans des crimes de droit commun en semant la terreur et portant atteinte à la sécurité des citoyens, ont expliqué les services de la Gendarmerie nationale.

Cette opération qui s'est soldée par la mise hors d'état de nuire de cette bande criminelle dénote d'une part, de la conscience des citoyens qui participent à l'instauration de la paix et d'autre part, de l'efficacité du numéro vert (10-55) permettant l'intervention rapide des forces de la GN afin d'empêcher les crimes avant qu'ils ne se produisent, a conclu le communiqué.

FRANCE - TRAVAIL - CORONAVIRUS 4 syndicats valident un accord sur le chômage partiel et les congés

Quatre des cinq syndicats français représentatifs de PSA - FO, la CFE-CGC, la CFTC et la CFDT - ont signé mardi un accord sur le chômage partiel dû au coronavirus et la prise de congés, validant ainsi ce texte négocié avec la direction.

A l'inverse, "pour la CGT, il est hors de question de signer cet accord", a indiqué Jean-Pierre Mercier, délégué syndical central (DSC) du troisième syndicat représentatif du constructeur automobile.

Les quatre organisations signataires représentent "plus de 80% des salariés", a précisé la direction.

Cet accord, dont garantit grâce à un "fonds de solidarité" 100% de leur rémunération nette à tous les salariés en chômage partiel (indemnité par l'Etat à hauteur de 8,4% du salaire net).

Le texte prévoit aussi de diminuer les congés d'été de trois à deux semaines consécutives minimum.

Les cadres apporteront au "fonds de solidarité" deux jours de congés par mois, tandis que la contribution des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise sera d'un seul jour.

L'entreprise alimentera également ce fonds.

Comme "préalable nécessaire à toute hypothèse de reprise d'activité", l'accord prévoit "un protocole renforcé de gestes barrières" pour atteindre "le meilleur niveau de protection" contre le Covid-19 pour les salariés "dans les sites industriels, commerciaux, tertiaires et d'ingénierie".

Pour financer le chômage partiel, "les actionnaires de PSA ne sont absolument pas mis à contribution".

Les salariés devront encore être



solidaires entre eux" et cet accord est "une remise en cause brutale de nos congés d'été", a protesté M. Mercier.

De son côté, "FO sera signataire de cet accord qui répond à notre demande de maintien de la rémunération à 100%" pour tous les salariés, a expliqué Olivier Lefebvre, DSC du premier syndicat de PSA.

Concernant les congés d'été, "l'essentiel était de garantir" qu'ils puissent être pris "sur la période des vacances scolaires, c'est-à-dire en juillet et août", a souligné FO dans un communiqué.

La direction avait envisagé que ces congés soient pris de mai à fin octobre.

La CFE-CGC (2e syndicat) a salué "un geste fort de solidarité des cadres de l'entreprise", puisqu'en vertu d'un accord de la branche métallurgie, les cadres en forfait jours étaient déjà assurés du "maintien intégral de leur salaire en cas de chômage partiel".

La CFTC (4e syndicat) se félicite notamment de "la mise en place d'un système de solidarité permettant à tous de bénéficier de 100% de son salaire", a réagi son DSC Franck Don.

COVID-19 - INDE Environ 400 millions de travailleurs risquent de sombrer dans la pauvreté

Environ 400 millions de travailleurs indiens exerçant des activités économiques informelles risquent de sombrer dans la pauvreté, durant le confinement décrété pour freiner la propagation du Covid-19, selon un rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Les mesures du confinement imposées depuis le 25 mars dernier en Inde ont eu un impact significatif sur les travailleurs, forçant la quasi-totalité parmi eux à retourner dans leurs villages d'origines situés pour la plupart en milieu rural, souligne le document publié mardi.

Sans mesures politiques appropriées, les travailleurs courent un risque élevé de tomber dans la pauvreté et auront des grandes difficultés à retrouver leurs moyens de subsistance pendant la période de reprise, note l'OIT.

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les secteurs durement touchés comptent une forte proportion de travailleurs dans les secteurs informels ayant un accès limité aux services de santé et à la protection sociale, explique la même source.

Les secteurs en question comprennent notamment le commerce de détail, l'hébergement, la restauration, la fabrication et le tourisme.

L'OIT estime que 1,25 milliard de travailleurs, soit près de 38% de la main-d'œuvre mondiale, sont employés dans des secteurs qui sont aujourd'hui confrontés à une forte baisse de la production.

La pandémie de Covid-19, précise le rapport, a affecté 2,7 milliards de travailleurs dans le monde en raison de la suspension d'un large éventail d'activités économiques.

FIDJI - VANUATU Le cyclone tropical Harold frappe les Fidji



Le cyclone meurtrier Harold, qui balaie l'océan Pacifique, s'est abattu sur les Fidji mercredi après avoir dévasté les îles Salomon et Vanuatu. Ce cyclone tropical s'est affaibli, passant d'une catégorie 5, la plus dangereuse qui soit, à 4, mais frappait les Fidji avec des vents allant jusqu'à 240 km/h, a indiqué le service météorologique national, NaDraki.

Le cyclone était au large au sud de l'île principale des Fidji, Viti Levu, en passant plus près de la terre que prévu initialement.

Harold reste "particulièrement dangereux", a mis en garde le service météo, demandant aux habitants de chercher refuge dans des églises, écoles et autres bâtiments solides.

Harold a fait 27 morts dans les Salomon début avril, avant de se renforcer en un cyclone de catégorie 5, la plus haute qui soit, et toucher lundi l'île d'Espiritu Santo, la plus grande de l'archipel de Vanuatu. Luganville, deuxième ville du pays avec 16.500 habitants, a été frappée de plein fouet par la tempête qui a détruit des bâtiments et provoqué des inondations. Kendra Gates Derousseau, directrice pour le Vanuatu de l'ONG World Vision, a indiqué qu'un de ses contacts à Luganville avait comparé les dégâts à ceux du cyclone Pam, qui avait fait 11 morts en 2015.

La communauté internationale s'était largement mobilisée pour aider le Vanuatu après le passage de Pam. Mme Gates Derousseau estime peu probable qu'une aide massive afflue cette année car le Vanuatu est gardé ses frontières fermées, afin de demeurer un des rares pays au monde où l'épidémie de Covid-19 n'est pas entrée.

APS

UKRAINE Un maire fait creuser des centaines de tombes pour inciter au confinement

Un maire ukrainien a fait creuser des centaines de tombes en raison de l'épidémie du coronavirus et afin d'inciter la population à respecter le confinement, selon une source locale.

Au total, 615 tombes ont été creusées dans plusieurs cimetières et 2.000 sacs mortuaires étanches préparés dans cette citée industrielle de près d'un million d'habitants (centre-est), a indiqué Ioulia Vitvitska, porte-parole de la mairie.

L'initiative a été lancée par le maire Boris Filatov, très actif sur les réseaux sociaux. "A ceux qui ne com-

prennent toujours pas: nous nous préparons au pire", a-t-il écrit sur Facebook le 2 avril, annonçant vouloir creuser ces centaines de tombes et exhortant les citoyens à obéir aux règles d'isolement à domicile, souvent négligées par la population.

"Sans aucune exagération, c'est une question de vie et de mort", a lancé le maire, brandissant aussi la menace d'une amende de 17.000 hryvnia (570 euros environ) pour ceux qui ne se confineront pas.

Une somme très importante dans ce pays, un des plus pauvres en Europe.

Son initiative a reçu un accueil mitigé, Dnipro ne comptant que 13 cas officiellement détectés et aucun décès. Au total, 1.462 malades ont été recensés en Ukraine dont 45 sont morts.

Pour l'écrivain populaire Ian Valetov, 56 ans et résident de Dnipro, le maire a raison d'agir de la sorte et de brandir un "épouvantail" pour inciter ses administrés à "adopter une approche plus sérieuse" vis-à-vis de la pandémie. "Le maire a pris une bonne mesure psychologique en forçant les gens à s'imaginer comment on les mettra dans ces tombes", a

déclaré M. Valetov. Si la ville est épargnée, "tant mieux".

Et si - que Dieu nous en garde - (l'hécatombe) se produit - c'est mieux d'être préparé", a-t-il ajouté.

Ivan Krassikov, chef d'une ONG locale surveillant notamment les activités de la mairie, dénonce "une crise de nerf du maire", incapable de gérer la situation.

"Au lieu de concentrer tous les efforts sur la préparation des hôpitaux" et la prévention, "on ne parle que des tombes", s'insurge-t-il.

"C'est n'est pas normal" et ça "ne fait que renforcer la panique!", poursuit-il.

ETATS-UNIS - DÉCÈS Le corps de la petite-nièce de l'ex-président Kennedy retrouvé

Le corps de la petite-nièce de l'ancien président américain John F. Kennedy, Maeve Kennedy McKean, disparue depuis jeudi dernier a été retrouvé lundi, ont indiqué mardi les médias américains.

Maeve Kennedy McKean, 40 ans, n'était pas revenue jeudi d'une sortie en canoë avec son fils Gideon, 8 ans, dans la baie de Chesapeake, dans la région de Washington.

Les recherches pour retrouver le corps de Gideon vont reprendre mardi, a précisé le Washington Post, citant la police de l'Etat du Maryland. La famille avait annoncé samedi que Maeve et son fils étaient présumés morts.

Il s'agit d'un nouveau drame pour la plus célèbre dynastie des Etats-Unis, régulièrement frappée par la tragédie depuis l'assassinat en 1963 à Dallas du



président démocrate John Fitzgerald Kennedy (JFK). Le corps de Maeve Kennedy McKean a été retrouvé à quelques trois kilomètres de la maison de sa mère, Kathleen Kennedy Townsend, où la famille s'était isolée en raison de la pandémie de coronavirus,

a souligné le Washington Post. Maeve et son fils étaient sortis en canoë pour récupérer un ballon tombé à l'eau et ont sans doute été emportés par le fort courant, selon le journal qui cite des proches et la police.

La mère et grand-mère des victimes, Kathleen Kennedy Townsend, est la fille aînée de l'ancien ministre de la Justice Robert Kennedy, le frère de John, qui fut tué en 1968 alors qu'il était bien placé pour remporter les primaires démocrates pour la présidentielle. La famille a subi d'autres drames: un des fils de Robert Kennedy, David, est mort à 28 ans d'une overdose de cocaïne dans un hôtel de Floride, en 1984. Un autre de ses fils, Michael, a succombé à une collision avec un arbre lors d'une descente à ski en 1997 dans le Colorado.

E P I D E M I E D E C O R O N A V I R U S

SÉTIF

Entame du dépistage rapide du coronavirus à l'hôpital d'Ain Kebira

L'hôpital public hospitalier (EPH) d'Ain El Kebira (20 km au nord de Sétif) a commencé à effectuer des tests de dépistage rapide du coronavirus (Covid-19), comme première expérience au niveau de la wilaya, a-t-on appris mardi du directeur de l'établissement de santé. A ce propos, Salah Mihoubi a affirmé à l'APS que l'hôpital d'Ain El Kebira a reçu au cours des dernières 24 heures, 400 kits de dépistage rapide par l'Institut Pasteur (Alger) en deux envois consécutifs (200 kits par envoi). Une partie de ces kits de dépistage rapide du Covid-19 sera distribuée sur plusieurs établissements de santé de la wilaya, dont le Centre hospitalier universitaire (CHU) Mohamed Abdennour Saâdna, ce qui va permettre, selon le responsable, de contribuer à la détection précoce des personnes contaminées dans un délai n'excédant pas 20 minutes.

La réception de ces dispositifs consacrés au dépistage du coronavirus, en coordination entre l'hôpital public hospitalier d'Ain El Kebira et la direction locale de la Santé, a permis d'effectuer 37 tests rapides sur les travailleurs et les employés de l'hôpital Beni Aziz (Nord-est de Sétif), a-t-il indiqué.

Selon M. Mihoubi, la réception de ces kits de dépistage rapide du coronavirus a eu "un impact positif" sur le moral du personnel médical de l'hôpital en "leur a procuré un certain soulagement".

ORAN

1.400 masques de protection livrés aux hôpitaux par l'Université USTO-MB

Un nouveau lot de plus de 1.400 masques de protection produits par l'Université des sciences et de la technologie d'Oran "Mohamed Boudial" (USTO-MB) a été distribué ces deux derniers jours aux différents hôpitaux et établissements sanitaires de la wilaya d'Oran, dans le cadre de la prévention face au coronavirus, a-t-on appris mardi du coordinateur de cette opération.

"Toutes les structures sanitaires de la wilaya d'Oran ont bénéficié de cette action de solidarité lancée lundi au profit du personnel médical et paramédical mobilisé en cette conjoncture marquée par la propagation du virus covid-19", a précisé à l'APS le directeur de la plateforme technologique de l'USTO-MB, Amine Ilès. Avec cette nouvelle distribution, plus de 2.000 visières protégeant les yeux et le visage ont été livrées depuis le lancement de la fabrication au sein de la plateforme technologique de l'Université, a-t-il indiqué, ajoutant que la production se poursuit dans l'espoir de "renforcer davantage la protection des professionnels de la santé à Oran". D'autres wilayas sont également ciblées à court terme, dont Tlemcen, Aïn Témouchent et Blida qui est plus la affectée par le coronavirus, a fait savoir M. Ilès.

A Oran, les masques de l'USTO-MB ont été distribués, entre autres, à l'Établissement hospitalier "1er Novembre" (EHUO), au Centre hospitalo-universitaire (CHUO), à l'Hôpital pédiatrique de Canastel, à la Protection civile, aux Établissements publics de santé de proximité (EPSP), à l'équipe de confinement du complexe des Andalouses, et aux hôpitaux d'Ain El-Beida, d'Ain El-Turck et d'El-Mohgoun. La capacité de production de la plateforme de l'USTO-MB varie entre 250 et 300 masques par jour, mobilisant douze étudiants de cette université, un autre de l'École nationale polytechnique d'Oran "Maurice Audin" (ENPO-MA) et des bénévoles du secteur économique. L'équipe s'attelle également à la conception d'un prototype de cabine protégeant le praticien au moment de l'intubation du patient au bloc opératoire, et d'autres équipements intervenant dans le système

BILAN À MARDI

1468 cas confirmés et 193 décès, en Algérie

Quarante-cinq (45) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 20 nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 1468 et celui des décès à 193, a indiqué mardi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Les nouveaux de décès ont été enregistrés au niveau de neuf (9) wilayas, à savoir Blida (11 cas), Alger (2) et un cas pour chacune des wilayas de Béjaïa, Tizi Ouzou, Mostaganem, Bordj Bou Arreridj, Boumerdes, Sétif et Batna, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie. Le coronavirus a affecté 855 hommes (58% des cas) et 613 femmes (42%), a-t-il ajouté, relevant que 36% des malades dépassent l'âge de 60 ans, alors que 35% des patients sont âgés entre 25 et 49 ans. Concernant les malades guéris, Dr Fourar a fait savoir que leur nombre a atteint 113. Il a également indiqué que 626 malades sont sous le traitement de la chloroquine. M. Fourar a tenu, en outre, à rappeler que le numéro vert (3030) reste à la disposition des citoyens pour répondre à leurs préoccupations, réitérant la nécessité de respecter les recommandations des spécialistes s'agissant des règles d'hygiène personnelle et environnementale, ainsi que des conditions de confinement sanitaire afin d'éviter toute contagion au coronavirus.



LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS À TLEMCEM

Des retraités du secteur de la santé interpellés

Une application électronique est mise en service sur le Net est pour recenser les retraités du secteur de la santé de la wilaya de Tlemcen se portant volontaires pour lutter contre le coronavirus, a-t-on appris mardi des initiateurs. Yacine Boukhlika, chef du bureau de wilaya de l'Association algérienne de management et de gestion de la santé, a indiqué que cette application est disponible sur les réseaux sociaux pour être téléchargée sur les smartphones et pro-

posés aux retraités de la santé de la wilaya dont les médecins, infirmiers et administrateurs, de remplir un formulaire. Le formulaire est expédié par l'association au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui, à son tour, prend contact avec la coordination des services de santé de la wilaya avec les volontaires, a-t-il précisé. Depuis le lancement de cette application, un nombre "important" de retraités du secteur de la santé se sont

portés volontaires pour contribuer à la lutte contre Covid 19, selon M. Boukhlika. Par ailleurs, le bureau de wilaya de l'association a mené des campagnes de sensibilisation des citoyens sur la radio de Tlemcen sur les risques du virus, le respect de la période confinement, outre la prise en charge des médecins exerçant au centre de confinement sanitaire de l'hôpital de Remchi en leur assurant hébergement et transport.

BEJAIA

Vers le lancement d'un centre de dépistage à l'université (recteur)

Un centre de dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19) va être lancé incessamment à Bejaïa, plus précisément dans les locaux du laboratoire de la faculté de médecine après son homologation mardi par une équipe d'expert de l'Institut Pasteur d'Alger, a annoncé le recteur de l'université Boualel Saidani. L'Homologation est intervenue au terme d'une mission, menée par des experts de l'Institut Pasteur dont le professeur Idir

Bitam, conseiller au ministère de la Santé et de la Population.

Durant deux jours, l'équipe, a passé en revue, vérifié et contrôlé les dotations et les moyens matériels et humains dont dispose ce laboratoire, programmé d'ores et déjà pour effectuer, dès le début, une cinquantaine de tests pour ensuite en augmenter la cadence, en fonction des besoins exprimés, a précisé, M. Saidani.

Avant d'entamer son action, il est retenu la formation de deux

équipes de spécialistes hospitalo-universitaires, composée chacune de 04 éléments et qui auront pour tâche de conduire et d'appliquer le protocole de dépistage arrêté.

La formation va durer deux à trois jours et au terme de quoi, et après la validation définitive de l'Institut Pasteur, le centre entrera en fonction pour apporter sa contribution à l'effort national d'intensification des dépistages, a-t-il ajouté.

Outre cet apport structurel d'une importance majeure dans la lutte contre la propagation du Covid-19, la direction de la santé de la wilaya a reçu de particuliers ou d'entreprises publiques, d'importantes aides matérielles.

Les significatifs étant la fourniture d'une dizaine de respirateurs et six ambulances médicalisées, sans compter les équipements d'appoints que sont les lits médicalisés, les seringues électriques...etc.

CONSTANTINE

1000 kits de dépistage rapide "prochainement" confectionnés par le Centre de recherches en biotechnologie

Le Centre de recherches en biotechnologie (CRBT) de Constantine ambitionne de confectionner "prochainement" environ 1000 kits de dépistage rapide du coronavirus, en s'appuyant sur la technologie "CRISPR", un outil de modification de génome, a affirmé, mardi à l'APS, son directeur, Dr. Ammar Azioune.

"Le CRBT de Constantine recourt déjà depuis l'année dernière à la méthode CRISPR (Clustered regularly interspaced short palindromic repeats), utilisée depuis 2012 par des scientifiques américains, permettant de modifier des cellules du système immunitaire en leur donnant la capacité de reconnaître les cellules cancéreuses et de les combattre", a précisé M. Azioune. Les tests de dépistage rapide qui seront créés "d'ici un mois et demi à deux mois" via cette technologie, soit dès la réception des réactifs commandés, permettront d'identifier les anticorps spécifiques, produits par l'organisme suite à une infection au coronavirus, mais aussi

de pouvoir procéder à un "dépistage massif de personnes infectées", a-t-il expliqué. A cet effet, "les capacités du CRBT à confectionner bien plus que 1000 kits de dépistage rapide restent étroitement liées à la disponibilité en grande quantité de la matière première (réactifs)", a assuré M. Azioune. Et d'ajouter: "la technologie CRISPR revêt plusieurs avantages, notamment la rapidité et la précision du test, outre le fait que le dépistage coûtera moins cher que maintenant étant donné que cette méthode n'est pas coûteuse".

M. Azioune a indiqué, dans ce contexte, que les capacités de la technologie CRISPR permettront de révéler, en quelques minutes seulement, la présence du matériel génétique viral par le biais des kits de dépistage sur bandelettes confectionnées par les ingénieurs chercheurs du CRBT, soutenant que la stratégie du Centre est de "transmettre par la suite cette technologie à d'autres institutions et établissements de santé du pays afin d'accroître le nom-

bre de tests effectués par jour. Il a fait savoir, par ailleurs, que le Centre de recherches en biotechnologie, implanté dans la circonscription administrative de Ali Mendjeli, travaille en collaboration avec le Centre international de génie génétique et de recherches en biotechnologie (CIGGEB) de Trieste (Italie), dont l'Algérie est membre depuis 1964, ainsi que d'autres Centres internationaux similaires en Belgique, en Allemagne, en France et aux Etats-Unis notamment. Opérationnel depuis 2010, le CRBT, qui constitue l'unique institution de l'enseignement supérieur dédié à la recherche en biotechnologie à l'échelle nationale, renferme cinq (5) divisions de recherches (immunologie, biotechnologie alimentaire, biotechnologie et environnement, biotechnologie et agriculture, biotechnologie et santé et biotechnologie industrielle) et compte un effectif de plus de 150 ingénieurs-chercheurs.

E P I D E M I E D E C O R O N A V I R U S

USA

Près de 2.000 morts en 24H, pire bilan journalier

Près de 2.000 personnes contaminées par le nouveau coronavirus sont mortes aux Etats-Unis au cours des dernières 24 heures, selon le comptage mardi à 20H30 locales de l'université américaine Johns Hopkins.

Il s'agit du pire bilan journalier dans le monde depuis le début de la pandémie. Cette progression record (+1.939 exactement) y porte à 12.722 le nombre total de décès recensés. La première puissance mondiale se rapproche ainsi des deux pays les plus endeuillés jusqu'ici, Italie (17.127 morts) et Espagne (13.798).

Les Etats-Unis comptent par ailleurs à eux seuls plus d'un quart des cas officiellement déclarés à travers le monde: 396.223 au total, soit 29.609 de plus sur une journée, selon les chiffres de Johns Hopkins, actualisés en continu.

"L'Amérique continue d'effectuer plus de tests que n'importe quel autre pays dans le monde et je pense que c'est probablement pourquoi nous avons



plus de cas", a avancé mardi le président Donald Trump lors de sa conférence de presse quotidienne sur la crise, évoquant quelque 1,8 million de tests à ce jour dans le pays.

"Je sais pertinemment

que certains pays très peuplés ont beaucoup plus de cas que nous, mais qu'ils ne les déclarent pas", a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis relèvent depuis le milieu de la semaine dernière plus de 1.000 nouveaux décès quo-

tidienement, malgré les mesures de confinement qui y ont été progressivement mises en place, Etat par Etat.

L'Etat de New York constitue le principal foyer de l'épidémie américaine, avec près de 5.500 morts et 140.000 cas, principalement dans la ville de New York, capitale économique du pays aujourd'hui quasiment à l'arrêt. Les autorités ont prévenu la semaine passée qu'entre 100.000 et 240.000 personnes au total pourraient mourir du Covid-19 aux Etats-Unis, selon les modèles et en respectant les consignes de distanciation sociale.

La pandémie a fait à travers le monde au moins 82.073 morts, dans 192 pays, les derniers chiffres de l'université Johns Hopkins.

FRANCE

Plus de 10.000 morts

La France a passé mardi la barre des 10.000 morts depuis le début de l'épidémie de coronavirus, qui "continue sa progression", a indiqué le directeur général Français de la Santé, Jérôme Salomon.

Il s'agit d'un bond de 1.417 décès par rapport au bilan de lundi: 597 dans les hôpitaux et 820 dans les maisons de retraite.

Pour ces dernières, cette forte hausse est liée à "un retard de saisie et au fait qu'on sort d'un weekend", selon M. Salomon.

Depuis début mars, 7.091 décès ont été enregistrés en milieu hospitalier et 3.237 dans les maisons de retraite soit un total de 10.328 morts, a-t-il ajouté.

Seule relative bonne nouvelle chiffrée: l'augmentation nette du nombre de patients en réanimation continue de ralentir, avec un solde de +59 (contre +94 lundi et +140 dimanche).

Cet indicateur qui prend en compte les entrées et les sorties en réanimation est très suivi par les professionnels car il mesure la pression sur le système de santé.

Mais "nous ne sommes pas encore au pic puisque tous les soirs il y a un peu plus de malades en milieu hospitalier, un peu plus de malades à prendre en charge en réanimation, nous avons atteint un ni veau jamais atteint en France, nous ne sommes qu'à la phase ascendante même si elle ralentit un peu", a averti M. Salomon.

OMS - SYMPTOMES

Une température de plus de 38 degrés est révélatrice du virus

La fièvre et une température de 38 degrés est le symptôme le plus manifeste et répandu du coronavirus en plus des autres symptômes variés, a indiqué la porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Margaret Harris.

"Le symptôme le plus explicite est la fièvre et une température de plus de 38 degrés", a-t-elle déclaré dans une interview à la chaîne de télévision russe Rossiya 1 avant de préciser que plus de 90% des malades du Covid-19 en souffrent.

Fatigue, toux, perte d'odorat et maux de tête...

Tous ces symptômes figurent dans la liste des caractéristiques de la maladie due au nouveau virus apparu en Chine en décembre.

En décrivant le portrait type d'un infecté au coronavirus, elle a ajouté qu'assez souvent les malades étaient pris par une poussée de fièvre et souffraient par la suite de tremblements.

"Les gens disent qu'ils se réveillent au milieu de la nuit confus, ils se sentent mal et ne comprennent pas ce qui se passe", a fait savoir la médecin.

D'après les derniers chiffres de l'OMS, l'épidémie de Covid-19 due au nouveau coronavirus apparu à Wuhan, en Chine, en décembre 2019, a fait à ce jour plus de 1.130.000 contaminés et près de 62.000 morts de par le monde.

ITALIE

Le bilan dépasse les 17.000 morts

L'Italie, le pays européen le plus affecté par le nouveau coronavirus, a passé la barre des 17.000 morts avec 604 nouveaux décès en 24 heures, tandis que le nombre de malades atteints de Covid-19 en soins intensifs a baissé mardi pour la quatrième journée consécutive.

Selon le bilan quotidien de la Protection civile, la péninsule a enregistré 17.127 morts pour 135.586 cas (+3.039 en 24 heures) depuis le début de la pandémie.

Le nombre de patients

en soins intensifs s'élève désormais à 3.792 (-106 en 24 heures) et la hausse des contagions est tombée à seulement +2,3%, ce qui n'a pas empêché les autorités italiennes de lancer de nouveaux appels à la prudence et au respect des règles de confinement, qui sont en vigueur au moins jusqu'au 13 avril.

"Attention aux illusions d'optique, aux mirages dangereux, nous sommes loin de la sortie de crise, d'une hypothétique heure H qui nous fera revenir à la situation d'avant", a averti

mardi le commissaire extraordinaire du gouvernement italien pour le coronavirus, Domenico Arcuri, lors d'une conférence de presse.

Concernant le port de masques de protection, "je crois que pour longtemps beaucoup d'entre nous, si ce n'est tous, devons nous habituer à utiliser cet instrument de protection".

"Nous devons nous habituer à considérer les masques comme un dispositif utile, voire nécessaire", a-t-il insisté.

Le Premier ministre

Giuseppe Conte s'est entretenu mardi avec les membres du comité technico-scientifique chargé de le conseiller dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19.

Les Italiens sont confinés jusqu'au 13 avril et ne sont autorisés que les déplacements indispensables pour des raisons de santé ou de travail, tandis que l'activité économique est réduite aux seuls secteurs essentiels, comme l'agriculture, l'industrie pharmaceutique ou la production d'énergie.

Levée du bouclage de Wuhan, Boris Johnson toujours en soins intensifs

La Chine a levé dans la nuit de mardi à mercredi le bouclage de la ville de Wuhan d'où est partie la pandémie, qui a fait plus de 75.000 morts dans le monde et affecte notamment le Premier ministre britannique Boris Johnson, toujours en soins intensifs.

Des centaines de passagers bloqués depuis des mois dans la ville de 11 millions d'habitants se sont immédiatement rués vers les gares, ont constaté des journalistes, après cette longue immobilisation consécutive à l'apparition des premiers cas à Wuhan fin 2019.

Cela fait 77 jours que j'étais enrhumé!", s'est réjoui un homme qui n'a pas souhaité donner son nom, impatient de pouvoir rentrer à Changsha, à quelque 350 kilomètres.

Alors que l'épicentre de la contagion a gagné l'Europe, le Royaume-Uni était sous le choc mardi au lendemain de l'admission de son Premier ministre Boris Johnson en soins intensifs en raison du Covid-19.

Le dirigeant âgé de 55 ans, hospitalisé à Londres, "reçoit un traitement standard à l'oxygène et respire sans aucune assistance", a assuré mardi son porte-parole.

Plus tôt, un ministre de premier

plan, Michael Gove, avait toutefois indiqué qu'il demeurerait "sous étroite surveillance" et qu'un respirateur se trouverait à portée de main si nécessaire.

Le Premier ministre conservateur, à qui il a été reproché d'avoir longtemps minimisé l'impact de la pandémie, est le seul chef d'Etat ou de gouvernement d'une grande puissance à avoir contracté la maladie. Prie "de le remplacer là où nécessaire", le chef de la diplomatie Dominic Raab, 46 ans, s'est engagé à agir pour "vaincre le coronavirus" durant cet intérim.

Le pays, l'un des plus touchés d'Europe, a enregistré mardi un record de 786 décès en 24 heures, portant son total à 6.159 morts.

L'Europe, le continent le plus frappé par la pandémie avec plus de 54.000 morts, espérait une confirmation du recul des décès esquissé ce week-end dans les deux pays en première ligne, l'Italie et l'Espagne.

Mais le bilan quotidien est reparti à la hausse en Espagne mardi, après quatre jours de baisse, avec 743 morts qui portent le total à 13.798.

Il a également bondi en France, portant le total à 10.328 décès.

En dépit de ce rebond, le nombre

de nouvelles hospitalisations marque le pas dans plusieurs pays, dont l'Espagne et l'Italie (17.127 morts) alimentant l'espoir que le pic est en passe d'être atteint.

ONU

Le chef de l'ONU rend hommage aux professionnels de la santé à l'occasion de la Journée mondiale de la santé

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a rendu hommage mardi aux professionnels de la santé à l'occasion de la Journée mondiale de la santé, le 7 avril.

"La Journée mondiale de la santé arrive cette année à une période très difficile pour nous tous", a déclaré M. Guterres dans un message, en référence à la pandémie de COVID-19.

"Mon message aujourd'hui s'adresse à nos professionnels de la santé, les infirmiers, les sage-femmes, les techniciens, les ambulanciers, les pharmaciens, les médecins, les chauffeurs, les nettoyeurs, les administrateurs et bien d'autres, qui travaillent jour et nuit pour assurer notre sécurité".

"Aujourd'hui, nous sommes plus profondément reconnaissants que jamais envers vous tous, qui travaillez jour et nuit, en vous

exposant à des risques, pour affronter les ravages causés par cette pandémie", a-t-il dit.

"En ces temps traumatisants, je m'adresse à tous les professionnels du secteur de la santé : nous sommes à vos côtés et nous comptons sur vous. Vous nous rendez fiers, vous êtes pour nous une source d'inspiration.

Nous a vous une dette envers vous.

Merci pour la différence que vous faites, chaque jour et partout".

M. Guterres a également exprimé sa gratitude envers les infirmiers et les sage-femmes, 2020 étant l'Année internationale des infirmiers et des sage-femmes.

"A tous les infirmiers et les sage-femmes du monde : merci pour votre travail", a noté le secrétaire général de l'ONU.

OTITE AIGUË CHEZ L'ENFANT COMMENT LA PRÉVENIR ?

L'otite est une douleur de l'oreille plus ou moins violente. Elle est courante chez l'enfant et, dans la plupart des cas, elle guérit rapidement. Selon sa localisation, on distingue plusieurs types d'otite. L'otite moyenne, qui touche la partie du conduit auditif située à l'arrière du tympan est la plus fréquente.

Quels sont les symptômes de l'otite aiguë chez les enfants ?

L'otite peut être causée par un virus ou par une bactérie. Lorsqu'elle est dite moyenne, elle succède souvent à une infection des voies respiratoires supérieures comme, par exemple, une rhinopharyngite. Cette infection provoque une obstruction des trompes d'Eustache : un liquide s'accumule dans le conduit auditif et appuie sur le tympan, provoquant la douleur. Du pus peut apparaître en cas de surinfection bactérienne. Si un nourrisson ou un enfant en bas âge souffre d'un mal d'oreille, il se frotte souvent l'oreille atteinte, s'agite et semble visiblement mal à l'aise. Souvent févreux, l'enfant mange à peine et peut présenter des troubles digestifs (diarrhée ou vomissements). Les enfants plus grands se plaignent de douleurs dans l'oreille ou de maux de tête. Parfois, il arrive que, sous la pression du liquide accumulé, le tympan se déchire, libérant le liquide ou le pus et soulageant ainsi la douleur. Pas d'afloïement, le tympan cicatrisera en une dizaine de jours. L'otite est une douleur de l'oreille plus ou moins violente. Elle est courante chez l'enfant et, dans la plupart des cas, elle guérit rapidement. Selon sa localisation, on distingue plusieurs types d'otite. L'otite moyenne, qui touche la partie du conduit auditif située à l'arrière du tympan est la plus fréquente.

Quelles sont les complications de l'otite chez l'enfant ?

Si une infection s'installe, on parle d'otite suppurée (ou purulente) : l'enfant souffre, pleure, a de la fièvre et présente parfois des troubles digestifs. L'accumulation de pus peut provoquer une rupture du tympan. Ce phénomène, s'il soulage la douleur, n'entraîne pas toujours la guérison.

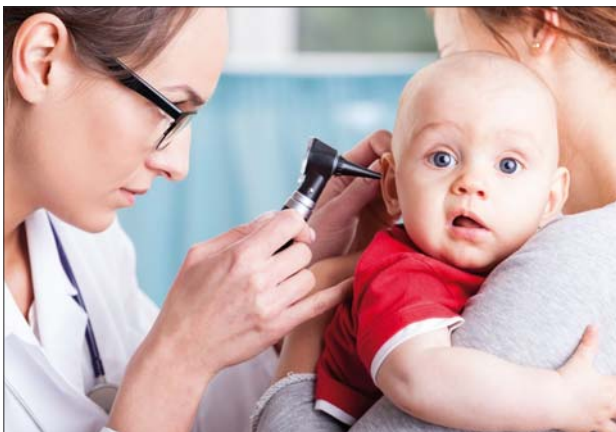
Même si elle reste généralement bénigne, il arrive qu'une otite se complique avec une extension de l'infection à l'ensemble des cavités de l'oreille jusqu'à la mastoïde, un ensemble de cavités osseuses relié à l'oreille moyenne. Cette inflammation de la mastoïde (mastoidite) peut nécessiter une intervention chirurgicale pour évacuer le pus accumulé. Il arrive parfois que l'otite persiste malgré les traitements et nécessite alors un traitement antibiotique spécifique à la bactérie en cause. Dans le cas de récurrences fréquentes, il faut examiner avec le médecin les facteurs pouvant favoriser cette répétition : les végétations, une otite séreuse, des contaminations répétées de l'enfant en collectivité, le tabagisme passif, la pollution, les allergies, l'âge (entre six et dix-huit mois), une carence en fer, etc. Le médecin pourra vous conseiller de consulter un spécialiste.

Quelles sont les causes de l'otite chez les enfants ?

La rhinopharyngite est la cause la plus fréquente du mal à l'oreille chez les enfants. Sous l'effet de l'inflammation, la muqueuse de la trompe d'Eustache (le conduit qui relie l'oreille moyenne aux cavités nasales) est congestionnée, ce qui bouche le conduit. Des sécrétions s'accumulent alors dans l'oreille moyenne (on parle pour cette raison d'otite moyenne). Si aucune infection ne s'installe à la suite de cette accumulation, on parle d'otite séreuse (voir encadré). Ce type d'otite provoque une gêne (l'enfant se met les doigts dans les oreilles) et une baisse de l'audition. Si une infection s'installe, on parle d'otite suppurée : l'enfant souffre, pleure, a de la fièvre et, parfois, des troubles digestifs. Une otite séreuse peut toujours s'infecter en otite suppurée et une otite suppurée, traitée par des antibiotiques, évolue parfois en otite séreuse. Dans certains cas, les otites à répétition sont liées à une allergie respiratoire (en réaction au pollen ou aux poussières domestiques, par exemple), mais également alimentaire.

L'otite séreuse

L'otite séreuse est une inflammation de l'oreille avec épanchement de liquide dû à une obstruction chronique des trompes d'Eustache. A la différence de l'otite moyenne, la présence de liquide derrière le tympan n'entraîne pas de



douleur, elle passe donc souvent inaperçue et son diagnostic est tardif. L'épanchement se produit généralement dans les deux oreilles. L'otite séreuse est suspectée lorsque l'enfant présente des otites moyennes à répétition ou que son audition baisse. Dans la plupart des cas, l'otite séreuse n'est que transitoire, mais elle peut devenir chronique et persister plusieurs mois. Si aucun traitement n'est mis en place, l'audition de l'enfant peut être altérée durablement. Une baisse de l'audition, des troubles de l'élocution ou des problèmes scolaires peuvent vous alerter. Le traitement consiste alors à placer un aérateur transmyringique (ou yo-yo, un petit tube placé à travers le tympan) afin de rétablir l'aération de l'oreille moyenne.

Que faire en cas d'otite chez un enfant ?

En attendant la consultation, vous pouvez soulager la douleur avec du paracétamol. Mieux vaut ne pas tenter de nettoyer l'oreille avec un coton-tige (même en cas d'écoulement). Attention, il ne faut jamais utiliser de gouttes auriculaires avant que le médecin ne se soit assuré de l'absence de perforation du tympan.

Les otites qui se répètent ne sont pas toujours du même type : évitez de réutiliser un traitement déjà prescrit, sauf sur les conseils du médecin.

Que fait le médecin face à une otite chez un enfant ?

Le médecin examine l'oreille au moyen d'un otoscope qui lui permet de voir si le tympan est irrité et si l'oreille moyenne contient du liquide. Il vérifie également l'audition.

Dans certains cas, il peut être amené à percer le tympan (il pratique une paracentèse) pour soulager la douleur et prélever du pus qui sera mis en culture afin d'identifier le meilleur traitement antibiotique. Les traitements prescrits sont le plus souvent administrés par voie orale. En cas d'otite moyenne, des gouttes sont parfois utilisées pour soulager la douleur.

La plupart du temps, le traitement des otites comporte des antibiotiques et des antalgiques de type paracétamol. Dans le cas d'une otite séreuse, le médecin peut également prescrire des anti-inflammatoires de la famille de la cortisone, des antihistaminiques ou des fluidifiants.

Si les otites séreuses se répètent, avec des conséquences

sévères sur l'audition, le médecin peut envisager l'ablation des végétations. Si cela ne suffit pas, il peut poser, sous anesthésie générale, un aérateur transmyringique (un « yo-yo ») qui va maintenir un orifice dans le tympan, par où s'écouleront les sécrétions jusqu'à la guérison.

Comment prévenir les otites chez les enfants ?

En cas de rhinopharyngite, il est recommandé de moucher régulièrement son enfant et de faire des lavages de nez avec du soluté physiologique, pour empêcher que l'inflammation ne se propage à l'oreille moyenne par les trompes d'Eustache.

Pensez à nettoyer ses oreilles : n'utilisez jamais de coton tige, vous ne feriez que pousser les sécrétions cireuses au fond du conduit auditif. Prenez plutôt une petite mèche de coton bien sèche. Introduisez-la dans l'oreille sans chercher à pénétrer trop loin dans le conduit auditif.

Chez les enfants qui ont des otites à répétition, on préconise parfois une ablation des végétations.

Les bouchons de cérumen

La peau du conduit auditif externe contient des glandes qui sécrètent une matière jaunâtre, le cérumen. Il a pour but de débarrasser le conduit des particules étrangères et s'élimine normalement vers l'extérieur. Parfois cependant, il s'accumule dans le conduit auditif et forme un bouchon. L'enfant entend mal, en particulier après le bain car ce bouchon gonfle à l'humidité. Le médecin l'enlève au moyen d'un jet d'eau ou l'extrait à l'aide d'un instrument adéquat.

Pour éviter les bouchons de cérumen

Tenez propre le conduit auditif, mais sans y faire pénétrer un coton-tige. Une telle intervention favorise la formation de bouchon et comporte en outre le risque d'une lésion du tympan.

Des produits d'hygiène (AudiClean, Audispray, Doucelyne, Audi-baby, etc.), utilisés régulièrement avec ou deux fois par semaine, permettent de morceler le cérumen et de le maintenir humide, ce qui facilite son évacuation naturelle.

Quels sont les traitements de l'otite chez les enfants ?



Dans la plupart des cas, l'otite disparaît en quelques jours. Pour calmer une douleur à l'oreille en attendant la consultation du médecin, il est possible de donner à l'enfant un antalgique contenant du paracétamol, de l'ibuprofène ou de l'aspirine, tout en privilégiant le paracétamol. L'utilisation de l'ibuprofène et de l'aspirine est déconseillée au cours des infections virales. Le traitement prescrit par le médecin vise à soulager la fièvre et la douleur. Deux AINS (l'acide niflumique et l'acide tiaprofénique) ont une indication spécifique dans la douleur au cours des inflammations ORL, notamment des otites.

Des gouttes auriculaires contenant un anesthésique local peuvent également être prescrites dans certains cas, en l'absence de perforation du tympan. Bien que vendues sans ordonnance, ces gouttes ne doivent jamais être instillées sans un examen du tympan par le médecin. Des gouttes auriculaires contenant un antibiotique, seul ou associé à un anti-inflammatoire, peuvent être prescrites en cas d'otite externe ou de suppuration. Les applications de chaud, de froid ou d'huile n'ont pas démontré leur efficacité lors des otites.

Des antibiotiques ne sont pas systématiquement prescrits. Si un traitement antibiotique est prescrit, la durée du traitement doit être absolument respectée, même si la douleur a disparu.

Il faut revoir le médecin si la douleur ou la fièvre persistent plus de 2 jours ou en cas de survenue d'un écoulement de l'oreille. En persistance ou d'aggravation des troubles, le médecin peut créer un orifice dans le tympan (paracentèse) pour faire un prélèvement et identifier le germe.

Illustration: P. B.

Le manque de sommeil chez les adolescents conduirait à l'obésité à l'âge adulte

Les adolescents qui ne dorment pas assez ont un risque accru d'être obèses à l'âge adulte, selon les résultats d'une étude scientifique parue dans la revue médicale Journal of Pediatrics.

Le sommeil est bon pour la santé, en manquer augmente les risques de développer des maladies chroniques comme l'hypertension, le diabète, la dépression, l'obésité et le cancer et les accidents cardiaques. Si les troubles du sommeil touchent aujourd'hui 20% de la population des pays industrialisés, qu'en est-il du sommeil des adolescents ?

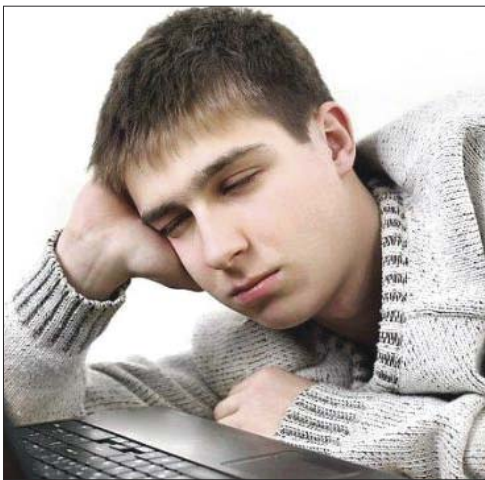
Les chercheurs de la Mailman School of Public Health de l'Université de Columbia ont voulu comprendre les effets négatifs du manque de sommeil chez les adolescents.

Les scientifiques ont étudié les données médicales de 10 000 Américains âgés de 16 à 21 ans ayant participé à une étude nationale entre 1995 et 2001. Les résultats de cette étude révèlent qu'un adolescent sur 5 ne dort que 6 heures par nuit. Et que ces petits dormeurs ont un risque d'obésité accru de 20% à l'âge adulte.

«Le manque de sommeil à l'adolescence peut préparer le terrain à l'obésité plus tard dans la vie», explique Shakira F. Suglia, professeur assistante à la Mailman School of Public Health de l'Université de Columbia (New York). «Mais, lorsque vous êtes obèses à l'âge adulte, il est bien plus difficile de perdre du poids et de ne pas le reprendre» affirme-t-elle.

«Nous voulons adresser un message aux parents. Ils doivent s'assurer que leurs ados dorment bien de huit heures par nuit», a expliqué le professeur Suglia. «Car, une bonne nuit de sommeil est non seulement bénéfique pour leur concentration à l'école elle leur permet aussi de devenir des adultes bien-portants.»

Cette étude conforte une étude finlandaise qui révélait que le manque de sommeil faisait grossir les enfants. En effet, leurs recherches menées sur 1250 écoliers âgés de 10-11 ans montraient que les enfants qui ont le plus court temps de sommeil et qui se sentent fatigués pendant la journée sont ceux qui consomment le plus d'aliments très caloriques.



Quelques règles pour mieux dormir

Il est important d'avoir des « habitudes de sommeil » en se couchant à la même heure chaque soir et en se levant à la même heure chaque matin. Il est recommandé de dîner

léger, d'éviter la caféine, la nicotine et l'alcool avant de se coucher et de ne pas s'occuper devant un écran. La National Sleep Foundation suggère que les enfants de 5 à 10 ans dorment 10 à 11 heures par jour, que les adolescents (10 à 17 ans) 8,5 à 9,5 heures, et que les adultes de 7 à 9 heures.

Comment éviter le grignotage ?

Choisir des aliments rassasiants

Tout d'abord, on mange suffisamment au repas, notamment des protéines rassasiantes (viande blanche, poisson, œufs, viande rouge maigre), sur lesquelles on peut mettre l'accent sans crainte de stockage. Pour des collations intelligentes, on privilégie le bon chocolat noir, à 70% de cacao minimum, pour ses talents consolateurs et anti-stress.

On pense aussi aux oléagineux anti-stress et anti-fringales riches en oméga-3, en fibres et magnésium (amandes, noisettes, noix...), ainsi qu'aux fruits séchés (abricots, pruneaux, dattes). On accompagne le tout d'une boisson chaude sans sucre comme le thé vert, stimulant et brûleur de calories, le rooibos ou thé rouge, sans théine excitante.

On évite les jus de fruits pour, à la place, croquer des fruits frais en collation si la faim s'insinue. Au menu, un kiwi, une pomme, un agrume dont la petite peau blanche, riche en pectine, favorise le rassasiement, ou une banane,

coupe-faim malin qui associe prébiotiques bénéfiques à la flore intestinale et tyrosine antistress.

S'appuyer sur des remèdes naturels

Des oméga-3, alliés des émotions

Désormais reconnues pour leurs bienfaits, ces bonnes graisses protègent (notamment) le cœur et le cerveau, et stabilisent l'humeur et les émotions. Les carences accentuent le stress, surtout en cas de manque concomitant de magnésium, et peuvent perturber le moral, faciliter les grignotages et la prise de poids. Oméga-3, 550 mg. Solgar, 26,90 euros la boîte de 30 capsules : Arkocœan Oméga-3 marin, Arko-pharma, 11,50 euros la boîte de 60 capsules ; Oméga-3 Super 1000 mg, VitaBay, 30 euros la boîte de 240 capsules.

Le magnésium, anti-stress

Mais aussi anti-fatigue, le magnésium lutte contre les troubles de la dépression saisonnière. On peut prendre 200 à 300 mg par jour pendant 3 à 4 semaines sous



forme de glycérophosphate de magnésium, forme bien tolérée et moins laxative que d'autres, associé à de la taurine qui facilite son entrée dans la cellule. Puis réduire les doses autour de 100 mg par jour en fonction de son sentiment. On peut aussi prendre un comprimé de 50 mg de magnésium

en fin de matinée et d'après-midi, en cas de fatigue ou de pulsion alimentaire, qu'il combat efficacement.

Madgen, Metagenics, 19,50 euros la boîte de 15 sachets ; Magnésium marin, Vitarmomyl, 6,25 euros la boîte de 10 ampoules.

ONU/MALI

Première très brève session publique du Conseil de sécurité depuis le 12 mars

Le Conseil de sécurité de l'ONU, qui se réunit désormais régulièrement par visioconférences en raison de la pandémie de Covid-19, a tenu mardi sa première session accessible au public - ultra-courte - depuis le 12 mars pour évoquer la situation au

Mali. L'accès via le site internet de l'ONU à cette réunion des 15 membres du Conseil a été rendu possible par la République dominicaine, membre non permanent et président en exercice de cette instance en avril. En mars, sous présidence chinoise, aucune réunion n'avait été accessible aux médias et au grand public.

Cette absence de transparence a été critiquée dans une lettre du 31 mars envoyée à la présidence du Conseil par le Groupe Responsabilité, cohérence et transparence (Groupe ACT) auprès de l'ONU, coordonné par la Suisse qui réunit 25 pays représentant le monde entier.

"Le Groupe ACT s'inquiète de ce que les réunions du Conseil qui ont eu lieu depuis qu'il est devenu impossible, du fait de la crise, de tenir des réunions physiques dans la salle du Conseil, n'ont pas été intégrées dans le programme de travail, ou annoncées officiellement, ou diffusées sur le web", souligne dans cette missive l'ambassadeur suisse à l'ONU, Jürg Lauber.

La retransmission de la réunion mardi n'a duré que dix minutes, le temps pour l'émissaire de l'ONU au Mali, Mahamat Saleh Annadif, de prononcer son allocution de Bamako. Comme programmé pour toutes les réunions dites "publiques" en avril, l'écran est redevenu noir ensuite, les 15 membres du Conseil passant au huis clos sans exposer leur point de vue pouvant être entendu en direct comme dans le passé. Officiellement l'ONU évoque des problèmes techniques pour expliquer l'absence de visioconférences publiques. Interrogés, plusieurs pays membres du Conseil ont promis de diffuser leur allocution ultérieurement. Selon un diplomate, "la qualité de la connexion n'est pas optimale", peut-être parce que "tous les services faisant cela sont basés à Brindisi en Italie". Sur l'image diffusée par le site web de l'ONU, les ambassadeurs, en vignettes de chez eux ou d'un bureau, semblent absorbés par le sujet de la réunion.

Le système de visioconférence utilisé par les Nations unies interdit jusqu'à présent les traductions simultanées dans les six langues en vigueur (anglais, espagnol, français, arabe, russe, chinois), ne permettant que des réunions en anglais.

MALI/CORONAVIRUS Libération de 1400 prisonniers

Le président malien, Ibrahim Boubacar Keita a gracié plus de 1.400 personnes reconnues pour les faits qui leur sont reprochés par les juridictions, rapporte mardi l'agence de presse malienne (AMAP).

Il s'agit, par cette décision de désengorger les prisons et de faire face aux mesures préventives de la pandémie de Covid-19, selon la même source. Neuf nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés mardi au Mali, selon le ministère de la Santé et des Affaires sociales. Ces nouveaux cas portent le nombre total des personnes positives au coronavirus dans le pays à 56, dont 12 guérisons et 6 décès. Les cas enregistrés sont actuellement pris en charge sur les sites de traitement et des recherches se poursuivent pour retrouver les personnes-contact, assure le ministère.

AFRIQUE DU SUD

Une ministre suspendue deux mois pour violation du confinement

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé mercredi avoir suspendu deux mois une de ses ministres, dénoncée sur les réseaux sociaux pour avoir participé à une fête chez des amis en violation flagrante du confinement anti-coronavirus. Le président Ramaphosa a imposé à ses 57 millions de concitoyens de rester chez eux jusqu'au 16 avril pour enrayer la pandémie de Covid-

19, qui a infecté plus de 1.700 personnes et fait 13 morts dans son pays. Malgré cet ordre, sa ministre des Communications Stella Ndebeni-Abrahams a été prise en flagrant délit de désobéissance sur une photo publiée dimanche sur Instagram, où elle apparaît en train de déjeuner avec cinq autres personnes au domicile d'un ex-ministre. M. Ramaphosa a convoqué la fautive, l'a "suspendue pendant

deux mois, dont un mois sans traitement" et lui a ordonné de "présenter des excuses publiques à la Nation", a annoncé la présidence mercredi. "Le confinement national s'impose à tous les Sud-Africains", a rappelé le chef de l'Etat dans un communiqué. "Aucun d'entre nous, et encore moins un membre de l'exécutif, ne doit saboter notre effort national pour sauver des vies", a-t-il insisté,

"personne n'est au-dessus des lois". Cyril Ramaphosa a également indiqué que "la justice suivra son cours" pour déterminer si sa ministre est passible de poursuites. L'état d'urgence imposé par les autorités sud-africaines dans le cadre de la lutte anti-coronavirus, prévoit des peines maximales de six mois de prison et de fortes amendes pour tous les contrevenants.

ONU/LIBYE

Le chef de l'ONU "condamne fermement" les bombardements d'un hôpital à Tripoli

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a "fermement condamné" mardi les "bombardements intensifs, pour la deuxième journée consécutive, de l'hôpital général Al Khadra à Tripoli", dans un communiqué publié à New York.

"Il condamne aussi les attaques continues contre le personnel médical, des hôpitaux et des installations médicales, particulièrement à un moment où ils sont critiques pour prévenir la propagation de la pandémie de Covid-19", précise son communiqué.

"Les attaques contre des personnels de santé, des hôpitaux ou des installations médicales, protégés par le droit humanitaire international peuvent constituer des crimes

de guerre", rappelle M. Guterres.

Le chef de l'ONU avait lancé le 23 mars un appel à un "cessez-le-feu immédiat et mondial" dans les pays en conflit afin de contribuer à la lutte contre le Covid-19. En Libye, les protagonistes du conflit avaient salué cet appel... avant de reprendre les hostilités. Les combats ont redoublé d'intensité ces derniers jours, touchant plusieurs quartiers résidentiels de la capitale.



BURKINA FASO

Le HCR alerte sur le manque chronique de ressources au Burkina Faso

Jusqu'à 350 000 personnes ont d'urgence besoin d'un abri décent au Burkina Faso, a alerté mardi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

"Environ 350 000 personnes ont d'urgence besoin d'un abri décent et d'eau en quantité suffisante pour les aider à faire face aux conditions désertiques dans des régions reculées au Burkina Faso. Le regain d'insécurité génère chaque jour davantage de personnes déplacées", a déclaré le porte-parole du HCR Babar Baloch lors d'une conférence de presse à Genève.

Le HCR était déjà alarmé par la pénurie chronique de fonds qui risque de créer une catastrophe humanitaire majeure et la pandémie de coronavirus aggrave encore cette combinaison complexe de crises. "Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour éviter encore davantage de souffrances. Les civils ont désespérément besoin d'abris dans des localités reculées où ils sont confrontés à de rudes conditions climatiques.

Nous appelons toutes les organisations d'aide humanitaire à accroître les ressources", a-t-il dit.

Près de 60 000 personnes déplacées durant le mois de mars

Le Burkina Faso est actuellement le théâtre d'une crise de déplacement à la croissance la plus rapide au monde, avec près de 840 000 personnes qui sont devenues des déplacés internes à cause du conflit et de la sécheresse au cours des 16 derniers mois. Près de 60 000 personnes ont été déplacées durant le seul mois de mars, selon les statistiques du HCR.

Malgré le déploiement accru des forces de sécurité, "les groupes armés continuent de semer le chaos dans les régions du Centre-Nord et du Sahel au Burkina Faso, attaquant tant les forces de police et les militaires que les civils, les écoles, les centres de santé, les enseignants et les travailleurs de santé", a souligné M. Baloch. "Le HCR travaille avec les autorités

locales et ses partenaires humanitaires pour fournir rapidement des abris et des articles de secours aux personnes déplacées mais, du fait de l'insécurité croissante et de ressources limitées, il sera difficile d'atteindre toutes les personnes dans le besoin", a-t-il noté. Le responsable onusien a soutenu aussi que l'"insécurité généralisée a un impact négatif sur le travail des organisations humanitaires car elle entrave sévèrement leur accès aux personnes dans le besoin - celles qui ont été forcées de fuir ainsi que les communautés qui les accueillent - ayant toutes désespérément besoin d'abris, de nourriture, d'eau, de prestations de protection, de soins de santé et d'éducation". Le système de santé du Burkina Faso est considérablement affecté, alors que le pays est également confronté à la pandémie de coronavirus. Les frontières sont fermées depuis la semaine dernière, et la circulation est désormais limitée depuis et vers les villes où des cas de coronavirus ont été confirmés.

CAMEROUN

Le parti du président Biya remporte les législatives partielles

Le parti du président Paul Biya a remporté les 13 sièges remis en jeu lors des législatives partielles organisées fin mars dans certaines circonscriptions des régions anglophones, en proie à un conflit meurtrier, a annoncé mardi le Conseil constitutionnel. Le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) "ruffle la mise" dans les dix circonscriptions du Nord-Ouest et dans une circonscription du Sud-Ouest, souligne la radio publique CRTV qui a diffusé la décision du Conseil. Le parti de Paul Biya, qui gouverne le Cameroun depuis 37 ans, conforte donc son écrasante majorité à l'Assemblée nationale, avec 152 sièges sur 180. Dans les régions anglophones du Cameroun, le conflit entre indépendantistes et armée a fait plus de 3.000 morts et forcé plus de 700.000 personnes à quitter leurs domiciles en trois ans, selon des ONG. Une partie de l'opposition avait décidé de boycotter les législatives organisées le 9 février. Après le scrutin, le Social democratic front (SDF), parti historiquement ancré dans les régions anglophones et qui avait présenté des candidats, avait contesté les résultats dans plusieurs circonscriptions. Le Conseil constitutionnel lui avait donné raison, annulant le scrutin dans les circonscriptions où il a été reprogrammé. Avant les élections, les



séparatistes avaient appelé les populations des Nord-Ouest et Sud-Ouest à ne pas se rendre aux urnes et menacé ceux qui le feraient et le gouvernement avait renforcé sa présence armée pour protéger les électeurs. Selon Amnesty International, une "hausse des homicides" avait été enregistrée "à l'approche des élections", même si, à l'exception d'un incident dans le Nord-Ouest, le scrutin s'est déroulé sans violence. Au lendemain de l'organisation des partielles le 22 mars, le SDF avait à nouveau saisi le Conseil constitutionnel pour demander une nouvelle annulation, mais cette institution a décidé d'entériner le vote. "Nous tenons à souligner que bien que nous n'acceptons pas cette décision, nous sommes tenus de la respecter", avait déclaré vendredi Joshua Osih, vice-président du SDF et candidat malheureux à la présidentielle de 2018. Le SDF prend la place de troisième parti à l'Assemblée nationale, à égalité avec un nouveau venu, le Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN) de Cabral Libii, 39 ans: les deux principaux partis d'opposition au Parlement comptent chacun cinq députés. Ils sont devancés par le RDPC et par un de ses alliés, l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), qui a remporté 7 sièges.

PALESTINE

Plus de 350 Palestiniens arrêtés en mars malgré la menace du Covid-19

Quelque 357 Palestiniens, dont 48 enfants et quatre femmes, ont été arrêtés au cours du mois de mars par les forces d'occupation israéliennes, malgré la menace du coronavirus (Covid-19), rapporte mardi l'agence palestinienne de presse (Wafa).

Vers la fin mars 2020, le nombre de prisonniers et détenus palestiniens dans les prisons d'occupation a avoisiné les 5.000, dont 41 femmes et 180 enfants, tandis que le nombre des détenus administratifs a atteint 430 cas, précise l'agence palestinienne, citant les institutions des prisonniers et des droits de l'Homme.

L'inquiétude des prisonniers à l'intérieur des prisons d'occupation s'est accentuée avec la propagation du coronavirus surtout que l'administration pénitentiaire n'assure pas les mesures préventives nécessaires aux détenus,

ajoute-on. Selon Wafa, près de 700 détenus souffrent de maladies et malgré cela l'administration pénitentiaire n'a pris aucune mesure préventive et refuse de fournir du matériel de nettoyage et des stérilisations. Depuis 1967, 222 prisonniers sont décédés, dont 67, victimes d'une politique de négligence médicale délibérée de la part des autorités d'occupation.

Face à cette situation, les institutions des prisonniers et des droits de l'homme ont renouvelé leur appel aux organisations humanitaires internationales pour une inter-



Intervention urgente afin de libérer les prisonniers palestiniens, en particulier les malades, les personnes âgées, les enfants et les détenus administratifs.

UE/POLITIQUE

"L'UE doit montrer qu'elle répond à la pandémie qui mine les démocraties"

L'Union européenne doit répondre rapidement aux besoins de ses citoyens, en mobilisant des ressources "sans précédent" face à la pandémie de Covid-19 qui mine les démocraties du continent, ont estimé mardi les présidents de chambres parlementaires de six pays européens.

"La gravité de la situation implique, dans un esprit de solidarité qui est au fondement de l'intégration européenne,

une mobilisation sans précédent des ressources, en particulier dans la zone euro", écrivent-ils dans un appel adressé aux présidents et présidentes des principales institutions de l'UE.

"Nous sommes dans l'obligation de démontrer que l'Union européenne et l'ensemble de ses Etats membres sont déterminés à fournir une réponse concrète et rapide aux attentes et aux besoins de nos peuples", dans des cir-

constances qui "minent la solidarité même de nos démocraties", poursuivent les signataires - français, espagnols, grec, italiens, luxembourgeois, portugais et slovénes. Ils réclament aussi un renforcement de "la souveraineté industrielle européenne afin de produire les biens et matériels indispensables dans le domaine de la santé publique", ainsi que des "mécanismes de solidarité" pour mieux affronter les pandémies.

ETATS-UNIS/OMS

Violente charge de Trump contre l'OMS, l'ONU réagit

Le président américain Donald Trump s'en est pris mardi avec virulence à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'accusant d'être trop proche de la Chine et de mal gérer la pandémie du coronavirus, des critiques rejetées aussitôt par l'ONU.

"L'OMS s'est vraiment plantée", a tweeté le président de la première puissance mondiale au moment où les Etats-Unis ont dépassé la barre des 11.000 morts liés au Covid-19. "Etrangement, ils sont largement financés par les Etats-

Unis et pourtant très centrés sur la Chine. Nous allons nous pencher avec attention sur le dossier", a-t-il ajouté. "Heureusement, j'ai rejeté leur conseil initial de laisser nos frontières avec la Chine ouvertes. Pourquoi nous ont-ils donné une recommandation aussi erronée?", a-t-il conclu. Lors de son point presse quotidien, le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a rejeté mardi les critiques du président américain contre son agence spécialisée dans la santé, sans parler tou-

tefois de ses liens avec la Chine. "Pour le secrétaire général (Antonio Guterres), il est clair que l'OMS sous la direction du docteur Tedros Adhanom a fait un énorme travail sur le Covid-19 en soutenant des pays avec l'acheminement de millions d'équipements médicaux et avec de la formation", a-t-il dit. "L'OMS a montré la force du système de santé international", a aussi jugé le porte-parole, en rappelant "l'énorme travail" réalisé dans le combat contre Ebola en République démoc-

ratique du Congo et les pays voisins, sous la direction de Tedros Adhanom et "en mettant ses équipes en première ligne".

Les Etats-Unis sont le pays du monde qui compte, de très loin, le plus grand nombre de cas officiellement déclarés de Covid-19. Le nombre de décès causés par la maladie dans le pays augmente depuis plusieurs jours de plus de 1.000 morts quotidiennement, se rapprochant ainsi peu à peu des macabres records de l'Italie et de l'Espagne.

USA

Porte-avions contaminé : le secrétaire à l'US Navy démissionne

Le secrétaire à l'US Navy Thomas Modly, vivement critiqué pour sa gestion de la crise provoquée par la contamination au coronavirus du porte-avions nucléaire Theodore Roosevelt, a démissionné, a annoncé mardi le ministre américain de la Défense Mark Esper. "Ce matin, j'ai accepté la démission de M. Modly. Il a démissionné de lui-même (...) pour que la Navy puisse passer à autre chose", a tweeté le ministre, alors que des informations sur le départ de M. Modly commençaient à sortir dans la presse américaine. M. Modly avait révoqué jeudi le commandant du porte-avions, le capitaine de vaisseau Brett Crozier, qui avait tiré le signal d'alarme quelques jours plus tôt pour faire évacuer son navire dans une lettre aux accents dramatiques. Sa lettre avait fuité dans la presse, et l'évacuation du Theodore Roosevelt, d'abord refusée par la hiérarchie militaire, a ensuite été décidée

sur l'île de Guam, dans le Pacifique, où le porte-avions est à quai. M. Modly s'est rendu lundi à Guam pour défendre sa décision de révoquer le commandant Crozier auprès de son équipage, qui avait acclamé ce dernier à son départ du bateau, filmé par des vidéos largement diffusées sur les réseaux sociaux.

Il s'est rendu à bord du Theodore Roosevelt et dans un discours qui a lui aussi fuité dans la presse, il a critiqué le commandant Crozier, le qualifiant de "stupide ou naïf" et a rendu la presse responsable de toute l'affaire.

Les médias américains ont largement diffusé ce discours, qui a provoqué de vives réactions au Congrès, où plusieurs élus ont demandé la démission de M. Modly. M. Esper, qui avait d'abord défendu M. Modly, a donc finalement accepté sa démission. Il a nommé l'actuel sous-secrétaire à l'armée de terre, Jim McPherson, secrétaire à la Navy par in-

terim. M. McPherson est un ancien amiral qui saura "rétablir la confiance et la stabilité au sein de la Navy pendant cette période difficile", a-t-il indiqué dans un communiqué.

YÉMEN

Des frappes aériennes de la coalition menée par l'Arabie saoudite ciblent des zones sous contrôle houthis

La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite a lancé mardi une série de frappes aériennes sur les zones contrôlées par les combattants houthis au Yémen, a indiqué un responsable du gouvernement. Les frappes ont été menées en soutien aux forces yéménites pro-gouvernementales qui luttent contre les houthis au sol, selon le responsable qui s'est exprimé sous couvert d'anonymat. "Plus de 15 raids aériens ont été menés contre les sites contrôlés par les houthis dans différents villages de la province centrale d'al-Bayda", a-t-il déclaré. Les forces yéménites pro-gouvernementales ont entamé une opération à grande échelle contre les houthis à al-Bayda à la suite de ces frappes, a ajouté le responsable. Par ailleurs, la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a aussi lancé plusieurs missiles sur les combattants houthis postés dans la campagne ouest de la province voisine de Marib.

ETATS UNIS/IRAK

Dialogue Washington-Baghdad en juin sur l'avenir des troupes américaines en Irak

Washington et Bagdad tiendront mi-juin un "dialogue stratégique" pour décider notamment de l'avenir de la présence militaire américaine en Irak, formellement contestée par le Parlement irakien, a annoncé mardi le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo.

Les relations entre les deux pays sont très tendues depuis une série d'attaques contre les intérêts américains en Irak fin 2019. Elles se sont encore dégradées lorsque l'armée américaine a tué le puissant général iranien Qassem Soleimani et son lieutenant irakien lors d'une frappe aérienne à Bagdad, début janvier.

Dans la foulée, le sentiment anti-américain a été exacerbé en Irak et le Parlement irakien a formellement voté pour réclamer le retrait des soldats des Etats-Unis, présents dans le pays dans le cadre d'une coalition internationale contre les terroristes du groupe Etat islamique (EI, Daech).

"Les Etats-Unis ont proposé un dialogue stratégique avec le gouvernement irakien qui se tiendra mi-juin", a déclaré Mike Pompeo lors d'une conférence de presse à Washington. "Avec la pandémie mondiale de Covid-19 qui fait rage et les revenus pétroliers qui plongent et menacent l'économie irakienne d'effondrement, il est important que nos deux gouvernements travaillent ensemble pour éviter d'effacer les victoires obtenues contre l'EI et dans la stabilisation du pays", a-t-il estimé.

Il s'agira d'une remise à plat de tous les sujets qui composent les relations américano-irakiennes, "y compris l'avenir de la présence des forces des Etats-Unis", a assuré le secrétaire d'Etat.

Le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques David Hale, numéro trois de la diplomatie américaine, représentera les Etats-Unis. L'administration de Donald Trump, qui a promis de désengager les forces américaines des théâtres d'opération coûteux au Moyen-Orient, n'exclut pas de réduire sa présence, éventuellement au profit de l'Otan, même si elle a jusqu'ici assuré qu'elle n'entendait pas quitter purement et simplement l'Irak.

TURQUIE-KURDES

5 morts dans l'explosion d'une bombe

Cinq personnes ont été tuées mercredi dans l'explosion d'une bombe dans le sud-est majoritairement kurde de la Turquie, ont annoncé les autorités locales. L'explosion s'est produite vers 03H30 GMT "au passage d'un véhicule transportant des civils", a déclaré le gouvernorat de Diyarbakir dans un communiqué, évoquant un attentat à la bombe artisanale, accusant le groupe armé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les forces de sécurité turques ont lancé une opération pour retrouver les auteurs de l'attaque, a ajouté le gouvernorat. Le PKK, un groupe qualifié de "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux, mène depuis 1984 des attaques en Turquie. Les affrontements entre combattants kurdes et forces de sécurité turques ont fait plus de 40.000 morts. Le PKK mène régulièrement des attaques contre les forces de sécurité dans le sud-est, faisant par exemple exploser des bombes au passage de convois de l'armée ou de la police.

INTERNET

Près de 37 millions d'abonnés à l'internet mobile en 2019 en Algérie (ARPCE)

Près de 37 millions d'abonnés à l'internet mobile (3G et 4G) ont été enregistrés au 4^{ème} trimestre de 2019 en Algérie, représentant une évolution de 1,57% par rapport au même trimestre de 2018, indique mercredi un bilan de l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE).



Le parc global des abonnés actifs à l'internet mobile au 4^{ème} trimestre de 2019 a atteint les 36.911.428 abonnés, soit 24.922.271 abonnés à la 4G (67,52% du parc global) et 11.989.157 abonnés à la 3G (32,48% de ce parc), précise la même source, relevant une augmentation de 568.827 abonnés par rapport à la même période de 2018, soit un taux d'évolution de 1,57% en une année. Le taux de pénétra-

tion de l'internet mobile au 4^{ème} trimestre de 2019 a atteint 84,08%, contre 83,74% au 4^{ème} trimestre de l'année précédente, représentant ainsi une évolution de 1,02%. Le trafic consommé de l'Internet de téléphonie mobile en Algérie au 4^{ème} trimestre de l'année dernière est d'un volume de 312.123.030 Go (Gigaoctet), comparativement au 4^{ème} trimestre de 2018 où un volume de 166.691.345 Go a été en-

registré, soit un e évolution de 87,25%, relève l'ARPCE.

Par ailleurs et pour être omniprésente sur les réseaux sociaux, l'ARPCE a lancé sa nouvelle page officielle Facebook sous le nom de "Arpce, OâØE OEO CáENÏ æCá-CEOCÁCE CáCááENæäïf". La page Facebook de l'ARPCE "servira à vous informer de son actualité, activité et réalisation", précise la même source.

TÉLÉPHONIE MOBILE "Légère diminution" du parc durant le 4^{ème} trimestre de 2019 en Algérie (ARPCE)

Le parc de téléphonie mobile (GSM, 3G et 4G) a enregistré une "légère diminution" en Algérie, passant de 45,52 millions abonnés au 3^{ème} trimestre de l'année 2019 à 45,42 millions abonnés au 4^{ème} trimestre de la même année, soit une baisse de 0,21%, indique mardi l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE) sur son site web. Sur les 45,42 millions abonnés actifs, 8,51 millions sont des abonnés au réseau GSM soit 18,74% contre 36,911 millions abonnés au réseau 3G/4G, soit 81,26%, précise la même source.

Ainsi, le parc d'abonnés GSM a atteint 8,514 millions abonnés au 4^{ème} trimestre de l'année 2019, contre 8,97 millions au 3^{ème} trimestre de l'année 2019, soit une diminution de 5,15%. Cette diminution est principalement liée à la migration des



abonnés vers les réseaux de nouvelles technologies 3G et 4G.

Au 4^{ème} trimestre de l'année 2019, le parc d'abonnés 3G/4G a atteint 36,91 millions abonnés contre 36,54 millions au 3^{ème} trimestre de l'année 2019, soit une légère évolution de 1%.

Mobilis demeure toujours en tête du nombre d'abonnés à la téléphonie mobile durant ce 4^{ème} trimestre avec 18.633.371 abonnés (18.177.110 durant le 3^{ème} trimestre) suivi de Djezzy avec 14.707.625 abonnés (15.072.994 durant le 3^{ème} trimestre) et d'Ooredoo 12.084.537 abonnés (12.272.834 abonnés durant le 3^{ème} trimestre).

Le taux de péné-

tration au réseau mobile a connu une "stabilité" entre le 3^{ème} trimestre et le 4^{ème} trimestre de l'année 2019, soit 103%. "Cette stabilité est liée d'une part à la légère diminution du marché de la téléphonie mobile et aussi à l'augmentation de la population algérienne", relève la même source.

L'ARPCE a noté, en outre, qu'au 4^{ème} trimestre de l'année 2019, le trafic voix généré dans les réseaux de téléphonie mobile a atteint un total de 35,675 millions de minutes, dont 85,6% réalisé en intra-réseau, 14,16% en trafic national sortant, 0,16% en trafic international sortant et 0,08% trafic international entrant.

Plus de 3,5 millions d'abonnés à l'internet fixe au 4^e trimestre de 2019



Plus de 3,5 millions d'abonnés à l'internet fixe (ADSL, fibre, 4G LTE et Wimax) ont été enregistrés au 4^{ème} trimestre de l'année 2019, contre 3,2 millions durant la même période de 2018, représentant une évolution de 9,50%, indique mercredi un bilan de l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE). Le parc global des abonnés à l'internet fixe, au 4^{ème} trimestre de 2019, a atteint 3.569.176 abonnés, dont 2.377.120 abonnés aux réseaux internet haut et très haut débit (ADSL et fibre optique) et 1.192.056 abonnés aux réseaux internet 4G LTE

fixe et Wimax, précise la même source, qui ajoute que ce parc global a augmenté de 309.711 abonnés par rapport au 4^{ème} trimestre de l'année 2018, soit une évolution de 9,50%.

Au 4^{ème} trimestre 2019, les abonnés aux réseaux de l'internet fixe ADSL et fibre représentent 66,60% de l'ensemble des abonnés et les réseaux de l'internet fixe sans fil (4G LTE et Wimax) 33,40% de ce total.

Le taux de pénétration de l'internet fixe représentait 8,13% au 4^{ème} trimestre de 2019, contre 7,51% au 4^{ème} trimestre de 2018, soit une évolution de 0,62%. Concernant la

répartition du parc global ADSL, Fibre et Wimax par débit, l'ARPCE a relevé que le débit entre 2 Méga et 4 Méga représente 90,92% du taux global des abonnés, celui entre 4 Méga et 10 Méga est de 8,95%, celui entre 10 Méga et 50 Méga est de 0,12% et enfin le débit de plus de 50 Méga ne dépasse pas les 0,001% du taux global des abonnés. La bande passante utilisée au dernier trimestre de 2019 a atteint 1.150 Gbps (Gigabit/seconde), comparativement au 3^{ème} trimestre de la même année qui a enregistré 998 Gbps en bande passante, représentant ainsi une évolution de 15,23%.

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

MUSÉE NATIONAL D'ARCHÉOLOGIE DE SÉTIF

Diverses activités virtuelles durant le confinement

Le musée national d'archéologie de Sétif a lancé diverses activités virtuelles pour le public à travers sa page officielle sur le réseau social Facebook durant la période de confinement, dans le cadre des mesures préventives mises en place pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, a affirmé, mardi, la directrice de cet établissement culturel, Chadia Khelfallah.

La même responsable a précisé, à l'APS, que de nombreuses activités variées, à distance, sont programmées dans le cadre du confinement pour rompre l'ennui et la monotonie en offrant à la population des espaces de divertissement et de découverte des richesses culturelles et le patrimoine "rare" du musée, au profit des adultes et des enfants.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de la Culture visant à assurer une interactivité entre le musée et la population en fournissant des espaces de divertissement à distance grâce aux réseaux sociaux, a indiqué la même responsable. Elle a ajouté que cette initiative a également pour objectif de "garantir une utilisation optimale du temps pendant la période de confinement, le cas notamment des enfants et des jeunes, ce qui contribue à enrichir leurs connaissances historiques par le biais de méthodes pédagogiques et scientifiques". Dans ce contexte, une vidéo intitulée "Le musée dans nos foyers" a permis à de nombreux internautes de découvrir le mode de vie de l'homme à travers de nombreuses périodes historiques. Quant à la vidéo "Le chef-d'œuvre raconte", elle consiste en une présentation chronologique des œuvres archéologiques de l'histoire de l'Algérie et de la région de Sétif pour les faire connaître aux citoyens, à domicile, en mettant notamment en exergue des sites historiques anciens, tels que celui Ain El Haneche (à l'Est de Sétif), comme illustration de l'importance historique de ces vestiges. Une visite virtuelle des ailes et des salles du musée a également été rendue possible à la faveur d'une vidéo, présentée dans un langage fluide et simplifié afin que ces visites virtuelles constituent une opportunité visant à atténuer la sensation d'isolement suite au confinement, et qui a été appréciée par les internautes, selon les commentaires de nombreux visiteurs de la page Facebook du musée. Parmi les programmes récréatifs préparés par le musée de Sétif, il y a aussi l'organisation d'un concours à domicile au profit des enfants en leur pro-

posant de télécharger les images d'une œuvre archéologique, de la dessiner et la colorier avant de la renvoyer via le site Internet, avant de faire par la suite l'objet d'une sélection. Cela, en plus d'un concours destiné aux adultes, permettant de poser des questions à l'issue desquelles les quatre premiers lauréats recevront des prix et des cartes d'accès gratuits pendant une durée d'un an pour la personne la plus active sur la page officielle du musée, a-t-on ajouté. De nombreux visiteurs virtuels du musée ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis de ces activités, dont Ilyas qui a souligné sur "le rôle important de telles initiatives pour cultiver le goût de l'apprentissage et faire une incursion dans le monde des musées".



posant de télécharger les images d'une œuvre archéologique, de la dessiner et la colorier avant de la renvoyer via le site Internet, avant de faire par la suite l'objet d'une sélection. Cela, en plus d'un concours destiné aux adultes, permettant de poser des questions à l'issue desquelles les quatre premiers lauréats recevront des prix et des cartes d'accès gratuits pendant une durée d'un an pour la personne la plus active sur la page officielle du musée, a-t-on ajouté. De nombreux

visiteurs virtuels du musée ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis de ces activités, dont Ilyas qui a souligné sur "le rôle important de telles initiatives pour cultiver le goût de l'apprentissage et faire une incursion dans le monde des musées".

visiteurs virtuels du musée ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis de ces activités, dont Ilyas qui a souligné sur "le rôle important de telles initiatives pour cultiver le goût de l'apprentissage et faire une incursion dans le monde des musées".

PÉROU

Arrêtés parce qu'ils faisaient de l'archéologie pendant le confinement

Un archéologue et neuf de ses étudiants ont été arrêtés par la police péruvienne pour avoir effectué des fouilles dans un cimetière pré-hispanique pendant le confinement obligatoire en raison de l'épidémie de coronavirus, a déclaré lundi le ministère de la Culture.

"Je déplore les agissements de l'archéologue Pieter Van Dalen et d'un groupe de neuf personnes qui effectuaient le 4 avril des fouilles sur le site archéologique du cimetière de Macatón, à Chancay, pendant l'état d'urgence" et le confinement obligatoire, a déclaré la ministre de la Culture, Sonia Guillén à Channel N.

"C'est regrettable et honteux", a-t-elle ajouté. L'archéologue et les étudiants de l'Universidad Nacional Mayor de San Marcos avaient reçu une autorisation préalable d'effectuer des fouilles dans ce cimetière de la culture Chancay, à quelque 80 km au

nord de Lima, mais ils n'avaient pas le droit d'enfreindre le confinement en vigueur dans le pays depuis le 16 mars.

Leur autorisation a été "suspendue" en raison de l'épidémie du coronavirus, a précisé la ministre. Selon Canal N, l'archéologue et ses élèves ont été emmenés au poste de police de Chancay, et le bureau du procureur a ouvert une enquête.

Depuis le début du confinement, plus de 51.000 Péruviens ont été interpellés, puis relâchés par la suite, pour avoir enfreint l'interdiction de quitter leur domicile, a déclaré lundi le président Martín Vizcarra. Le Pérou a enregistré 2.561 cas de coronavirus, avec 93 décès depuis que l'apparition du premier cas il y a un mois. Outre le confinement, le pays andin a également fermé toutes ses frontières et ses aéroports, et décrété un couvre-feu quotidien de 20h00 à 5h00.

JOURNÉES VIRTUELLES DU COURT MÉTRAGE

Audience appréciable, organisateurs satisfaits

Les premières Journées virtuelles du court métrage (31 mars - 7 avril) auront permis à un public nombreux et réactif d'apprécier cette nouvelle expérience, imposée par les exigences du confinement sanitaire, et même de mettre en avant le potentiel de trois jeunes réalisateurs.

Rassemblant quelque 20 courts métrages, ces journées ont été organisées par le Centre national de la cinématographie et de l'audio-visuel (Cnca) qui s'est ainsi adapté aux mesures de confinement et de distanciation sociale induites par la pandémie du nouveau coronavirus. Après diffusion sur Facebook, le public a choisi de plébisciter "Laarbi Rabiâ", de Mohamed Mustapha Allouane, un court métrage relatant l'histoire d'un jeune homme à l'existence précaire, vivant de petits boulots et sans autre perspective que celle d'en finir en s'immolant par le feu.

Le film "Lopse" (Ayman Benmour) sur l'emprise des jeux vidéo et les dangers de la réalité virtuelle sur la santé mentale des individus s'est classé deuxième, alors que la troisième place est revenue à Sofiane Adjal avec son "Stay Strong", un film intimiste sur la solitude et la détresse psychologique face à la maladie.

Autres films à retenir, "Broken Dreams" de Youcef Salaheddine Bentis ou encore "Nadji" de Anouar Ouabdi qui traite, avec humour et dérision, du quotidien d'un village et de ses habitants à travers le regard d'un jeune garçon en quête d'une vie meilleure.

Beaucoup de vues, peu de vote

Expérimentée pour la première fois en Algérie, la diffusion cinématographique via les réseaux sociaux a permis une certaine fluidité dans la communication et la promotion de l'événement, de l'avis

des internautes. Certains films proposés ont dépassé les 5000 spectateurs, la moyenne du nombre de vues avoisinant le millier par film. En plus de l'accessibilité et la possibilité pour les internautes de partager l'événement et la diffusion du film, la version virtuelle a également permis aux spectateurs de débattre des films parfois directement avec les réalisateurs. Malgré le nombre important de spectateurs et l'interaction avec les réalisateurs, le choix des films par voie de vote ne semble pas avoir emporté l'adhésion des votants qui étaient un peu plus de 7000 à avoir choisi de s'exprimer.

Malgré l'expérience a permis au Cnca de constituer une base de données et de lancer une plateforme d'échanges au service de prochaines manifestations virtuelles, commencent des cinéastes qui pourraient librement les consulter, argue la direction du centre.

CINÉMA

Annulation du festival du film d'animation d'Annecy (France)

Le festival d'Annecy, grand rendez-vous international du cinéma d'animation, n'aura pas lieu en 2020, les organisateurs ayant décidé d'annuler sa prochaine édition qui devait se tenir, comme chaque année, en juin, et veulent proposer à la place une version numérique de l'événement.

C'est avec une immense déception que nous nous résignons à annuler l'édition 2020 d'Annecy (...). La raison et la situation internationale nous obligent aujourd'hui à agir avec lucidité et responsabilité", affirment les organisateurs du plus important événement du genre dans le secteur de l'animation, excluant l'idée d'un report.



Le festival d'Annecy, grand rendez-vous international du cinéma d'animation, n'aura pas lieu en 2020, les organisateurs ayant décidé d'annuler sa prochaine édition qui devait se tenir, comme chaque année, en juin, et veulent proposer à la place une version numérique de l'événement.

Le festival d'Annecy, grand rendez-vous international du cinéma d'animation, n'aura pas lieu en 2020, les organisateurs ayant décidé d'annuler sa prochaine édition qui devait se tenir, comme chaque année, en juin, et veulent proposer à la place une version numérique de l'événement.

Le festival d'Annecy, grand rendez-vous international du cinéma d'animation, n'aura pas lieu en 2020, les organisateurs ayant décidé d'annuler sa prochaine édition qui devait se tenir, comme chaque année, en juin, et veulent proposer à la place une version numérique de l'événement.

Le festival d'Annecy, grand rendez-vous international du cinéma d'animation, n'aura pas lieu en 2020, les organisateurs ayant décidé d'annuler sa prochaine édition qui devait se tenir, comme chaque année, en juin, et veulent proposer à la place une version numérique de l'événement.

Le festival d'Annecy, grand rendez-vous international du cinéma d'animation, n'aura pas lieu en 2020, les organisateurs ayant décidé d'annuler sa prochaine édition qui devait se tenir, comme chaque année, en juin, et veulent proposer à la place une version numérique de l'événement.

GB/CINÉMA

Décès de l'actrice Honor Blackman, iconique James Bond girl

L'actrice britannique Honor Blackman, une des James Bond girl les plus célèbres pour son rôle de Pussy Galore dans "Goldfinger", est décédée lundi à l'âge de 94 ans, a déclaré sa famille à des médias. Honor Blackman est devenue une véritable star en 1964, incarnant à l'âge de 38 ans Pussy Galore, partenaire de l'es-

pion britannique James Bond, alors joué par Sean Connery, dans "Goldfinger", le troisième volet de la série. Si son personnage finit par céder aux charmes de l'espion, la scène où elle rejette ses avances d'une prise d'art martial impeccable, faisant atterrir James Bond sur la paille d'une grange, est

l'une des plus célèbres de la franchise. Honor Blackman a aussi joué dans de nombreuses productions théâtrales de notre époque, dont "My Fair Lady", "The Sound of Music" ou encore "Cabaret". L'actrice était aussi connue pour avoir joué Cathy Gale dans la série des années 1960 The Avengers.

APS

Programme de la soirée

TF1 21:05

Mais où est donc passée la 7e compagnie ?



Lors de la débâcle de mai 1940, les hommes de la 7e compagnie du 108e régiment de transmission sont capturés par une colonne d'artillerie allemande. Seuls trois bidasses partis en éclaireurs dans un cimetière voisin en réchappent de justesse : le téléphoniste Pitivier, le fusil-mitrailleur Tassin et le sergent Chaudard. Les trois militaires se retrouvent livrés à eux-mêmes dans la forêt de Machecoul.

france 2 21:05

Envoyé spécial



A travers des reportages qui nécessitent parfois plusieurs semaines d'enquête en France ou à l'étranger, le magazine aborde un large éventail de sujets (politique intérieure ou étrangère, faits de société, santé publique, environnement, progrès techniques, portraits de personnalités, face-à-face...). En prise avec l'actualité, il permet de mieux comprendre les enjeux auxquels est confrontée la société. L'investigation est toujours au cœur de ce magazine emblématique dont Elise Lucet a repris les rênes avec succès en 2016.

france 3 21:05

Les hommes du feu



Dans une caserne de pompiers du Sud de la France, Philippe, le capitaine, envoie ses hommes à la poursuite de faux pompiers qui effectuent des collectes d'argent frauduleuses auprès des riverains. Peu de temps après, la vie, très masculine, de la caserne est transformée par l'arrivée de Bénédicte Meursault, adjudante-chef. Xavier, qui le même grade qu'elle, se pose des questions sur son statut auprès de Philippe. Dès sa première nuit de garde, Bénédicte, accompagnée de Xavier, intervient, par une forte pluie, sur un accident de la route.

CANAL+ 20:05

L'amie prodigieuse



Lila donne son accord pour exposer son portrait de mariage dans le magasin de chaussures du centre-ville, tandis qu'elle prend la direction de la nouvelle épicerie Carracci du quartier. Elena, quant à elle, est invitée à une fête chez sa professeuse, Mme Galiani. Lila demande à l'accompagner. Les deux jeunes femmes vivent la soirée différemment : entourée d'étudiants dont Nino et Nadia, Elena est dans son élément tandis que Lila s'ennuie...

6 21:05

Why Women Kill



Duke, l'ancien petit ami violent de Jade, fait irruption chez Taylor et Eli. Alors que le ton monte rapidement entre les deux hommes, Taylor trouve un moyen efficace de l'éloigner de la maison. Amy débarque chez ses parents et leur annonce que son mariage est annulé. Pour oublier sa déception, elle propose à Tommy de sortir avec elle. Celui-ci accepte pour provoquer la jalousie de Simone. L'amitié entre Ann Beth et April s'intensifie de jour en jour. Robert est invité à dîner chez son patron avec sa femme.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2434

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

8								1			5								8	
2	7							8		5	3	6							7	5
6	1		2					4			1			3					6	4
			9	2										9					6	
	3		6	4										2	5				9	
			5	7										7	3					
2			5					3			9			6					7	
7	4							5	9		4	7							1	6
5											6									5
														6	4					
														8						
														8	1					
5											5									4
8	9										8	9							7	3
4			8									8							3	7
			8	9											5	4				
	6		3	9											6	9			4	
			5	7											8	2				
6	4		1								6				8				1	9
7	5										4	7							6	2
3											2									5

Horizontalement :
1 - Tavernier
2 - Chérir - Pointe de rose
3 - Vallées inondées - Mode antillaise
4 - Automatisement
5 - Largeur de papier - Têtes d'affiche
6 - Farfadet - Risqua un oeil
7 - Délice de dalmatien - Meuble de repos - Poil de paupière
8 - Salaire sans valeur - Cycle
9 - Ventilai - Distance à Pékin
10 - Orient - Equipier

Verticalement :
A - Tinte
B - Grasse
C - Echarpes de scène - Prétentieux
D - Ancienne canaille
E - Deuxième en gamme - Contestera
F - Marchas au hasard - Paresseux
G - Partie de pièce - Bas
H - Autorité
I - Emberlificoté
J - Roue à gorge - Coffre à salaisons

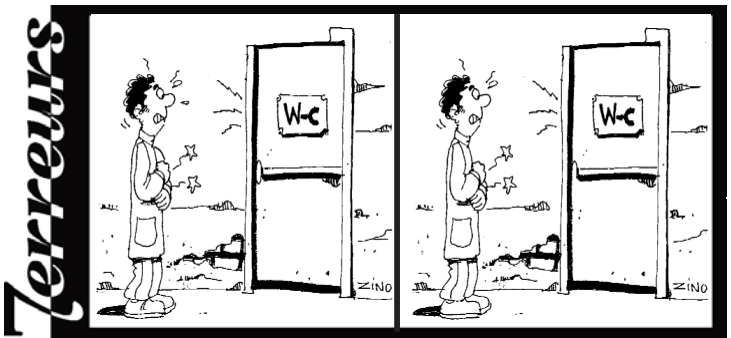


«Tu ne sais pas à quel point tu es fort jusqu'au jour où être fort devient la seule option.»

Bob Marley

Mots croisés n°2434

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										



NHL

Un joueur d'Edmonton plongé dans le coma après une hémorragie cérébrale

Le joueur des Oilers d'Edmonton Colby Cave a été placé dans un coma artificiel après avoir été admis dans une unité de soins intensifs d'un hôpital pour une hémorragie cérébrale, a annoncé mardi le club de la NHL.

L'attaquant de 25 ans se trouvait confiné chez lui dans la banlieue de Toronto, alors que la saison est suspendue en raison de la pandémie de coronavirus, lorsqu'il a été victime de ce symptôme pendant la nuit.

"J'ai parlé à l'épouse de Colby ce matin. Au cours de la nuit dernière, il a eu des maux de tête et d'autres problèmes.

Il a donc été amené à l'hôpital de Barrie où l'hémorragie cérébrale a été diagnostiquée et il a été transporté à l'hôpital Sunnybrook de Toronto", a déclaré le directeur général des Oilers, Ken Holland.

Cave a joué 11 matches (un but) avec les Oilers cette saison, sa deuxième à Edmonton après son arrivée en provenance de Boston l'an dernier. En quatre saisons en NHL, il compte quatre buts et cinq passes en 67 matches.

Arrêt définitif de la saison de basket en Italie

La fédération italienne de basket-ball (FIP) a annoncé mardi l'arrêt définitif des championnats de première et deuxième divisions masculines face à la poursuite de l'épidémie de coronavirus.

"Cette décision a été prise en conséquence de la crise épidémiologique persistante sur tout le territoire national", explique la FIP dans un communiqué.

La fédération évoque également sa volonté de "protéger la santé des athlètes, arbitres, dirigeants" et rappelle que les mesures de distanciation sociale sont "impossibles à mettre en oeuvre dans un sport de contact comme le basket".

La FIP ne précise pas si des titres seront attribués ou si la saison se termine sans vainqueurs.

Le 27 mars, la fédération de rugby avait été la première en Italie à annoncer l'arrêt définitif de ses championnats pour la saison 2019-20. Avec plus de 17.000 morts, l'Italie est le pays le plus endeuillé par l'épidémie.

AUTO / COVID-19

La fermeture des écuries et des motoristes de F1 prolongée

La période de fermeture des écuries et des motoristes de Formule 1 a été prolongée de 21 à 35 jours, en raison de la persistance de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé mardi la Fédération internationale de l'automobile (FIA).

La décision d'étendre cette période de trêve de deux semaines, incluant ainsi les mois de mars, avril et probablement mai, a été prise "à l'unanimité" par l'ensemble des acteurs de F1 (écuries, promoteur, FIA), indique l'instance dirigeante du sport auto dans un communiqué.

"Les discussions sur ce sujet restent ouvertes entre la FIA, la Formule 1 et toutes les équipes, compte tenu de l'impact mondial du Covid-19", est-il encore précisé.

Les huit premières courses de la saison 2020 ont été ou bien annulées, comme ce fut le cas pour celles d'Australie et de Monaco, ou alors reportées sine die, comme cela a été le cas pour les courses de Bahreïn, Chine, Vietnam, Pays-Bas, Espagne et Azerbaïdjan.

Afin de remodeler le calendrier et de limiter les coûts pour les équipes, la traditionnelle fermeture estivale des usines avait déjà été avancée d'août à mars-avril, en pléines mesures de confinement en Europe, rallongée de 14 à 21 jours et étendue aux motoristes. Le championnat doit pour l'heure débiter au Canada, à Montréal, le 14 juin.

APS

JEUX OLYMPIQUES 2020 / ATHLÉTISME (COVID-19) La période de qualification suspendue jusqu'en décembre

La Fédération internationale d'athlétisme a annoncé mardi que les performances réalisées jusqu'au 30 novembre ne compteront pas pour se qualifier aux Jeux Olympiques de Tokyo, ayant été reportés à l'été 2021, en raison de la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19).

"La période de qualification est suspendue du 6 avril au 30 novembre inclus", a indiqué World Athletics (ex-IAAF) dans un communiqué, publié une semaine après l'annonce des nouvelles dates des JO2020, reportés finalement du 23 juillet au 8 août 2021, en raison du coronavirus. Les athlètes peuvent se qualifier pour les Jeux soit en réalisant les minima, soit en étant repêchés, grâce au classement mondial, lui aussi gelé jusqu'au 30 novembre. World Athletics précise que les athlètes qui ont déjà réalisé les minima en garderont le bénéfice.

La période de qualification s'était ouverte entre janvier et mai 2019, selon les disciplines, et sera repoussée au 31 mai (marathon et 50 km marche) ou au 29 juin 2021 pour les autres épreuves. La pandémie de coronavirus a bouleversé le calendrier du sport olympique N.1, qui a déjà repoussé d'un an ses Mondiaux en salle de Nankin (De mars 2020 à mars 2021, en Chine) et ses Mondiaux en plein air à Eugene (aux États-Unis, de l'été 2021 à l'été 2022). Le début de saison est prévu pour l'instant en juin, après le report des compétitions majeures d'avril et mai. Mais



toute compétition qui se tiendrait avant décembre, comme l'Euro de Paris maintenu pour l'instant

du 25 au 30 août, devient donc caduque pour la chasse aux tickets olympiques.

USA

Le patron de la NHL n'exclut aucun scénario pour le sort de la saison

Le commissaire de la Ligue nord-américaine de hockey sur glace (NHL) Gary Bettman a affirmé mardi qu'il n'excluait "aucune option" pour la saison en cours suspendue à cause du coronavirus, y compris son annulation, dans un entretien à NBC Sports.

La NHL, qui a mis à l'arrêt son championnat en Amérique du Nord il y a trois semaines, voit son calendrier se resserrer à mesure que le Covid-19 se propage.

"La meilleure chose, qui est aussi la plus simple, serait de pouvoir terminer la saison régulière à un moment donné, puis de participer aux play-offs comme d'habitude.

Mais nous comprenons que cela

peut ne pas être possible. C'est pourquoi nous envisageons toutes les alternatives imaginables pour faire face à toute éventualité", a déclaré Bettman. "Il ne sert à rien de spéculer, parce que personne dans aucun des sports n'en sait suffisamment pour prendre ce genre de décisions", a-t-il ajouté.

Ce week-end, Bettman a participé à une conférence téléphonique avec Donald Trump, en compagnie des autres patrons des ligues sportives nord-américaines.

Alors que le président américain s'est voulu optimiste quant à la reprise des compétitions sportives "le plus tôt possible", Bettman est apparu plus pondéré sur NBC Sports.

"Je pense qu'en ce moment il y a trop d'incertitude. J'espère que nous en saurons tous davantage fin avril."

"Pour ce qui concerne la NHL, nous voulons être prêts à redémarrer dès que nous aurons un feu vert.

Or ce feu vert peut ne pas être limpide, car il peut encore y avoir des endroits où on ne peut pas jouer et d'autres endroits où on peut.

Donc nous examinons toutes les options. Rien n'a été exclu, rien n'a été exclu", a-t-il martelé.

"Et cela dépendra en grande partie de ce que nous pourrions faire selon le temps qu'il nous reste, car nous devons également nous concentrer sur la saison prochaine", a-t-il précisé.

Le Grand prix du Canada reporté à son tour

Le Grand Prix de Formule 1 du Canada, qui devait avoir lieu du 12 au 14 juin à Montréal, est à son tour reporté à une date indéterminée en raison de la pandémie de coronavirus, ont annoncé mardi les organisateurs.

"Au cours du dernier mois, nous avons été en communication constante avec des membres de la Formule 1 ainsi que des représentants de la ville de Montréal, de Tourisme Montréal et (...) des gouvernements provincial et fédéral et nous avons entendu les directives émises

par les officiels de la santé publique", explique le promoteur local de la course dans un communiqué.

"En conséquence directe avec la pandémie de COVID-19, nous nous conformons aux recommandations des experts en autorité." "Nous serons prêts à vous accueillir à bras ouverts au circuit Gilles-Villeneuve dès que la situation le permettra", ajoute François Dumontier, président et chef de la direction du Grand Prix du Canada. "Même si nous devons attendre encore un peu avant notre arrivée,

nous allons présenter un spectacle grandiose un peu plus tard cette année", promet Chase Carey, le PDG de la Formule 1.

Ce sont désormais les neuf premières courses de la saison 2020 qui ont été annulées (Australie, Monaco) ou reportées sine die (Bahreïn, Chine, Vietnam, Pays-Bas, Espagne, Azerbaïdjan, Canada).

On devrait compter cette année de 15 à 18 GP au lieu du nombre record de 22 prévu initialement, a indiqué Chase Carey fin mars. Afin de remodeler le calendrier - et de limiter

les coûts pour les équipes en période de confinement en Europe -, la trêve habituellement respectée en août a été avancée à mars, avril et/ou mai.

En principe, le dernier GP doit se dérouler fin novembre à Abou Dhabi mais le patron de la F1 a d'ores et déjà dit s'attendre "à ce que la saison se prolonge au-delà de sa clôture initialement prévue le week-end du 27-29 novembre".

La prochaine course au calendrier est le Grand Prix de France le 28 juin sur le circuit Paul-Ricard, au Castellet (Var).

REPORT DES JO

La période de qualification suspendue jusqu'en décembre pour l'athlétisme

La Fédération internationale d'athlétisme a indiqué mardi que les performances réalisées du 6 avril au 30 novembre ne compteront pas pour décrocher une qualification aux Jeux olympiques de Tokyo, reportés à l'été 2021.

"La période de qualification est suspendue du 6 avril au 30 novem-

bre inclus", écrit World Athletics (ex-IAAF) dans un communiqué, une semaine après l'annonce des nouvelles dates JO à l'été 2021, reportés d'un an (23 juillet - 8 août) en raison de la pandémie de coronavirus. Les athlètes peuvent se qualifier soit en réalisant les minima soit en obtenant une place grâce au

classement mondial, lui aussi gelé jusqu'au 30 novembre. La période de qualification s'était ouverte entre janvier et mai 2019 selon les disciplines (les athlètes ayant déjà réalisés les minima en gardent le bénéfice), et sera repoussée au 31 mai (marathon et 50 km marche) ou au 29 juin 2021 pour les autres épreuves.

ALGÉRIE (COVID-19) Le paiement des frais d'engagement et amendes ajourné (FAF)

Le paiement des frais d'engagement et des amendes des clubs est ajourné jusqu'à la reprise de la compétition, suspendue depuis le 16 mars en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé mardi soir la Fédération algérienne de football (FAF).

"La FAF a saisi toutes les Ligues (LFP, LNFA, LIRF, Ligues régionales et de wilayas) à travers une circulaire du secrétaire général (N 290/SG/2020 du 06/04/2020) à l'effet de surseoir au paiement des frais d'engagement et des amendes des clubs jusqu'à la reprise de la compétition, et ce, en raison de la situation difficile que traverse le pays due à la pandémie du COVID-19", indique l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. Le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) avait prolongé la suspension de toutes les manifestations sportives, dont les différents championnats de football, jusqu'au 19 avril, en raison de la situation sanitaire au pays. Selon le dernier bilan établi mardi par le Comité



scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, 45 nouveaux cas

confirmés de Covid-19 et 20 nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie, portant

le nombre des personnes infectées à 1468 et celui des décès à 193.

CORONAVIRUS

Le FC Séville présente un plan de chômage partiel

Le Séville FC a présenté un plan de chômage partiel pour réduire le volume horaire hebdomadaire et suspendre certains contrats de ses salariés à cause de la crise sanitaire générée par la pandémie de nouveau coronavirus, a annoncé le club ce mercredi via communiqué.

"Ce ERTE ("expediente de regulación temporal de empleo", en espagnol) affectera au total 254 salariés de notre structure sportive et 106 de la structure non-sportive de notre entité", a indiqué le Séville FC dans un communiqué publié ce mercredi matin, alors que le confinement a été prolongé jusqu'au 25 avril en Espagne.

"Fondamentalement, notre plan in-

clut une réduction du volume horaire d'une partie des employés, et nous suspendons uniquement les contrats directement liés aux activités à l'arrêt complet à cause du confinement et des restrictions décrétées par le gouvernement", précise le club andalou.

Au sein des équipes professionnelles du club, ce plan de chômage partiel se traduira par "une réduction de 70% du volume horaire des membres du staff et des joueurs et joueuses des équipes premières masculine et féminine et de l'équipe réserve", a détaillé le club, qui assure avoir pris ces décisions en accord avec les équipes.

Les employés du Séville FC, qui "peuvent continuer à travailler en télétravail",

ne sont pas concernés par ce plan de chômage partiel. Le club maintient avoir été forcé à cette décision à cause de la "suspension indéfinie de la Liga et des compétitions européennes" qui ont "fortement affecté l'activité du club".

Avec cette décision, le Séville FC marche dans les pas du FC Barcelone, de l'Atlético Madrid, ou de l'Espanyol Barcelone par exemple, les premiers clubs professionnels espagnols à avoir recouru à des ERTE.

Selon LaLiga, si les compétitions européennes et les championnats espagnols ne parviennent pas à terminer la saison en cours, les clubs espagnols pourraient perdre près d'un milliard d'euros.

MC ALGER

Neghiz n'exclut pas la probabilité d'un championnat annulé

L'entraîneur du MC Alger (Ligue 1 de football), Nabil Neghiz, a estimé mercredi qu'il était très difficile de reprendre le championnat national, suspendu depuis plus d'un mois, en raison de l'épidémie de coronavirus. "Cela sera très difficile de reprendre la compétition dans ces conditions. Le championnat

est à l'arrêt depuis un plus d'un mois. Les entraînements collectifs sont suspendus et les joueurs s'entraînent depuis leur maison.

Ce n'est pas suffisant car comme tout le monde le sait, le joueur algérien n'a pas les moyens d'un joueur professionnel en Europe. Chez nous, on va se contenter du

minimum", a déclaré Neghiz au site spécialisé DZFoot.

Et d'ajouter : "Si l'on ne reprend pas les entraînements collectifs au mois d'avril, cela va être une vraie catastrophe pour nous car il va falloir beaucoup de temps afin de préparer l'équipe à nouveau pour la reprise. C'est pour cette raison que

je ne serai pas surpris, si les instances du football décident de suspendre définitivement le championnat national pour cette saison". A cause du COVID-19, toutes les compétitions sportives en Algérie sont suspendues. Le championnat de football de Ligue 1 est à l'arrêt depuis plus d'un mois.

Tottenham avertit Mourinho et plusieurs joueurs vus s'entraîner ensemble

Le club de football anglais, Tottenham, a rappelé mardi à ses joueurs leurs responsabilités en plein confinement du Royaume-Uni pour cause de coronavirus après la diffusion d'images sur les réseaux sociaux montrant leur manager José Mourinho et plusieurs membres de l'effectif à l'entraînement dans un espace vert sans respecter manifestement les règles de distanciation.

Mourinho a été photographié à l'entraînement avec la recrue record du club londonien, Tanguy Ndombélé, dans un parc public de la banlieue nord de Londres où deux autres joueurs des

Spurs, Davinson Sanchez et Ryan Sessegnon, ont été vus courir côte à côte.

"Nous avons rappelé à tous nos joueurs de respecter le principe de distanciation sociale lorsqu'ils font de l'exercice en plein air", a déclaré mardi un représentant de Tottenham.

"Nous continuerons de renforcer ce message", a-t-il ajouté.

Le défenseur des Spurs Serge Aurier a également publié une vidéo de lui-même en train de courir en compagnie d'une autre personne sur Instagram alors que le gouvernement britannique a mis en place une série de mesures

strictes qui, tout en permettant de se promener ou de faire de l'exercice une fois par jour, oblige deux personnes à rester à au moins deux mètres l'une de l'autre sauf si elles sont membres du même ménage.

La Premier League est suspendue depuis la mi-mars en raison de la propagation de Covid-19 au Royaume-Uni où la pandémie a tué 6.159 personnes selon les chiffres officiels communiqués mardi.

Plus de 786 décès y ont été recensés en 24 heures, un nouveau record pour le pays.

FRANCE-CORONAVIRUS Un accord pour baisser provisoirement les salaires des joueurs

Les dirigeants et les footballeurs de Ligue 1 et de Ligue 2 ont scellé un accord invitant à une baisse "provisoire" des salaires afin de préserver la trésorerie des clubs face à la crise sanitaire, a annoncé le syndicat des joueurs (UNFP).

"Nous avons validé la recommandation. L'idée, c'est que les joueurs diffèrent une partie de leurs salaires d'avril pour permettre aux clubs de s'en sortir.", a expliqué à l'AFP Philippe Piat, le président de l'UNFP, prônant un "effort provisoire" face à une "situation sanitaire dramatique" en raison de la pandémie de coronavirus.

Cet accord cadre commun instaure un principe selon lequel les footballeurs acceptent une réduction temporaire de salaire, qu'ils toucheront "à la fin de la saison", lorsque les droits télévisés, actuellement gelés par les diffuseurs Canal+ et BeIn Sports, auront pu être versés, a expliqué un président de club de Ligue 1. L'accord a été présenté mardi matin au ministère de l'Economie, qui doit désormais valider d'ultimes détails.

"Mais cela ne coûte rien en plus à l'Etat", insiste ce dirigeant. Les joueurs percevant moins de 10.000 euros dans le cadre de l'activité partielle, soit 70% de leur salaire mensuel brut, ne seront pas concernés par ce dispositif.

Au-delà, quatre tranches seront mises en place : 20% de rémunération en moins en avril pour les joueurs gagnant entre 10.000 et 20.000 euros, 30% pour ceux entre 20.000 et 50.000 euros, 40%, pour ceux entre 50.000 et 100.000 et enfin 50% en moins pour ceux percevant plus de 100.000 euros par mois.

Un autre comité, composé de quatre présidents de L1 dont Nasser Al-Khelaifi, patron du PSG, chargé de négocier avec Canal+ la question du versement des droits TV de la saison.

COUPE DU MONDE 2022

Le Qatar réfute les allégations de corruption

Les organisateurs de la Coupe du monde de la FIFA au Qatar ont publié mardi un communiqué réfutant les allégations de corruption contenues dans les documents rendus publics aux Etats-Unis.

D'après ces documents publiés lundi, le Qatar aurait soudoyé les responsables du comité exécutif de la FIFA pour obtenir leurs votes dans le cadre de la procédure de candidature.

Le Comité suprême du Mondial-2022 du Qatar a précisé que cela "fait partie d'une affaire de longue date, dont l'objet n'est pas le processus d'attribution des Coupes du monde 2018/2022".

"Malgré des années de fausses accusations, aucune preuve n'a jamais été produite pour démontrer que le Qatar a obtenu les droits d'organiser la Coupe du Monde de la FIFA 2022 de manière contraire à l'éthique ou par des moyens contrevenant aux règles strictes de la FIFA", a rappelé le Comité suprême. Le pays "a strictement respecté toutes les règles et réglementations de la procédure de candidature pour la Coupe du Monde de la FIFA 2018/2022, et toute affirmation contraire est sans fondement et sera vigoureusement contestée", a indiqué le communi qué.

Une légende du foot anglais, Jimmy Greaves, hospitalisée

Le meilleur buteur de l'histoire du championnat anglais Jimmy Greaves, 80 ans, a été hospitalisé, a annoncé mardi Tottenham, le club dont il est aussi le meilleur réalisateur historique.

"Notre buteur record Jimmy Greaves est actuellement traité à l'hôpital. Nous sommes en contact avec sa famille et nous donnerons de ses nouvelles en temps voulu", ont indiqué les Spurs dans un communiqué, sans préciser si son hospitalisation avait un lien avec la pandémie de coronavirus.

Diminué depuis 2015 par un AVC, Jimmy Greaves a inscrit 357 buts entre 1957 et 1972 en première division anglaise –un record– et reste également le meilleur buteur de l'histoire de Tottenham avec 266 réalisations toutes compétitions confondues.

International anglais, il a fait partie de l'équipe championne du monde en 1966 où il a été titulaire en phase de groupe avant de perdre sa place sur blessure.

"Tout le monde au club envoie ses meilleurs voeux à Jimmy et à sa famille", a fait savoir Tottenham, qu'il a mené vers un sacre en Coupe des coupes (1963) et deux en FA Cup (1962 et 1967).

Longtemps meilleur buteur historique des cinq grands championnats européens, Greaves n'a été dépassé que récemment par Cristiano Ronaldo et Lionel Messi.

APS

L'ex-footballeur brésilien Ronaldinho assigné à résidence dans un hôtel à Asuncion

L'ancienne star mondiale du football, le Brésilien Ronaldinho, emprisonné depuis plus d'un mois au Paraguay pour usage de faux passeport, est désormais assigné à résidence dans un hôtel d'Asuncion, a annoncé mardi le juge en charge du dossier.

"C'est une mesure de substitution pour Ronaldinho et son frère et la poursuite de leur détention dans un hôtel", a déclaré le juge Gustavo Amarilla lors d'une conférence de presse.

"J'ai l'assurance de la part de la direction de l'hôtel pour qu'ils soient en résidence surveillée là-bas à leur frais", a ajouté le magistrat.

Les avocats de l'ancien champion brésilien ont proposé une caution de 1,6 million de dollars pour les deux frères, qui a été acceptée par la justice paraguayenne, a précisé le juge.

En raison de l'épidémie de coronavirus, la décision a été communiquée aux deux accusés par voie numérique en présence d'un représentant du parquet et de la défense.

Ronaldo de Assis Moreira, dit Ronaldinho, et son frère Roberto ont été arrêtés le 6 mars à Asuncion, accusés d'être entrés au Paraguay en possession de faux passeports.

Les deux hommes étaient arrivés deux jours auparavant dans la capitale paraguayenne pour faire la promotion d'un livre et participer à diverses opérations de bienfaisance.

Ils étaient depuis lors en



détention provisoire dans un commissariat de police, où le Ballon d'or 2005 a fêté ses 40 ans le 21 mars.

La justice brésilienne avait privé Ronaldinho de passeport fin 2018, à la suite de sa condamnation à une amende de 2,5 millions de dollars, qu'il n'avait pas payée, pour avoir construit une jetée sans autorisation au bord d'un lac dans une aire protégée.

Il l'avait finalement récupéré en 2019 au terme d'un

accord avec la justice, en contrepartie d'un versement de 6 millions de réais (1,1 million d'euros). A leur arrivée à l'aéroport d'Asuncion, les deux hommes avaient montré leurs passeports à la police de l'immigration, qui n'a pas immédiatement relevé d'anomalie.

La police a ensuite perquisitionné l'hôtel où logeaient les deux hommes.

Les enquêteurs y ont découvert de faux passeports paraguayens confectionnés dans

la capitale paraguayenne. Ronaldinho et son frère affirment que les documents leur ont été remis en cadeau par la femme d'affaires et présidente d'une fondation humanitaire qui les a invités à venir au Paraguay, et qui est désormais en fuite. Une quinzaine de personnes, dont des entrepreneurs, policiers et fonctionnaires, sont dans le collimateur de la justice paraguayenne dans le cadre de cette affaire.

PUBLICITÉ

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance des citoyens, que des comptes sont ouverts auprès d'Algérie Poste et du Trésor pour recueillir les contributions citoyennes, en monnaie nationale, destinées à soutenir l'effort national de lutte contre le Coronavirus « COVID 19 ».

Trésor : 397-13737 COVID 19 ALGERIE.

CCP : 200 Clé 12 COVID 19 ALGERIE.

Les contributions en devises étrangères peuvent être versées, dans les comptes ci-dessous énumérés :

BEA : COVID 19

Euro : 002001121123000001/46

USD : 002001121123000002/43

GBP : 002001121123000003/40

Le prix de Coutinho baissé

Prêté au Bayern Munich cette saison, Philippe Coutinho ne devrait pas retourner au Barça cet été. Alors que le club bavarois ne souhaiterait pas lever l'option d'achat du Brésilien de 120 M€, Sport annonce que le club catalan aurait revu son prix à la baisse et l'aurait fixé à 90M€. Chelsea et Leicester, intéressés par le milieu offensif de 27 ans, voudraient attirer Coutinho également sous la forme d'un prêt. Barcelone pourrait inclure une clause d'achat obligatoire dans le deal, alors que l'ex-milieu de Liverpool est sous contrat jusqu'en 2023 avec les Blaugrana.



POGBA, UN SALAIRE PROBLÉMATIQUE ?

Toujours désireux de quitter Manchester United cet été, Paul Pogba devrait néanmoins consentir à un effort sur ses futures prétentions salariales. Ce n'est un secret pour personne, Paul Pogba veut quitter Manchester United, et ce, depuis l'été dernier. Le Real Madrid et la Juventus seraient les deux clubs susceptibles d'attirer le champion du monde 2018. Cependant, s'il veut partir des Red Devils, l'ancien Havrais devra revoir ses prétentions salariales à la baisse. Marca en dit plus sur ce dossier. La publication espagnole révèle que l'international français souhaite toujours partir et retrouver Zinédine Zidane au sein de la Casa Blanca. Seul problème, le salaire que souhaite toucher le natif de Lagny-sur-Marne. Le quotidien pro-madrilène va même plus loin en affirmant que Pogba désirait des émoluments allant jusqu'à 19 millions d'euros par an. Inconcevable pour le Real qui a prévenu le Français que si ses demandes étaient toujours les mêmes, le feuilleton connaîtrait la même issue que l'année dernière. Le journal espagnol révèle que cette question salariale est ce qui a poussé Florentino Pérez à ne pas aller plus loin sur le dossier lors du mercato estival de 2019. Alors le milieu des Red Devils va-t-il faire l'effort demandé pour quitter MU ? Affaire à suivre.

ALEXIS SANCHEZ PRIVILÉGIÉ UN RETOUR À MAN UNITED

L'attaquant chilien Alexis Sanchez serait favorable à un come-back à MU. Ça serait même sa priorité s'il venait à quitter l'Inter de Milan.

Alexis Sanchez ne devrait pas faire de vieux os à l'Inter de Milan. N'ayant pas réussi à faire ses preuves avec la formation nerazzurra (seulement 1 but inscrit en Serie A), et même s'il a écarté une longue période à cause d'une blessure, le double vainqueur de la Copa America devrait être renvoyé à son club propriétaire, à savoir MU. Sa période de prêt au sein de l'équipe d'Antonio Conte prendra fin à l'issue de l'exercice en cours.

A en croire le site ESPN, cette option ne serait pas pour déplaire au principal intéressé. A Old Trafford, l'ancien Barcelonais a l'avantage d'être gracieusement payé (570000€ hebdomadaires). Et il serait enclin à céder le banc des Red Devils et profiter de ce salaire avantageux jusqu'à la fin de son contrat (en 2022) plutôt que de tenter sa chance ailleurs, avec plus de temps de jeu mais des émoluments moindres. A 31 ans, ses priorités sont manifestement bien définies.



Toni Kroos n'a pas envie de baisser son salaire

« Moi, je suis plutôt favorable à ce que le salaire soit payé en entier et à faire des choses sensées avec. » « Une baisse de salaire, c'est comme faire un don à personne ou à son club. Moi, je suis plutôt favorable à ce que le salaire soit payé en entier et à faire des choses sensées avec. Tout le monde est invité à aider là où c'est nécessaire – et il y a de nombreux endroits où cela est le cas. »

Klopp fait le forcing pour D. Carlos

Jürgen Klopp ne lâche pas Diego Carlos (27 ans, 25 matchs et 2 buts en Liga cette saison). Selon le Daily Express, l'entraîneur de Liverpool fait le forcing auprès de ses dirigeants pour obtenir la signature du défenseur central du FC Séville. Le souhait du technicien allemand est d'associer l'ancien Nantais, très en vue en Espagne, avec Virgil van Dijk en charnière centrale la saison prochaine. Également suivi par le Real Madrid et l'Atletico Madrid, le Brésilien possède une clause libératoire fixée à 70 millions d'euros. Un montant qui n'aurait pas refroidi les Reds il y a encore quelques semaines. Mais, depuis, la crise liée au coronavirus va obliger les clubs à revoir leurs dépenses.



Départ acté pour Marcelo ?

Marcelo (31 ans, 19 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) et le Real Madrid, l'histoire d'amour pourrait prochainement prendre fin. D'après la presse espagnole, Florentino Pérez souhaite se séparer de son latéral gauche, arrivé en 2007, et dont le contrat expire en juin 2022. Moins en vue ces derniers mois en raison de la forte concurrence de Ferland Mendy, le Brésilien, dont les performances laissent à désirer, se retrouve dans le viseur de la Juventus et du Bayern Munich. Son prix est estimé à 20 millions d'euros.



JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Le Président Tebboune rend hommage aux médecins et aux personnels de la santé

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a rendu hommage mardi aux médecins ainsi qu'aux personnels de la santé à l'occasion de la Journée mondiale de la santé. "A l'occasion de la Journée mondiale de la santé, j'adresse mes salutations de considération et de reconnaissance à nos médecins et à l'en-

semble des personnels de la santé pour leurs sacrifices ainsi qu'à notre peuple pour sa solidarité qui a ébahi le monde comme ce fut le cas pour le Hirkak béni. Que l'Algérie reste debout. Honneur et gloire à nos vaillants chouhada", a écrit le président Tebboune sur les réseaux sociaux.



ALGÉRIE/ SOLIDARITÉ

Le ministère des Affaires étrangères participe à l'élan national de solidarité

L'ensemble des personnels du ministère des Affaires étrangères (MAE) participe à la campagne des donations lancée dans le cadre de l'élan national de solidarité que connaît le pays suite à la propagation de la pandémie du Coronavirus, indique mardi un communiqué du MAE.

"Dans le cadre de l'élan national de solidarité que connaît notre pays suite à la propagation de la pandémie du Corona, l'ensemble des personnels du Ministère des Affaires Etrangères participe à la campagne des donations lancée à cet effet", note la même source. Les chefs de postes diplomatiques et consulaires "contribueront à cette action par le versement d'un mois de leurs salaires", ajoute la même source. "Nos diplomates et le personnel local contractuel exerçant au niveau de toutes nos missions diplomatiques et consulaires, de même que les personnels et les cadres du ministère des Affaires étrangères en fonction au niveau des services centraux prendront également part à cet effort national de solidarité visant à faire face aux effets de la pandémie du Corona", indique le communiqué du MAE, précisant que "des comptes en monnaie nationale et en devises étrangères ont été ouverts à cette fin".

TOURISME

Le magazine Forbes invite les voyageurs à découvrir un "patchwork de merveilles" en Algérie

Le magazine Forbes-France a consacré, dans son dernier numéro, un reportage à la Destination Algérie, dans lequel il évoque ses potentialités archéologiques, touristiques et naturelles, invitant les voyageurs à s'y rendre pour découvrir un "patchwork de merveilles". Intitulé: "Fascinante Algérie, aux Mille Trésors", le reportage signé par Sabah Kemel Kaddouri, ancienne journaliste au Figaro, a énuméré les principales attractions touristiques du pays ayant fasciné des Hommes politiques, des écrivains et intellectuels, dont Frantz Fanon, Albert Camus, Nelson Mandela, Jean-Paul Sartre, Eric Cantona et Yann-Arthus Bertrand. S'appuyant sur l'appréciation faite par William Dalrymple, historien, écrivain et grand reporter au Financial Time, l'article de Forbes a souligné que l'Algérie regorgeait de trésors et de legs culturels qui ont attiré les plus grands explorateurs et inspiré d'éminents artistes et architectes mondiaux à l'instar de Le Corbusier et Fernand Pouillon.

"Plus grand pays d'Afrique, à l'âme si méditerranéenne, l'Algérie est aujourd'hui le spot qui monte chez les + instagrammeurs+", a fait observer la publication mettant en exergue, dans ses colonnes, la richesse et la diversité des paysages du pays ainsi que son vaste territoire fort d'un littoral de 1600 kilomètres.

"Du nord moderne dominé par Alger, Oran, Constantine, Sétif, en passant par le sud, royaume du désert majestueux, l'Algérie est un patchwork de merveilles. Au dixième rang des pays les plus vastes du monde, le pays appartient à ces rares destinations marquées par une diversité de paysages, d'écosystèmes et

de fortes identités", a souligné le magazine économique. "Dans cette immensité de 2 381 741 km², l'Algérie dispose aussi de villes déclinant une offre touristique riche et variée, constituée, entre autres, du balnéaire, du thermal, d'une gastronomie ancestrale, des randonnées sahariennes et mémorielles", relève l'auteur.

Assurant que l'Algérie "répond à chaque aspiration pour qui veut sortir des sentiers battus", Forbes a cité à l'occasion l'existence de villes de caractère et des sites naturels incontournables proposant aux lecteurs une halte sur chaque partie du patrimoine du pays. Il s'agit notamment des "balcons de Ghoufi, l'autre Grand Canyon", site ancestral ancré dans la région des Aurès, classé au patrimoine de l'UNESCO, qui partage, d'après l'auteur du reportage, des caractéristiques géologiques communes avec les Montagnes Rocheuses et le Grand Canyon aux Etats-Unis. "Tipaza, l'enchanteuse" fait partie aussi des sites à visiter selon le reportage évoquant en particulier une citadelle fascinante et saisissante par ses collines verdoyantes, son massif de Chenoua et ses ruines romaines, qui ont inspiré le célèbre écrivain Albert Camus dans son recueil "Les Noces de Tipaza" édité en 1938. Oran, ville futuriste et festive, Alger, la Blanche, Constantine, cité trois fois millénaires, où Tassili n'Ajjer, joyau du désert, figurent aussi parmi les lieux touristiques et historiques à connaître et recommandés explicitement par le magazine au regard à l'importance de leur patrimoine revêtant une valeur universelle inestimable.

ALGÉRIE/CORONAVIRUS M. Djerad instruit les walis d'assurer une "stricte application" des mesures de prévention

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a émis une instruction à l'adresse des walis et des structures concernées dans laquelle il rappelle la nécessité d'assurer une "stricte application" des règles liées au respect des mesures prises dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'épidémie de coronavirus, indique mardi un communiqué des services du Premier ministre.

"En application des directives de Monsieur le président de la République, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, a émis une instruction à l'adresse des walis et des structures concernées dans laquelle il rappelle la nécessité d'assurer une stricte application des règles liées au respect des mesures prises dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'épidémie de Coronavirus +Covid-19+", note le communiqué. "En effet, et au terme de la première période de confinement à domicile imposée aux citoyens, certaines défaillances sont apparues du fait du non respect de la mesure, d'une part et, d'autre part, de la fermeture de nombreux commerces autorisés, notamment ceux appelés à assurer l'approvisionnement des citoyens en produits alimentaires de tous genres", relève la même source.

Dans le but de faire respecter les mesures destinées à assurer la protection de la population et son approvisionnement régulier, les Pouvoirs publics "appellent à faire appliquer la loi, dans toute sa rigueur, par la mise en œuvre des sanctions pénales prévues à cet effet". Concernant le respect de la mesure de confinement à domicile, "hormis les cas spécifiques cités dans les textes en vigueur qui permettent certains déplacements, avec ou sans autorisation, le citoyen est tenu de se confiner à domicile", souligne le communiqué.

La même source précise à ce propos que "le non respect de la mesure de confinement à domicile entraîne les sanctions pénales prévues par la loi, soit des amendes allant de 3.000 DA à 6.000 DA à l'encon-



tre des réfractaires qui encourrent, en outre, une peine d'emprisonnement de trois (3) jours au plus". Par ailleurs, les walis sont tenus de faire appliquer, au titre des sanctions administratives, la mesure de mise en fourrière des véhicules automobiles ou des motocycles utilisés par les personnes ayant contrevenu aux règles régissant le confinement à domicile.

Concernant le non respect de l'obligation de maintien en activité de certains commerces autorisés, la même source souligne que "les commerces concernés par l'approvisionnement de la population doivent être maintenus en activité au moyen d'une réorganisation des horaires d'ouverture et de fermeture". A cet effet, "les autorités locales sont tenues de leur assurer toutes les conditions nécessaires, notamment la délivrance des autorisations de circuler pour les commerçants et leurs employés et en maintenant en activité les commerces de gros et les unités de production qui les approvisionnent".

"En présence de cas de refus d'ouvrir les commerces, et si cette fermeture a pour effet un défaut d'approvisionnement dans les quartiers, les villages et groupements d'habitations, les walis sont tenus de procéder à la réquisition de ces commerçants après évaluation des situations en commission de wilaya", explique la même source. "Le refus d'obtempérer aux réquisitions réglementaires individuelles entraîne les sanctions pénales prévues par la loi, soit une amende de mille (1.000) DA à dix mille (10.000) DA et une peine d'emprisonnement de deux (2) à six (6) mois, ou de l'une de ces deux peines seulement".

ALGERIA START UP CHALLENGE

62 projets innovants présentés à la session d'Oran, 5 retenus (organisateurs)

Pas moins de 62 projets innovants ont été présentés par des jeunes de la région ouest du pays dans le cadre de la deuxième édition de "Algeria start up challenge", et cinq ont été retenus, a-t-on appris des organisateurs de la compétition. Pour la session d'Oran, qui s'est déroulée sur Skype à la mi-mars en raison de la pandémie du coronavirus, 62 projets innovants ont été présentés par des jeunes startups de l'ouest du pays, et 17 ont été initialement sélectionnés, a-t-on indi-

qué. Les projets touchent plusieurs volets, dont l'amélioration du service public, le tourisme, l'économie verte et la télé-médecine, entre autres, ont précisé les organisateurs. Après étude des projets par un jury, cinq ont finalement été retenus. Il s'agit des projets "Only on" et "Makiha", "Trainship" qui concernent l'amélioration du service public, Assaïfni (secours moi) qui concerne la télé-médecine et "Green Hands" pour l'économie verte. Deux autres projets

sont en instance. Il s'agit de "Discover" qui concerne le tourisme et "Arthrosa" qui concerne la télé-médecine et le traitement des dossiers patients, a-t-on fait savoir. La session d'Oran est la deuxième étape de "Algeria start up challenge", une compétition de startups autour de solutions innovantes dans différents domaines de la vie, organisée par l'incubateur de startups "Capcowork" sous le parrainage du Premier ministre et avec le concours du ministère

de la Micro-entreprise, de la Start up et de l'Economie de la connaissance. Le concours devait se dérouler initialement sur 5 étapes de sélection. Outre l'étape d'Oran, celles de Constantine (2e), Béchar (3e), Ouargla (4e) et Alger (5e). Quatre des cinq étapes de sélection se sont faites online. Plus de 500 projets innovants ont été présentés au concours. La grande finale est programmée après reprise de la vie sociale, une fois la pandémie endiguée, a-t-on annoncé.